



MICROCREDIT SUMMIT CAMPAIGN

A Project of RESULTS Educational Fund

État de la Campagne du Sommet du Microcrédit Rapport 2009

Sam Daley-Harris



Co-Présidents Campagne Du Sommet Du Microcrédit

CO-PRÉSIDENTS HONORAIRES

Sa Majesté, La Reine Sofia d'Espagne
Tsutomu Hata, Ancien Premier Ministre du Japon

CO-PRESIDENTS DES CONSEILS

CONSEIL DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT

* Président Zelaya, Président du Honduras

CONSEIL DES PROMOTEURS

*Chief Bisi Ogunleye, Présidente, Country Women's Association of
Nigeria

Joanne Carter, Directrice exécutive, RESULTS, É.U.

Premal Shah, PDG, Kiva, É.U.

CONSEIL DES BANQUES ET DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES COMMERCIALES

Eugene Ludwig, PDG, Promontory Financial, É.U.

Andrew Krieger, PDG, Access Capital Management LLC., Émirats

CONSEIL DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT

Ned Hill, Ancien Doyen, Marriott School of Management, Brigham
Young University, É.U.

CONSEIL DES FONDATIONS ET DES PHILANTHROPES

*George Soros, Président, Open Society Institute, É.U.

CONSEIL DE INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Lennart Båge, Président, Fonds International de Développement
Agricole (FIDA), Italie

CONSEIL DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Margaret Catley-Carlson, Présidente et PDG, Global Water
Partnership, Canada

Mazide Ndiaye, PDG, Forum for African Voluntary Development
Organizations (FAVDO), Senegal

CONSEIL DES PARLEMENTAIRES

Wakako Hironaka, Membre du Chambre des Conseillers, Japon

*Sharad Pawar, Ministre d'Alimentations et Agriculture, Inde

CONSEIL DES PRATICIENS

Ela Bhatt, Fondatrice, Self Employed Women's Association, Inde

*John Hatch, Fondateur, FINCA International, É.U.

Ingrid Munro, Fondatrice et PDG, Jamii Bora, Kenia

Carmen Velasco, Cofondatrice et PDG, Pro Mujer, Bolivie

*Muhammad Yunus, Fondateur et PDG, Grameen Bank, Bangladesh

CONSEIL DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES

William Vendley, Secrétaire Général, World Conference of Religious
for Peace, É.U.

CONSEIL DES AGENCES DES NATIONS UNIS

Noeleen Heyzer, Secrétaire Générale, Commission économique et
sociale pour l'Asie et le Pacifique, Thailand

*Juan Somavia, Directeur Général, Organisation
International du Travail (ILO), Suisse

Les Co-présidents indiqués par * sont aussi membres du Comité
Exécutif de la Campagne du Sommet du Microcrédit

Publié en 2009 par la Campagne du Sommet du
Microcrédit
750 First Street NE, Suite 1040
Washington , DC 20002 USA

Droits d'auteur © 2009 la Campagne du Sommet du
Microcrédit
Tous droits réservés
ISBN# 978-0-9801540-2-3

Rapport conçu par Michelle Gomperts

Reconnaissance pour la photo : Pro Mujer, CRS West
Africa, BRAC (www.brac.net), © UNESCO/Yannick
Jooris, Fonkoze (www.fonkoze.org)

Etat De La **Campagne Du Sommet** **Du Microcrédit, Rapport 2009***

Rédigé par
Sam Daley-Harris
Directeur de la Campagne du Sommet du Microcrédit

Compilé par
D.S.K. Rao
Armando Boquín
Melanie Eltz
Jessica Massie
Lisa Stein

Avec l'aide de
Anna Awimbo
Jeff Blythe
Rob Driscoll
Kathryn Gelder
Michelle Gomperts
Brian McConnell
Kate McElligott
Felicia Montgomery
Peter Olivier
Shiela Rao
Sangita Sigdya
Elizabeth Wanlund

* Veuillez noter que notre convention de dénomination a changé. Entre 1998 et 2007, l'État du Rapport de la Campagne a toujours été publié à la fin de l'année et donc, daté de la sorte. Désormais, l'État du Rapport de la Campagne de cette année prendra en considération la date du jour de l'année suivante dans son titre. Par conséquent, il n'y aura pas de rapport de 2008.

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction
3	Résumé
4	Le visage humain de la pauvreté mondiale
7	Ceux qui enfreignent les règles nous montrent le chemin à suivre
9	<i>Encadré 1 : Une nouvelle ville permet à des milliers de familles de sortir des bidonvilles</i>
10	La microfinance en tant que tremplin plutôt que produit
10	<i>Encadré 2 : Imaginer de nouveau la microfinance</i>
12	<i>Encadré 3 : Énergie verte et emplois écologiques pour les villages du Bangladesh</i>
14	Intégrer la microfinance et l'éducation en santé – une voie d'avenir
15	La commercialisation : l'opportunité et le défi
16	<i>Encadré 4 : La microfinance et les investissements commerciaux se courtisent</i>
18	<i>Encadré 5 : Le besoin de transparence dans la fixation des prix en microfinance</i>
19	La Banque mondiale a l'occasion de promouvoir l'autonomisation des très pauvres par la microfinance
20	Mesurer les progrès réalisés pour atteindre le nouvel objectif du Sommet : passage des clients au-dessus du seuil de 1 \$ par jour
24	La méthodologie de l'enquête
25	Les clients desservis
26	La croissance résultant des institutions qui ont établi un rapport pour la première fois
29	La répartition des clients par taille de l'institution
29	Les clientes desservies
30	L'utilisation d'outils de mesure de la pauvreté
31	Les données régionales
32	La crise financière et la fluctuation des prix du pétrole et des produits alimentaires remettent en question la croissance de la microfinance
35	Les rencontres régionales de 2008 et suivantes
37	Conclusion
40	Remerciements
42	Note de fin d'ouvrage 1 : Institutions et réseaux qui ont aidé à la collecte des plans d'action institutionnels
43	Note de fin d'ouvrage 2 : Suite de l'interview avec Ingrid Munro
48	Annexe I : Institutions de microfinance vérifiées
57	Annexe II : Liste des vérificateurs
62	Annexe III : Liste des institutions ayant soumis un plan d'action institutionnel en 2008

100 Millions

de familles desservies parmi les plus pauvres

Le jour où la faim n'existera plus sur terre, le monde connaîtra la plus grande explosion spirituelle jamais vue. L'humanité ne peut s'imaginer la joie qui se répandra dans le monde le jour de cette grande révolution.

Federico Garcia Lorca, Poète et écrivain espagnol

Introduction

En 2007, plus de 100 millions des familles les plus pauvres du monde ont reçu un microprêt. Même si plus de 100 millions de personnes avaient reçu un microprêt en 2005, ce n'est pas avant 2007 que l'objectif de desservir 100 millions de personnes *les plus pauvres* a pu être atteint. Ce résultat extraordinaire représente l'atteinte d'un objectif que s'étaient fixé plus de 2 900 délégués de 137 pays lors du premier Sommet du microcrédit organisé à Washington en 1997. Lors du sommet, les délégués se mirent d'accord sur l'objectif audacieux d'offrir à 100 millions des familles les plus pauvres au monde, particulièrement aux femmes de ces familles, des crédits pour se créer un travail autonome et autres services financiers et commerciaux d'ici la fin de 2005. L'atteinte de cet objectif affecte les vies d'environ un demi milliard de personnes, dont les membres des familles des clients.

Que faites-vous lorsqu'un tel résultat est atteint ? L'ancien rédacteur en chef du *New York Times*, A.M. Rosenthal, relate la préparation de l'édition de son journal lors du premier atterrissage de l'homme sur la lune, il y a 40 ans. Le journal avait alors utilisé des caractères d'un pouce de hauteur, comme ceux utilisés ci-dessus. « Crier est une façon d'exprimer sa joie », se remémore M. Rosenthal. Le magazine *Times* avait aussi publié un poème à la Une. « Ce que le poète disait avait de l'importance, bien sûr, mais nous voulions aussi dire à nos lecteurs : « Regardez, ce journal n'arrive pas à exprimer ce qu'il ressent aujourd'hui ». Comme chaque personne ayant été témoin de cet événement ce jour-là, nous avons l'impression de faire partie du bel exploit de ce grand envol. Nous admirions ces trois hommes parce que nous savions que leur aventure avait été inspirée par de nobles aspirations humaines. Ils nous ont permis de nous sentir partie intégrante de cette noblesse. L'humanité s'aimait elle-même, ce qui n'arrive pas souvent ».¹

Contrairement à l'atterrissage lunaire en 1969, la distribution du cent millionième microcrédit en 2007 n'a pas été télévisée. Mais ceux qui ont compris l'éventail des possibilités qui surgissent au moment où un client très pauvre reçoit un microcrédit

En 2007, plus de 100 millions des familles les plus pauvres du monde ont reçu un microprêt. L'atteinte de cet objectif affecte les vies d'environ un demi milliard de personnes, dont les membres des familles des clients.

¹ A.M Rosenthal, « On My Mind; Stand by Update Moon Poem », *New York Times*, 18 juillet 1989.

peuvent saisir ce que cette occasion signifie pour le cent millionième client et ses 100 millions de soeurs et frères dans le monde.

Small Fortunes, un documentaire diffusé à la radio publique américaine en 2005, raconte l'histoire de Jorimon Khan. Cette histoire donne un aperçu de la profonde détresse que peuvent ressentir les pauvres et de la joie inexprimable et triomphale qu'une série de microcrédits peut apporter. Mariée en 1962 à l'âge de 10 ans, Jorimon a eu son premier enfant à 15 ans. Elle a connu la Grameen Bank en 1979 alors que son mari, un travailleur journalier, gagnait moins de 0,20 \$US par jour, ce qui représentait moins de cinq cents par jour par membre de sa famille. Jorimon Khan se remémore la vie qu'elle menait il y a trente ans.

Ma maison était en paille, tout comme son toit. Quand il pleuvait, tout était trempé. Je devais couvrir mes enfants pour qu'ils ne soient pas trempés par la pluie. J'ai même essayé de mettre des feuilles de plantain sur le toit pour nous abriter.

Je croyais toujours que Dieu nous aiderait, mais nous ne faisons qu'attendre. Mes enfants mouraient de faim.

Désolée, j'ai du mal à parler de ça. [Jorimon Khan essaie de retenir ses larmes]. C'est dur d'expliquer à quel point j'ai lutté pour ma survie. C'est encore très douloureux d'en parler. Mais aujourd'hui, Dieu nous est venu en aide. Je n'ai jamais eu de tels vêtements. Je n'en avais qu'un. Je le lavais d'un côté et le portais mouillé, puis je le retournais et lavais l'autre côté. Aujourd'hui, grâce de Dieu, je possède tellement davantage. Que puis-je ajouter ?

Cela lui a permis ainsi qu'à sa famille de manger trois repas par jour pour la première fois de leur vie.

Jorimon Khan a contracté son premier emprunt de 10 \$US en 1980 et a acheté une machine à décortiquer le riz pour décortiquer et vendre le riz aux marchands locaux. Cela lui a permis ainsi qu'à sa famille de manger trois repas par jour pour la première fois de leur vie. Elle a effectué son dernier paiement le 1er janvier 1981.

Au début, j'avais peur de contracter le prêt. On me disait que si je ne remboursais pas mon emprunt, les gens de la banque me tueraient pour récupérer l'argent. J'avais donc très peur. Mais quand j'ai finalement réussi à rembourser ces premiers 10 \$, je me suis sentie très fière. J'ai donc demandé plus d'argent. Après cela, j'ai demandé 33 \$.

« Au cours des 25 années suivantes, Jorimon a contracté des emprunts plus importants et les a tous remboursés. Bien que certains de ses projets n'aient pas abouti, elle s'est bâti un filet de sécurité suffisamment solide pour qu'un échec ne soit pas dévastateur pour sa famille. Aujourd'hui, ses petits-enfants jouissent d'une vie qui aurait été inconcevable vingt ans plus tôt. Jorimon vous dirait que tout a commencé avec un emprunt de 10 \$ », conclut le narrateur.

La dignité que ces crédits ont redonnée à Jorimon Khan et à sa famille a été multipliée par plus de 100 millions de fois grâce à l'atteinte des objectifs de la Campagne du Sommet de Microcrédit. La suite de cet ouvrage présente un compte-rendu des résultats obtenus en 2007.

Résumé

En date du 31 décembre 2007, 3 552 institutions de microcrédit² avaient affirmé desservir 154 825 825 clients, dont 106 584 679 étaient considérés comme faisant partie des plus pauvres lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt. Parmi ces clients les plus pauvres, 83,4 % d'entre eux, soit 88 726 893, sont des femmes. Quelque 861 institutions de microfinance (IMF) ont soumis un plan d'action institutionnel (PAI) en 2008. Ces 861 institutions réunies représentent 86 % du total des clients les plus pauvres recensés par la Campagne. En supposant que chaque famille est composée de cinq personnes, les services de microfinance desquels se sont prévalus 106,6 millions de clients les plus pauvres à la fin de 2007 ont bénéficié à environ 533 millions de membres de leurs familles. Même avec 24 mois de retard, l'atteinte de cet objectif, représente une réalisation extraordinaire.

Tableau 1 : Bilan en date du 31 décembre 2007

Donnée	Résultat
Nombre d'IMF ayant produit un rapport (1997-2007) :	3 552
Nombre d'IMF ayant produit un rapport en 2008 uniquement :	861
% des clients les plus pauvres représentés par les IMF ayant envoyé un rapport en 2008 :	83,4 %
Nombre total de clients (au 31/12/07) :	154 825 825
Nombre total de clientes (au 31/12/07) :	109 898 894
Nombre total de clients les plus pauvres (au 31/12/07) :	106 584 679
Nombre total de clientes les plus pauvres (au 31/12/07) :	88 726 893

Cette année, la Campagne a été en mesure de vérifier³ les données provenant de 284 institutions et représentant 84 916 899 familles parmi les plus pauvres, soit 80 % du total des clients les plus pauvres. Une liste complète de ces institutions se trouve en annexe I.

Les prêts octroyés à 106,6 millions des clients les plus pauvres bénéficient à un total de 533 millions de personnes, incluant les clients et les membres de leurs familles. Les 533 millions de personnes touchées par les programmes de microfinance représentent presque l'équivalent de la population totale de l'Amérique latine.⁴ Mais en dépit du fait que la portée de la microfinance ne puisse plus être qualifiée de « micro », la pauvreté persiste toujours.

Les objectifs et les thèmes de base du Sommet du microcrédit donnent à la microfinance toute sa dignité, sa grandeur et son sens.

² Dans le cadre de ce rapport et de l'engagement que la Campagne du Sommet a pris sur une période de 19 ans, toute mention du terme « microcrédit » fait référence aux programmes qui offrent du crédit pour un emploi autonome et autres services financiers et commerciaux (y compris l'épargne et l'assistance technique) aux personnes très pauvres.

³ Le secrétariat de la Campagne reconnaît comme « vérificateur » une tierce partie ayant « visité le programme, rencontré les représentants de la direction du programme, recueilli les données de l'institution et qui soutient que les données remises dans le formulaire de vérification sont fiables et crédibles ».

⁴ <http://www.answers.com/topic/latin-america>

Les prêts octroyés à 106,6 millions des clients les plus pauvres bénéficient à un total de 533 millions de personnes, incluant les clients et les membres de leurs familles.

Les objectifs et les thèmes principaux du Sommet du microcrédit donnent à la microfinance toute sa dignité, sa grandeur et son sens.

En 2007, la Campagne a commencé à recueillir des données sur le nombre de clients étant passé au-dessus du seuil de 1 \$US par jour. En raison d'une stratégie de collecte et de vérification de ces données plus rigoureuse, il est actuellement trop tôt pour communiquer les résultats de cet indicateur. Dans son rapport de l'an prochain, la Campagne commencera à rendre compte des progrès réalisés pour atteindre le nouvel objectif lié au passage au-dessus de 1 \$US par jour. La section du rapport intitulée « Mesurer les progrès réalisés pour atteindre le nouvel objectif du Sommet : passage des clients au-dessus du seuil de 1 \$ par jour » traite des efforts de la Campagne pour s'assurer de l'exactitude des résultats.

Cette année, le rapport traite du visage humain de la pauvreté mondiale et fait état des avancées extraordinaires d'un programme qui aide les habitants des bidonvilles à sortir de la pauvreté. Il propose également des solutions innovatrices pour fournir des énergies renouvelables à certaines des communautés les plus pauvres du monde. Ces questions seront examinées plus amplement lors d'une présentation sur la manière dont la microfinance peut servir de tremplin à d'autres services. Ce rapport se veut aussi un appel renouvelé en faveur de la commercialisation des services de microfinance et de la transparence dans l'établissement des taux d'intérêt offerts dans le secteur de la microfinance. Le rapport rappelle également l'importance pour la Banque mondiale d'offrir des services de microfinance à un plus grand nombre de personnes très pauvres. Il fait en outre état du travail réalisé par la Campagne pour mesurer les progrès réalisés quant au passage au-dessus du seuil de 1 \$US par jour, et donne un compte-rendu détaillé des données recueillies en 2007.

Enfin, le rapport traite des effets de la crise financière et de la fluctuation des prix de l'alimentation et du carburant sur les IMF et leurs clients, sur le travail de la Campagne en faveur de l'intégration de la microfinance et des services d'éducation en santé, et sur les sommets récents et à venir.

Le visage humain de la pauvreté mondiale

Fête dans l'appartement terrasse, feu au sous-sol.

Balbir Mathur, co-fondateur, Trees for Life

Malgré le succès remporté par la Campagne du Sommet du Microcrédit, la somme de travail qu'il reste à faire est monumentale. En 2008, lors d'une présentation à une université d'excellence aux Îles Canaries en Espagne, le co-fondateur de Trees for Life, Balbir Mathur, a résumé en quelques mots ce qui se passe dans le monde : « Fête dans l'appartement terrasse, feu au sous-sol ». Pendant qu'une population peu nombreuse mène une vie d'abondance inimaginable, illustrée par la fête de Mathur dans l'appartement terrasse, presque la moitié de la planète, soit quelque trois milliards de personnes, vit avec moins de 2 \$US par jour et presque un milliard vit avec moins d'1 \$US par jour.

Ce feu dans le sous-sol a inspiré les paroles suivantes à l'ancien Président de Pérou, Alejandro Toledo, lors de la cérémonie de clôture du sommet régionale de Microcrédit Asie-Pacifique tenue en juillet 2008 à Bali, en Indonésie. À cette occasion, M. Toledo a expliqué qu'il avait consacré le reste de sa vie à l'élimination de la

Presque la moitié de la planète, soit quelque trois milliards de personnes, vit avec moins de 2 \$US par jour et presque un milliard vit avec moins d'1 \$US par jour

pauvreté en Amérique latine et dans le monde. Son enfance, qui s'est déroulée dans une pauvreté obligeant un enfant à grandir « prématurément », est l'un des motifs qui l'a incité à choisir cette voie. Né dans les Andes au Pérou, Alexandro Toledo avait 16 frères et soeurs. Sept de ses frères et soeurs sont morts durant la première année de leur vie. Voici le témoignage de l'enfance de celui que rien ne destinait à devenir président :

J'ai commencé à travailler comme berger. Je gardais les moutons et les cochons dans les Andes jusqu'à ce que ma famille décide d'émigrer sur la côte. ... Là, à l'âge de cinq ans, je suis devenu prématurément adulte comme des millions et des millions d'autres enfants...

Je suis fier de vous dire que j'ai obtenu mon premier doctorat à l'âge de six ans, quand j'étais cireur de chaussures le soir dans les rues, quand je vendais aussi des journaux et des billets de loterie, et quand j'allais dans les bars faire briller les chaussures des clients...

J'ai aussi vendu des cornets de glace dans un coin du bidonville où je vivais. Mais parfois, les affaires n'étaient pas trop bonnes, la glace fondait et je perdais de l'argent. Un soir j'ai décidé de faire quelque chose de vraiment fou.

J'ai décidé de casser de la glace dans le baquet que ma mère utilisait pour laver nos vêtements une fois par semaine, pour que nous puissions aller à école. Il y avait un magasin en face de la maison. Je suis entré et je leur ai dit : « Pouvez-vous s'il vous plaît me donner des boissons non alcoolisées et de la bière à crédit et je vous promets que si je ne les vends pas, je vous les rendra ? Si je les vends, je vous rembourserai ». J'avais six ans...

Je suis allé au stade de football et mes ventes ont explosé. C'était très difficile pour un gosse de six ans de porter quatre douzaines de bouteilles de bière et de boissons non alcoolisées, mais mon frère m'a aidé. Nous sommes arrivés au stade et avons dû payer le prix d'entrée, qui représentait pour nous un important investissement. En une demi-heure nous avons tout vendu et fait un incroyable chiffre d'affaires pour notre âge. Nous y sommes retournés la semaine suivante avec deux tricycles, et nous avons encore tout vendu en une demi-heure. Mais la troisième fois que nous y sommes allés, quelqu'un avec une énorme camionnette nous a arrêtés. Dans ce temps-là, il n'y avait pas de microcrédit. S'il y en avait eu, j'aurais loué une camionnette et j'aurais peut-être continué l'entreprise.

Mes amis, vous avez devant vous quelqu'un qui a eu le privilège inégalé d'avoir reçu une éducation en raison d'une erreur statistique. J'ai fait des études supérieures à l'Université de San Francisco, j'ai obtenu deux maîtrises à l'Université de Stanford, j'ai complété un doctorat, j'ai travaillé à la Banque mondiale et j'ai enseigné à Harvard. Mais vous savez ... pendant que se tient cet incroyable Sommet du Microcrédit, des millions et des millions de femmes et d'hommes ne sont pas aussi privilégiés que moi.

J'ai commencé à travailler comme berger.

Mais vous savez ... pendant que se tient cet incroyable Sommet du Microcrédit, des millions et des millions de femmes et d'hommes ne sont pas aussi privilégiés que moi

Aujourd'hui, j'ai le goût et l'envie de libérer mon peuple de la pauvreté.
- Alexandro Toledo, l'ancien
Président de Pérou

Nous devons plutôt apprendre aux gens à pêcher eux-mêmes le poisson et vivre ainsi dignement.
- Alexandro Toledo, l'ancien
Président de Pérou

Nous devons nous demander combien d'enfants de six ans sont actuellement en train de cirer des chaussures dans les bars, ou se trouvent dans des situations encore bien pires.

Aujourd'hui, j'ai le goût et l'envie de libérer mon peuple de la pauvreté. Je suis aujourd'hui libre parce que j'ai eu accidentellement accès à l'éducation. Je peux choisir d'enseigner à Harvard ou à Stanford ou ailleurs. Mais mon esprit, mon cœur et mon âme ne seront libres que lorsque des millions d'hommes et de femmes, qui aujourd'hui ne peuvent choisir d'être libres, pourront avoir ce choix. Et vous, en organisant ce Sommet du Microcrédit, en essayant d'offrir aux femmes et aux hommes l'élément essentiel de la lutte contre la pauvreté que représente le microcrédit, vous renforcez le pouvoir d'action des hommes et des femmes dans le monde en les aidant à créer leur propre travail et à sortir de la pauvreté avec dignité, pour gravir les premières marches vers la liberté.

Plus que jamais, les « Wall Streets » du monde doivent se mobiliser pour aider à réduire la pauvreté, non seulement pour des raisons éthiques, mais aussi parce que c'est une bonne affaire pour eux. ... C'est un marché potentiel inexploité strictement du point de vue des affaires. Je dis à mes amis du secteur privé que le marché de l'inclusion génère des profits, que c'est bon pour la démocratie, et que c'est bon pour les êtres humains.

J'espère que les jeunes gens qui obtiennent une maîtrise en gestion auront le courage de ne pas se laisser influencer par les « Wall Streets » de ce monde. Il est important que la lutte contre la pauvreté ne soit pas uniquement considérée dans une perspective caritative. J'ai connu la pauvreté et je ne veux pas que qui que ce soit me donne du poisson parce que c'est un affront à ma dignité. Nous devons plutôt apprendre aux gens à pêcher eux-mêmes le poisson et vivre ainsi dignement. Si nous ne sommes pas capables de bâtir une économie mondiale inclusive, si nous ne sommes pas capables de réduire les inégalités dans le monde, nous pourrions fournir à Wall Street, au FMI et à la Banque mondiale toutes les données macroéconomiques qu'ils espèrent, mais leur satisfaction sera bientôt éclipsée par les bruits des manifestations dans les pays pauvres et des estomacs des pauvres.

Ce soir, je voulais vous faire part de quelque chose dont je ne parle habituellement pas. Je voulais vous faire part de ma propre expérience personnelle, et je veux dire à M. Daley-Harris, au professeur Muhammad Yunus et à mes amis qui ont organisé ce Sommet, je veux que vous sachiez que ce soir vous pouvez compter sur un soldat de plus dans cette guerre contre la pauvreté et que vous pouvez m'envoyer au front car je voyage dans le monde entier.

Nous devons nous demander combien d'enfants de six ans sont actuellement en train de cirer des chaussures dans les bars, ou se trouvent dans des situations encore bien pires. Sommes-nous devenus complaisants face à l'horreur de la pauvreté au point de ne pas faire tout en notre pouvoir pour la réduire, alors que des solutions tangibles et éprouvées comme la microfinance sont aujourd'hui à notre portée ?

Ceux qui enfreignent les règles nous montrent le chemin à suivre

J'avais toujours cru que ces femmes avaient beaucoup de talent et j'avais toujours eu le sentiment que tout le monde négligeait les mendiants. Nous avons mis sur pied Jamii Bora avec l'intention d'en faire un petit club de femmes mendiante duquel je ferais partie. Mais très vite, Jamii Bora s'est transformé en un grand mouvement regroupant des personnes désespérées et négligées. Les femmes ont démarré des petites entreprises et certaines ont accédé rapidement à une vie meilleure.

Ingrid Munro, fondatrice de Jamii Bora

La Campagne du Sommet du Microcrédit (CSM) continue à souligner que la microfinance est un des outils pour mettre fin à la pauvreté mondiale. L'offre de services financiers à elle seule est souvent insuffisante pour supprimer l'indigence économique et ses conséquences désastreuses. Cela dit, quand ses services sont bien adaptés aux très pauvres, la microfinance demeure le meilleur outil disponible. C'est pourquoi la Campagne cherche à aller au-delà du mantra des services financiers inclusifs. Les efforts de développement international dans tous les autres domaines ne parviennent pas à atteindre les personnes très pauvres et lorsqu'on les abandonne à leurs propres moyens, ils n'y parviennent pas plus lorsqu'il s'agit de leur offrir des services de microfinance. Le fait de répéter sans cesse le mot « inclusif » ne suffit pas pour autant pour en faire une réalité. Ce qu'il faut, c'est une transformation de la façon dont le développement et les services financiers sont fournis.

Cette vision émane d'un secteur considéré traditionnellement comme innovateur. La microfinance a pris naissance à la suite des profondes modifications dans les règles établies du système bancaire commercial. L'existence même de la microfinance est redevable à ceux qui ont osé changer ces règles pour octroyer aux femmes pauvres sans garantie de petits prêts et éliminer la paperasse inutile empêchant les illettrés d'accéder aux services financiers et ne permettant pas de rentabiliser l'offre de prêts minuscules. Une nouvelle moisson de rebelles a récemment rejoint les révolutionnaires de la première heure. Ensemble, ils ont non seulement décidé d'enfreindre les règles des banques commerciales, mais également celles de la microfinance. Leurs innovations mènent aussi à des percées dans d'autres secteurs du développement, qui cherchent les meilleurs moyens d'utiliser la microfinance pour mettre fin à la pauvreté.

L'une de ces contrevenantes, Ingrid Munro, a été mentionnée dans le rapport de l'année précédente. C'est elle qui a fondé Jamii Bora, au Kenya. En 1999, Mme Munro a octroyé des prêts à 50 mendiants dans la vallée de Mathari, un quartier pauvre de Nairobi. Dès août 2008, Jamii Bora regroupait 200 000 membres. L'institution octroie des prêts à des mendiants, des prostituées, des voleurs et d'autres gens qui seraient normalement exclus de la microfinance. Jamii Bora a donc été capable de réussir là où la plupart des autres opérateurs de la microfinance avaient refusé de s'aventurer. De plus, son personnel est constitué exclusivement de clients et d'anciens clients. On

La Campagne cherche à aller au-delà du mantra des services financiers inclusifs.

Cette vision émane d'un secteur considéré traditionnellement comme innovateur. La microfinance a pris naissance à la suite des profondes modifications dans les règles établies du système bancaire commercial.

ne peut en dire autant des autres IMF dans le monde, même si certaines d'entre elles emploient un nombre considérable d'enfants de clients ayant reçu une éducation.

Dans le rapport de l'année dernière, Mme Munro réfute l'argument voulant que les très pauvres ne puissent pas faire bon usage du microcrédit. Elle y décrit un programme d'assurance maladie innovateur développé en association avec les hôpitaux missionnaires au Kenya. Les clients paient un total de 0,30 \$US par semaine pour couvrir tous les frais d'hospitalisation d'un adulte et de quatre enfants. Mme Munro a aussi expliqué la décision de Jamii Bora de ne pas recourir aux fonds des donateurs. En effet, l'institution craignait que ceux-ci n'envoient toute une équipe de consultants qui leur auraient dit qu'il n'était pas possible de faire ce qu'ils avaient décidé de faire. « Ils nous auraient aussi dit : « Telle ou telle personne peut se qualifier, mais ces autres clients n'y ont pas droit ». Nous voulions un service pour tous. Nous avons décidé que l'assurance couvrirait les frais de maternité, tous types d'opération et tout traitement fourni par un hôpital. En outre, nous étions déterminés à ne pas exclure les personnes atteintes du VIH-SIDA, car cette assurance ne nous aurait servi à rien autrement ». Huit ans plus tard, 70 000 personnes représentant 350 000 membres de familles ont adhéré au programme d'assurance maladie qui ne dispose d'aucun subside de bailleurs de fonds.

Jamii Bora a conçu et construit la ville à partir de rien, en permettant à ses emprunteurs — des anciens mendiants et habitants des bidonvilles — de quitter les bidonvilles pour déménager dans de nouvelles maisons et d'accéder à une vie meilleure.

Dans le rapport 2008, Mme Munro parle de la ville de Kaputei où est basé Jamii Bora. Cette nouvelle communauté révolutionnaire possède 2 000 maisons, des emplacements pour 3 000 entreprises et une nouvelle école. Chaque maison dispose de deux chambres, d'une salle de bains, d'une cuisine et d'un salon. Mais le coût mensuel de cette habitation est pourtant le même que celui d'une pièce sordide dans les bidonvilles. Grâce à la participation de ses membres, Jamii Bora a conçu et construit la ville à partir de rien, en permettant à ses emprunteurs — des anciens mendiants et habitants des bidonvilles — de quitter les bidonvilles pour déménager dans de nouvelles maisons et d'accéder à une vie meilleure.

Ce n'est pas seulement une histoire de planification et de conception d'avant-garde, mais une histoire de persévérance et d'engagement pour réduire la bureaucratie et combattre les objections. Entre la recherche initiale d'un terrain en 2001, son achat en 2002, et sa date prévue d'occupation en 2008, le processus qui s'est étalé sur sept ans a été long et fastidieux. Les tentatives des autorités extérieures pour saper le succès de Kaputei comptent parmi les nombreux défis auxquels a été confrontée la ville. Après leur approbation initiale par le comté, le district et les autorités de l'État, les plans de la ville de Kaputei ont été rejetés par l'Autorité nationale de gestion environnementale (National Environment Management Authority ou NEMA), en dépit du fait que plusieurs experts de la NEMA l'eurent qualifiée de communauté la plus saine jamais vue au plan écologique. La décision de la NEMA a finalement été renversée par le Tribunal national de l'environnement, mais seulement après 265 épuisantes heures de témoignages, étalées sur 16 mois. Suite à un appel présenté en vain par ses adversaires, la ville de Kaputei a reçu l'approbation de la Haute cour de justice. Une fois encore, cette victoire a rapidement été mise en péril. Alors que les fonctionnaires du comté d'Olkeduado s'absentaient pendant un mois en faisant campagne pour leur réélection, un employé de ville a déposé une fausse accusation contre la ville de Kaputei, qui a abouti à une injonction contre la ville réclamant la suspension de sa construction. On a finalement vu la lumière au bout du tunnel lorsque les fonction-

naires du comté sont revenus et ont pris les mesures pour lever l'injonction et relever l'employé de ses fonctions pour permettre au projet de se réaliser.

Des initiatives prometteuses comme la ville de Kaputei, inspirées de la microfinance, proposent un modèle innovateur pour résoudre ce qui est souvent perçu comme le problème insoluble des bidonvilles urbains. Comme l'a déclaré Mme **Munro** : « J'ai travaillé à résoudre des questions de logement toute ma vie, notamment dans les pays africains durant les 23 dernières années et je sais qu'il n'est vraiment pas possible de réhabiliter les bidonvilles. Il y a trop de gens qui essaient de manipuler ce que vous faites et en plus, le rêve de tout pauvre est de sortir de son bidonville, pas de rafistoler son taudis ». [Voir l'encadré 1].

Encadré 1 : Une nouvelle ville permet à des milliers de familles de sortir des bidonvilles

La Campagne du Sommet du Microcrédit (CSM) : Qu'est-ce qui a conduit Jamii Bora à passer d'un club d'épargne de 50 mendiants en 1999 à la construction de sa propre ville ?

Munro : Au début, nous pensions juste à former un petit club pour les femmes de la rue. J'avais toujours cru que ces femmes avaient beaucoup de talent et j'avais toujours eu le sentiment que tout le monde négligeait les mendiants. Nous avons mis sur pied Jamii Bora avec l'intention d'en faire un petit club de femmes mendiants duquel je ferais partie. Mais très vite, Jamii Bora s'est transformé en un grand mouvement regroupant des personnes désespérées et négligées. Les femmes ont démarré de petites entreprises et certaines ont accédé rapidement à une vie meilleure. Nous avons ajouté à notre programme de microfinance l'assurance-maladie, et après un an, nous nous sommes dit : « nous devons être capables d'octroyer des prêts à nos membres pour améliorer leurs petits logements et aussi construire plus de pièces s'ils le pouvaient ». C'est comme cela qu'a débuté notre programme de logement.

Mais nous avons très vite compris que personne n'avait le droit de résider dans la petite parcelle où ils se trouvaient. Il était donc très incertain pour quiconque d'investir dans cette parcelle, où ils n'étaient autorisés qu'à construire des refuges temporaires. Nous avons alors pensé que pour avoir de meilleurs logements,

nous devons acheter un terrain, sans quêter pour l'obtenir ou demander à personne de nous en faire cadeau. Sinon, nous aurions fait face à de nombreuses autres demandes du genre : « Mon neveu aimerait avoir un emploi ici » ou encore « Une personne de ma famille est très pauvre, si le gouvernement vous donne ce terrain, allez-vous nous aider aussi à en obtenir un ? » Nous avons décidé d'acheter ce terrain nous-mêmes et de mettre en place un plan pour aider nos membres à sortir de leur bidonville.

J'ai travaillé à résoudre des questions de logement toute ma vie, notamment dans les pays africains durant les 23 dernières années, et je sais qu'il n'est vraiment pas possible de réhabiliter les bidonvilles. Il y a trop de gens qui essaient de manipuler ce que vous faites et en plus, le rêve de tout pauvre est de sortir de son bidonville, pas de rafistoler son taudis ».

Dès la seconde moitié de 2001, nous avons commencé à chercher un terrain. Nous voulions trouver une grande surface de terrain parce que nous ne voulions pas seulement construire des maisons mais aussi prévoir des espaces pour les entreprises, les écoles, etc. Nous avons visité beaucoup d'endroits. Nairobi est en fait déjà peuplé et les quartiers du nord de la ville sont aussi très développés et très chers.

Continuation de l'encadré 1 dans Note de Fin d'Ouvrage 2, voir page 43

Des initiatives prometteuses comme la ville de Kaputei, inspirées de la microfinance, proposent un modèle innovateur pour résoudre ce qui est souvent perçu comme le problème insoluble des bidonvilles urbains.

J'ai travaillé à résoudre des questions de logement toute ma vie, notamment dans les pays africains durant les 23 dernières années et je sais qu'il n'est vraiment pas possible de réhabiliter les bidonvilles. - Ingrid Munro, fondatrice de Jamii Bora

Les actifs les plus importants des IMF ne sont pas leurs portefeuilles, mais la bonne qualité de leurs relations avec les plus pauvres de ce monde.
– Alex Counts, le président et PDG de la Grameen Foundation

La microfinance en tant que tremplin plutôt que produit

L'idée de mettre sur pied des IMF qui offriraient bien davantage que des services financiers a été élaborée par le président et PDG de la Grameen Foundation, Alex Counts. Dans un article publié dans la revue *Stanford Social Innovation Review* (été 2008), « Imaginer la microfinance » [Voir encadré # 2], il fait référence à des IMF comme Jamii Bora et plaide pour une microfinance qui servirait de tremplin et non de simple produit. « Les actifs les plus importants des IMF ne sont pas leurs portefeuilles, mais la bonne qualité de leurs relations avec les plus pauvres de ce monde. Elles doivent donc s'appuyer sur ces relations pour bâtir un tremplin permettant de développer et de distribuer des services et des produits financiers mais aussi non financiers », souligne M. Counts.

Encadré 2 : Imaginer de nouveau la microfinance

La plupart des IMF ont été créées pour réduire la pauvreté, mais beaucoup d'entre elles commencent à ressembler aux institutions financières traditionnelles. Afin de toucher davantage de clients et d'accroître le nombre de leurs portefeuilles, elles utilisent des financements commerciaux ou quasi-commerciaux qui exigent une rentabilité continue pour les investisseurs. Par exemple, l'introduction en Bourse de Compartamos en 2007 a offert aux actionnaires un taux de rendement interne sur leur investissement initial d'environ 100% par an, calculé sur huit ans.

Les détracteurs de la microfinance remettent en cause l'engagement des IMF à desservir les plus pauvres, les jugeant davantage motivées par le profit. Ils font notamment remarquer qu'en dépit des économies réalisées, beaucoup d'entre elles n'ont pas ajusté à la baisse les taux d'intérêt des prêts octroyés à leurs clients. Ils mentionnent également que les IMF ont procédé à des compressions dans les programmes de services sociaux, les infrastructures, la formation du personnel et le suivi des résultats sociaux.

A l'inverse, d'autres observateurs s'inquiètent du fait que les IMF ne sont pas suffisamment commerciales, affirmant que leur engagement pour la justice sociale les empêche de maximiser leur rentabilité potentielle, ce qui limite ainsi leur capacité à attirer les investissements dont elles ont

besoin pour satisfaire une demande en services financiers estimée à 300 milliards de dollars. Les IMF fournissent actuellement des prêts dont la valeur est estimée entre 15 et 25 milliards de dollars).

Ceci est un faux débat. Au lieu d'opposer une approche contre l'autre, je propose un nouveau modèle qui considère la microfinance non pas comme un simple produit financier mais comme un tremplin permettant d'offrir une gamme plus étendue de produits et services aux personnes les plus pauvres et les plus marginalisées du monde.

Un tremplin, pas un produit

Les actifs les plus importants des IMF ne sont pas leurs portefeuilles, mais la bonne qualité de leurs relations avec les plus pauvres de ce monde. Dans le cadre de ce nouveau modèle, elles doivent s'appuyer sur ces relations comme tremplin en vue du développement et de la distribution de services et de produits financiers et non financiers. Comme dans beaucoup de secteurs commerciaux, les services non commerciaux ne sont pas toujours rentables : certains peuvent être des « postes déficitaires » qui servent à attirer les clients, à renforcer les relations avec la clientèle existante, ou à aider les clients à se procurer des produits rentables. Par exemple, un prêt pour l'éducation pourra amener

un étudiant à faire usage d'un produit plus rentable dans le futur.

Un volume élevé, pas des marges élevées

Les taux d'intérêt de la microfinance sont élevés en raison notamment des coûts substantiels liés à l'offre de petits prêts dans les zones reculées. Cependant, de nombreuses IMF continuent d'appliquer des taux d'intérêt élevés même après avoir réussi à réduire ces coûts grâce à l'amélioration de leur productivité.

Afin de calmer l'inquiétude des organismes de réglementation et des décideurs politiques et d'améliorer l'impact sur la pauvreté, les IMF devraient adopter des modèles d'affaires axés sur l'offre d'un large volume de transactions à rentabilité marginale, au lieu d'un volume réduit de transactions à rentabilité élevée. Les marchés de la microfinance au Bangladesh et en Bolivie illustrent le modèle de large volume à rentabilité marginale. Au Bangladesh, où plus de 20 millions de familles reçoivent déjà des services de microfinance, les taux d'intérêt sont relativement bas, soit entre 15 et 30 %. En Bolivie, les taux d'intérêts étaient au départ plus élevés qu'au Bangladesh mais ils ont chuté de façon considérable, passant de 50 % au milieu des années 1990 à 20 % aujourd'hui. Au cours de la même période, le secteur de la microfinance en Bolivie est passé de 200 000 clients à plus de 600 000 clients.

Normes de performance holistiques

Pour faire face aux exigences de la double rentabilité, c'est-à-dire commerciale et sociale, les IMF doivent développer des moyens de mesurer leurs résultats sociaux et s'entendre sur ceux-ci, de même que sur des normes solides pour les mesurer. Ces normes de performance sociale aideront les clients et les institutions à se développer. Plus encore, en mesurant régulièrement les progrès de leurs clients, les IMF pourront mieux identifier les régions plus difficiles et les clients moins performants. Elles seront aussi mieux équipées pour reproduire les meilleures pratiques.

Le niveau de pauvreté dans lequel se trouve le client est sans doute la mesure la plus révélatrice de la performance sociale de la microfinance. L'indice d'affranchissement de la pauvreté (IAP) [Progress out of Poverty Index (PPI)], avalisé par la Fondation Grameen, le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP) et la Fondation Ford, est un outil relativement récent qui permet de mesurer ce statut. D'ici la seconde moitié de l'année 2009, l'IAP sera disponible dans plus de 38 pays, représentant plus de 95 % des pauvres dans le monde.

À l'avant-garde

Les objectifs de réduction de la pauvreté et les considérations commerciales à long terme non seulement sont compatibles, mais ils se renforcent mutuellement. La viabilité à long terme de la microfinance requiert la création de valeur pour les clients et la consolidation du cadre politique et réglementaire. Si les IMF protégeaient les consommateurs, limitaient les bénéfices financiers du personnel et des investisseurs, et partageaient les retombées financières avec les clients pauvres qui les ont générées, elles gagneraient vraisemblablement le soutien des politiciens et des agences gouvernementales. De plus, la concurrence de plus en plus vive entre les IMF amènera invariablement le secteur de la microfinance vers un modèle de large volume plutôt qu'à marges élevées. En encourageant les IMF à s'orienter vers ce modèle dès maintenant, elles seront demain à l'avant-garde de leur secteur.

Ceci est une version réduite de l'article « Imaginer de nouveau la microfinance » publié dans l'édition estivale de la revue *Stanford Social Innovation Review* en 2008.

*Alex Counts, le président et PDG de la Grameen Foundation,
www.grameenfoundation.org*

Stanford **SOCIAL**
INNOVATION REVIEW

Les objectifs de réduction de la pauvreté et les considérations commerciales à long terme non seulement sont compatibles, mais ils se renforcent mutuellement.

[Grameen Shakti] a prouvé que les pauvres peuvent avoir accès aux technologies existantes par le biais d'un système de distribution innovateur reposant sur le tremplin de la microfinance.

Le travail de Grameen Shakti (GS) au Bangladesh est une autre illustration de la microfinance en tant que tremplin à l'offre d'autres services. Le directeur général et fondateur de Grameen Shakti, Dipal Chandra Barua, dirige cette compagnie innovatrice qui vend, finance et assure l'entretien des systèmes d'énergie renouvelables à travers le Bangladesh. Si GS réussit à le faire, c'est en partie parce que l'organisation s'appuie sur la réputation et l'infrastructure du programme national de microfinance de la Grameen Bank. La mission de GS est de populariser les systèmes solaires domestiques ainsi que d'autres technologies d'énergie renouvelable auprès de millions de villageois des zones rurales. GS a connu un succès sans précédent. En mai 2008, l'entreprise avait installé plus de 180 000 systèmes solaires domestiques et avait démontré qu'il était possible de développer massivement et rapidement les applications liées à l'énergie solaire afin de fournir aux habitants des campagnes une alternative écologique et abordable. Les systèmes installés par GS réduisent les émissions de carbone de 90 000 tonnes par an. GS n'a développé aucune nouvelle technologie, mais elle a prouvé que les pauvres peuvent avoir accès aux technologies existantes par le biais d'un système de distribution innovateur reposant sur le tremplin de la microfinance.

« En 1996, nous avons commencé à installer quelques centaines de systèmes solaires par an », dit M. Barua. « Aujourd'hui, nous en installons plus de 8 000 par mois. Notre objectif était d'installer un million de systèmes d'ici 2015, mais nous prévoyons de l'atteindre en 2010 ». En raison de la demande croissante, Grameen Shakti a pris suffisamment d'expansion pour devenir une organisation employant une équipe de 2 500 personnes et disposant d'un budget annuel de 30 millions de \$US [Voir l'encadré 3].

Encadré 3 : Énergie verte et emplois écologiques pour les villages du Bangladesh

Les premiers pas pour palier aux inégalités énergétiques

Grameen Shakti a été créée en 1996 pour fournir aux habitants des zones rurales de l'énergie propre et bon marché, grâce à des technologies d'énergie renouvelable.

Le Bangladesh est riche en énergie solaire. La première initiative de Grameen Shakti a donc été de populariser les systèmes photovoltaïques solaires. En possédant son propre système solaire domestique, une famille vivant à la campagne peut s'éclairer, regarder la télévision, écouter la radio et recharger son téléphone portable. Les coûts initiaux d'acquisition du système sont élevés mais une fois payés, il n'y a aucun coût supplémentaire, délestage ou factures d'électricité qui ne cessent d'augmenter.

Cela représente un grand changement au plan de la qualité de vie et du niveau de revenus dans un pays où 80 % de la population ne possède pas l'électricité.

Un modèle commercial adapté aux populations rurales

Dans la plupart des pays, les efforts gouvernementaux visant à résoudre les besoins énergétiques des populations rurales ont échoué. Grameen Shakti, au contraire, a réussi à faire bénéficier ces populations des technologies les plus récentes.

Le premier défi a consisté à obtenir un financement de départ et développer un réseau lui permettant de desservir les populations rurales. GS a eu recours à des prêts subventionnés et à des subven-

tions pour démarrer son programme. GS a aussi travaillé en collaboration avec des institutions locales et internationales afin de recruter et de former des ingénieurs chargés de renforcer les capacités internes de l'entreprise. Aujourd'hui, plus de la moitié du personnel de GS est composé d'ingénieurs qui sont déployés dans tout le Bangladesh. GS a aussi formé des techniciens locaux et des utilisateurs, ce qui lui a permis de créer des emplois locaux, d'obtenir le soutien de la communauté et de mettre en place un service après-vente à coût réduit.

Le deuxième défi a consisté à créer un ensemble de produits et de services financiers et techniques adaptés aux populations rurales. Une utilisation innovatrice du microcrédit leur a permis de vendre un système solaire domestique au même prix que le kérosène tout en générant de nouveaux revenus et des opportunités d'affaires comme la vente de téléphones mobiles et de télévisions dans les magasins. Des offres spéciales telles que le Micro-Utility Model, par exemple, permettait le partage d'un système entre de nombreux propriétaires de magasins, reliant ainsi cette technologie à une activité économique.

Au début, les ingénieurs de GS ont dû faire du porte-à-porte pour démontrer l'efficacité des systèmes solaires domestiques. Dès que les villageois ont compris les avantages multiples d'un tel système, les ventes se sont multipliées.

Cette augmentation des ventes a permis à GS de réduire ses frais généraux et d'offrir d'autres options de crédit aux populations rurales. La fabrication locale d'accessoires solaires a permis de réduire davantage les coûts. GS a atteint son seuil de rentabilité en 2002. Cette réussite a attiré l'attention de la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds, de telle

sorte que GS a pu recevoir des prêts subventionnés à travers la Infrastructure Development Company Limited (IDCOL).

La vision pour l'avenir : lancer 100 000 entrepreneurs en énergie verte d'ici 2015

Grameen Shakti a aussi mis sur pied un programme en pleine expansion : les programmes de biogaz et de cuisinières améliorées (Improved Cooking Stoves (ICS)). Des installations de biogaz fournissent du gaz pour la cuisine, de la lumière, de l'électricité et des fertilisants organiques pour les petits éleveurs. Les propriétaires de volailles en ont particulièrement bénéficié. Ils se débarrassent des déchets de leurs poulets, réduisent leurs coûts d'énergie et gagnent des revenus supplémentaires grâce au biogaz. Les cuisinières améliorées sont très appréciées des femmes parce qu'elles peuvent cuisiner dans des cuisines sans fumée et réduire de moitié leurs coûts de combustible. GS prévoit construire 500 000 installations de biogaz et 10 millions de cuisinières améliorées d'ici l'année 2012.

Pour atteindre cet objectif, GS prévoit lancer 100 000 entrepreneurs en énergie verte d'ici 2015 et a mis sur pied 30 centres de technologie Grameen pour former les femmes des zones rurales en tant que techniciennes et femmes entrepreneurs. La vision de GS est d'autonomiser les populations rurales en leur donnant accès à des énergies renouvelables. Au cours des dix prochaines années, GS poursuivra sa mission en créant des emplois et des entreprises écologiques dans les zones rurales pour apporter lumière, revenus, santé et énergie propre aux populations rurales.

Dipal C. Barua, directeur exécutif, Grameen Shakti : www.gshakti.com

Pour atteindre cet objectif, GS prévoit lancer 100 000 entrepreneurs en énergie verte d'ici 2015 et a mis sur pied 30 centres de technologie Grameen pour former les femmes des zones rurales en tant que techniciennes et femmes entrepreneurs.

Intégrer la microfinance et l'éducation en santé – une voie d'avenir

Ce fut comme une expérience religieuse.

**Bill Gates, co-fondateur de Microsoft,
après avoir visité un groupe de clients
de microcrédit de BRAC au Bangladesh**

Le travail réalisé par la Campagne pour encourager l'intégration de la microfinance et de l'éducation en santé, en collaboration avec Freedom from Hunger, constitue un autre exemple des autres services que la microfinance en tant que tremplin peut fournir. Avec le soutien financier de Johnson & Johnson, la Campagne a lancé en avril 2007 un projet pilote de 15 mois portant sur l'intégration de la microfinance et de l'éducation en santé dans le sud de l'Inde. Le projet pilote s'est déroulé dans deux États, Tamoul Nadu et Andhra Pradesh. Avec la collaboration de quatre institutions, soit Star Microfin Service Society (SMSS), People's Multipurpose Development Society (PMDS), McLevy Institute of Development Services (MIDS) et Pioneer Trad, la Campagne a formé quatre formateurs locaux qui ont à leur tour formé une centaine de travailleurs de terrain de ces organisations. Ceux-ci ont ensuite donné des cours en santé à 15 657 clients sur trois sujets : traitement et prévention du VIH/sida, gestion des maladies infantiles et santé des femmes.

Ces formations hebdomadaires ont accru les connaissances des clientes sur les premiers soins à prodiguer en cas de problèmes pour sauver leur vie et celle de leurs familles. Par exemple, les cours sur les examens médicaux appropriés à administrer aux enfants malades ont donné aux clientes suffisamment d'information et de confiance en elles, pour exiger du médecin qu'il fasse un examen complet de leur enfant malade. Certaines clientes ont même changé de médecin pour s'adresser à ceux qui pratiquaient des examens plus approfondis. Le projet pilote a démontré également que les IMF étaient d'accord et en mesure de payer les formations sur l'éducation en santé, ce qui leur permettait d'offrir davantage de services à leurs clientes et de les aider à améliorer leur santé.

En mars 2009, la Campagne publiera, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), un document faisant la promotion de l'intégration de la microfinance et de l'éducation en santé. Ce document démontrera comment cette intégration peut contribuer à combattre la pauvreté et plaidera en faveur de l'expansion un plan mondial des programmes d'intégration de la microfinance et de l'éducation en santé. La Campagne continuera à promouvoir l'expansion mondiale de ce projet innovateur qui fera progresser l'objectif d'éliminer la pauvreté dans le monde.

Les cours sur les examens médicaux appropriés à administrer aux enfants malades ont donné aux clientes suffisamment d'information et de confiance en elles, pour exiger du médecin qu'il fasse un examen complet de leur enfant malade.

La commercialisation : l'opportunité et le défi

Personne n'a jamais éradiqué la pauvreté en faisant faillite.

John Hatch, fondateur de FINCA

Le débat sur la commercialisation dans le secteur de la microfinance est souvent réduit à une argumentation sur le droit ou non des IMF à générer des bénéfiques. Cette façon d'envisager le problème n'a jamais constitué la meilleure approche. « Personne n'a jamais éradiqué la pauvreté en faisant faillite », a dit le fondateur de FINCA, John Hatch. Aucun intervenant sérieux dans le domaine ne penserait à la création d'institutions de microfinance qui ne seraient pas autonomes financièrement. Les véritables termes du débat doivent être centrés sur la question de la maximisation du profit des IMF, telle que comparée à une mesure holistique du succès incluant la rentabilité de l'IMF et les progrès mesurables des conditions socio-économiques des clients. La maximisation des profits par les IMF et leurs investisseurs, ainsi que les effets négatifs potentiels qui peuvent en résulter pour les clients et pour l'image de la microfinance auprès du public se sont traduits au sein de l'industrie par une demande accrue en faveur de la protection des clients.

Alex Counts recherche un compromis dans ce débat lorsqu'il écrit : « La tendance à la commercialisation a amené les détracteurs de la microfinance à s'interroger sur la volonté des IMF de continuer à servir les personnes les plus pauvres du monde ». Il rappelle les deux types d'arguments qui font l'objet du débat. D'une part, on estime que les IMF tardent en général à réduire les taux d'intérêt ou à mesurer les progrès réalisés sur le plan social, alors qu'elles sont promptes à réduire les programmes sociaux. D'autre part, on fait valoir que les IMF ne sont pas suffisamment rentables pour attirer les investissements commerciaux dont elles ont besoin pour desservir les millions de personnes qui n'ont pas encore accès aux services financiers.

Selon M. Counts, « les IMF doivent se considérer comme des entreprises gérant de larges volumes au lieu de rechercher d'importantes marges bénéficiaires. Les IMF doivent chercher à offrir un large volume de transactions à rentabilité marginale, plutôt qu'un volume réduit de transactions à marge élevée ». Il pense que cette approche suscitera la faveur du public envers la microfinance et qu'elle permettra également aux IMF de réussir dans un environnement concurrentiel où les marges seront forcément faibles, comme elles le sont aujourd'hui au Bangladesh, en Inde et en Bolivie.

Le Dr. Steven Funk, un entrepreneur privé à la fois membre du conseil d'administration de Unitus et président du Groupe consultatif auprès du directeur de la Campagne du Sommet du Microcrédit, se félicite de la croissance du financement commercial dans le secteur de la microfinance, encourageant ce dernier à poursuivre dans cette voie. Dans son article intitulé « La microfinance et l'investissement commercial se courtisent », présenté dans l'encadré 4, Funk soutient une approche commerciale de la microfinance. « L'impact de la microfinance est certes important, mais le nombre de personnes qui ont besoin d'accéder aux microprêts est aussi énorme. Ainsi, pour satisfaire le mieux possible les besoins des pauvres, il est essentiel que la microfinance constitue un investissement acceptable pour tout type d'investisseur

Le débat sur la commercialisation dans le secteur de la microfinance est souvent réduit à une argumentation sur le droit ou non des IMF à générer des bénéfiques.

La maximisation des profits par les IMF et leurs investisseurs, ainsi que les effets négatifs potentiels qui peuvent en résulter pour les clients et pour l'image de la microfinance auprès du public se sont traduits au sein de l'industrie par une demande accrue en faveur de la protection des clients.

commercial, y compris les banques traditionnelles, les banques d'investissement, les gestionnaires de fonds d'actions, les banques d'affaires et les gestionnaires des fonds spéculatifs. Ces groupes peuvent réunir une grande quantité de capitaux pour la microfinance ».

Les investisseurs commencent à considérer les pauvres comme une opportunité d'affaires à grande échelle et comme une clientèle viable.
—Dr. Steven Funk

Encadré 4 : La microfinance et les investissements commerciaux se courtisent

Les effets bénéfiques de la microfinance sur la vie des pauvres sont innombrables et prometteurs. Cependant, le nombre de personnes ayant besoin d'accéder aux microprêts est encore important. Pour satisfaire ce besoin, il est essentiel d'inclure les investissements commerciaux dans l'équation.

Les investisseurs commerciaux ont la capacité de réunir d'importants capitaux. Plus l'offre de capital pour la microfinance sera importante, plus le nombre de pauvres desservis sera élevé et plus la microfinance aura la capacité de bénéficier réellement aux pauvres. Par ailleurs, plus les pauvres bénéficient de la microfinance, plus l'humanité en bénéficie. Le microcrédit suscite une plus grande autonomie, source de dignité humaine, engendre la stabilité et permet la réalisation du potentiel humain, la liberté de choix et l'avènement d'une paix durable.

Les champions financiers de l'investissement commercial font d'importantes percées dans le secteur de la microfinance. Les investisseurs commencent à considérer les pauvres comme une opportunité d'affaires à grande échelle et comme une clientèle viable.

Davantage de capitaux ont été investis dans le secteur de la microfinance au cours de ces dernières années qu'au cours de la période qui s'est écoulée depuis le lancement du mouvement du microcrédit, dans les années 1970. Pourtant, au moment de la parution de cet article, le monde traverse une des pires crises économiques depuis plusieurs décennies.

La microfinance ne sera pas épargnée par cette crise. Des reculs sont inévitables. La microfinance connaîtra des échecs et

pourrait alors facilement être reléguée à l'arrière-plan. Comment les promoteurs de la microfinance pourront-ils transformer ce défi en une opportunité à long terme ?

La microfinance devra mettre en place et promouvoir les normes de qualité et de transparence qui sont réclamées. Nous devons poursuivre nos recherches pour prouver la viabilité des investissements en microfinance. Nous devons reconnaître et accepter le fait que les ressources des philanthropes et du secteur public ne sont pas suffisantes pour desservir tous les pauvres. Nous devons demeurer ouverts aux critiques des investisseurs de capitaux commerciaux. Le nombre de pauvres est trop élevé pour justifier qu'ils soient servis uniquement par la finance traditionnelle. La participation des capitaux commerciaux dans la microfinance en tant qu'apport principal ou secondaire accroît tout simplement les chances d'éradiquer la pauvreté au cours de notre génération et de permettre à des millions de pauvres privés de crédit d'accéder à la microfinance.

Par dessus tout, nous devons faire confiance aux plus pauvres de la planète pour choisir l'offre de capital la moins chère. Nous devons espérer également que les investisseurs les plus opportunistes comprendront l'importance d'offrir des prix compétitifs.

Unitus, un investisseur en microfinance, est un chef de file en matière d'investissement commercial. Dans quatre des fonds d'investissement d'Unitus, dont l'échéance est de deux ans ou plus, le nombre de clients est passé 220 000 lors du lancement du fonds, à près de 2,5 millions aujourd'hui. Cette croissance a permis de générer plus de 100 millions de dollars en

capitaux commerciaux, 250 millions de dollars en dettes commerciales, et de mettre sur pied un modèle d'investissement en monnaie locale. Unitus a récemment lancé des services bancaires d'investissement pour la microfinance. Ces efforts rendent hommage aux pauvres et contribuent à démontrer l'importance des investissements commerciaux dans la microfinance.

Le fait d'être courtisés par le marché du crédit commercial et d'être considérés comme des clients crédibles et solvables constitue pour les pauvres un change-

ment radical. En capitalisant sur cette relation entre la microfinance et le marché de l'investissement commercial, nous nous donnons l'occasion d'éliminer la pauvreté de cette planète et, par conséquent, nous offrons à l'humanité toute entière un cadeau dont elle pourra bénéficier à long terme.

*Dr. Steven Funk, entrepreneur privé, président du Groupe de conseillers auprès du directeur de la Campagne du Sommet du Microcrédit.
www.unitus.com*

En capitalisant sur cette relation entre la microfinance et le marché de l'investissement commercial, nous nous donnons l'occasion d'éliminer la pauvreté de cette planète.

Le débat sur la commercialisation s'est intensifié après l'introduction de Compartamos à la Bourse mexicaine, en avril 2007. Les investisseurs privés se sont ainsi portés acquéreurs de 30 % des actions de Compartamos, une importante IMF basée au Mexique. Cette transaction a rapporté près de 450 millions de dollars aux investisseurs initiaux et a accru la valeur de l'entreprise d'environ 1,4 milliards de dollars. Cette opération a été considérée, par certains, comme étant de bon augure pour la microfinance. Ceux-ci croyaient, en effet, que les investisseurs commerciaux allaient investir une quantité inégalée de ressources financières dans ce secteur, éliminant ainsi les contraintes d'accès aux capitaux qui ont si longtemps freiné le développement d'IMF prometteuses. Par contre, d'autres se sont plaints des taux d'intérêt élevés pratiqués par Compartamos, qui lui ont permis d'accroître ses capitaux propres. Ils ont également dénoncé la structure de propriété de l'entreprise, qui n'a pas permis aux clients ayant déboursé ces taux d'intérêt élevés de bénéficier des retombées de l'opération.

L'une des retombées positives de ce débat est sans nul doute l'appel pressant à une transparence accrue quant à la fixation des taux d'intérêt, un élément clé de la protection du consommateur. Chuck Waterfield, le créateur de Microfin – un outil de planification commerciale utilisé par les institutions de microfinance à travers le monde – a récemment lancé MicroFinance Transparency (MFTTransparency) à l'occasion du sommet régionale Microcrédit Asie – Pacifique, qui s'est tenue à Bali en Indonésie en juillet 2008. MFTTransparency s'est engagée à présenter de façon simple et claire des informations sur les produits de microfinance et les prix exigés par les IMF [Voir encadré 5]. Lors de la session de clôture du sommet de Bali, trois semaines après avoir sollicité l'engagement des IMF, l'ensemble des IMF totalisant plus de 74 millions de clients, soit plus de la moitié des clients dans le monde à ce moment-là, ont annoncé qu'elles soutenaient MFTTransparency.

Cette nouvelle agence a vu le jour à la suite d'une année de discussion au sein de la communauté de la microfinance, d'après M. Waterfield. « L'avantage de MFTTransparency est de permettre à toutes les institutions de microfinance de devenir transparentes en même temps. MicroFinance Transparency remet les pendules à l'heure dans le secteur », constate-t-il.

[MicroFinance Transparency] s'est engagée à présenter de façon simple et claire des informations sur les produits de microfinance et les prix exigés par les IMF

La microfinance a toujours été un secteur très transparent et fier de l'être.

Encadré 5 : Le besoin de transparence dans la fixation des prix en microfinance

La microfinance a toujours été un secteur très transparent et fier de l'être. Malheureusement, le prix réel des produits de microfinance n'a jamais été mesuré avec précision ni rendu public. Pour un secteur qui a pris naissance afin d'éviter le recours aux usuriers en offrant aux pauvres un crédit meilleur marché, il est difficile d'imaginer et d'expliquer une telle situation.

De nombreux pays requièrent des institutions de crédit la publication du prix réel de leurs produits grâce à l'emploi de normes telles que le TAEG (taux annuel effectif global), en vigueur depuis quarante ans aux États-Unis dans le cadre de la loi sur la transparence du crédit (Truth-in-Lending Act). Cette loi a été promulguée pour aider les consommateurs à prendre une décision éclairée au sujet des différents prix offerts sur le marché du crédit. Avant l'adoption du Truth-in-Lending Act, la situation aux États-Unis était la même que celle qui prévaut dans le secteur de la microfinance actuellement. Par exemple, un taux d'intérêt fixé à 3 % par mois peut aboutir, en fonction de la manière dont ce taux est appliqué, à un TAEG compris entre 36 % et 96 %, sinon plus. Hélas, de telles pratiques sont courantes dans le secteur de la microfinance aujourd'hui. Pourquoi les principes de transparence sur les prix du secteur de la finance traditionnelle ne peuvent-ils pas être également appliqués à la microfinance ?

L'absence de transparence quant au prix du crédit dans le secteur de la microfinance est liée à deux facteurs. Premièrement, il n'existe pas un taux du marché pour les taux d'intérêt des microprêts. Le secteur de la microfinance reconnaît que les taux d'intérêt des microprêts doivent être plus élevés que ceux des produits bancaires, mais admet rarement qu'il n'existe pas un « taux de marché » unique pour ce type de prêt. Dans un marché où toutes les IMF font face aux mêmes structures de coûts, plus le prêt est petit, plus le taux d'intérêt

doit être élevé pour permettre à l'IMF de couvrir ses coûts et assurer son autonomie financière. Devant la difficulté d'expliquer pourquoi les IMF doivent imposer des taux d'intérêt plus élevés que les banques et par conséquent, exiger des plus pauvres des taux d'intérêts plus élevés, l'une des solutions adoptées a consisté à fixer un prix moins transparent, alors que le prix estimé était généralement plus bas que le prix réel.

Deuxièmement, le secteur de la microfinance ayant largement adopté ces pratiques opaques, il est devenu très difficile d'adopter une pratique transparente de fixation de prix. Pour ce faire, il faudrait que les IMF affichent les prix les plus élevés du marché même si les prix réels étaient inférieurs. Par conséquent, même si elles préféreraient agir autrement, la grande majorité des IMF n'ont pas de pratique transparente de fixation des prix.

Au cours des dernières années, le secteur s'est éloigné de plus en plus d'une « microfinance durable » pour se tourner vers une « microfinance à profit élevé ». Lorsque les IMF opèrent dans un environnement opaque dans lequel personne ne peut comparer les prix des produits, elles peuvent adopter des prix calculés sur des marges trop élevées. Des profits élevés générés au détriment des pauvres grâce à la pratique de prix opaques peuvent créer une image négative du secteur de la microfinance auprès du public et lui porter préjudice.

Le secteur de la microfinance a donc entamé un nouveau dialogue, ce qui a mené à l'élaboration de plusieurs initiatives pour résoudre ce problème. L'une de celles-ci est la « Campagne pour la protection des clients », lancée à la suite d'une conférence d'avril 2008 qui avait produit la « Déclaration de Pocantico ». La transparence et les prix équitables font partie des six principes clés de cette campagne.

La création de « MicroFinanceTransparency (MFTransparency) » une agence à but non lucratif qui a pour mission de régler le problème de la transparence des prix par le biais de deux activités conjointes, constitue la seconde initiative. Dans le cadre de la première activité, MFTransparency recueillera les prix de tous les produits de microfinance dans le monde et les comparera en utilisant un système de mesure objectif. Dans le cadre de sa seconde activité, MFTransparency développera et disséminera du matériel éducatif simplifié permettant à tous les intervenants du secteur de la microfinance de mieux comprendre le concept et la fonction des taux d'intérêt ainsi que les principes qui sous-tendent l'établissement des prix des produits de la microfinance.

Il est essentiel de mener un effort sectoriel concerté pour garantir la transparence dans l'établissement des prix des produits de la microfinance afin d'assurer la survie du secteur à long terme. Les principaux médias rapportent les taux d'intérêt réels pratiqués par le secteur de la microfinance, mais donnent très peu d'explication ou d'information pour justifier le fait que ces taux réels sont plus élevés ou qu'il y a de si

grandes différences entre les prix pratiqués par les IMF. Ce qu'une pratique opaque de fixation de prix avait réussi à dissimuler pendant des années est maintenant mis à découvert. Le secteur de la microfinance doit donc élaborer un cadre visant à communiquer de façon claire, cohérente et équitable les taux d'intérêt réels et les raisons pour lesquelles les taux d'intérêt dans des marchés concurrentiels de la microfinance doivent être plus élevés que ceux du secteur financier traditionnel.

Une pratique transparente de fixation de prix contribuera au développement d'un marché de microfinance sain et solide, qui fournirait un élément essentiel du libre marché qui lui fait actuellement défaut : une communication transparente et ouverte sur le prix réel de ses produits.

Plus de 100 intervenants du secteur de la microfinance ont appuyé MFTransparency. Vous pouvez consulter la liste et opter pour vous joindre à cette initiative en visitant le site.

*Chuck Waterfield, fondateur,
MFTransparency,
www.mftransparency.org/endorsements*

Plus de 100 intervenants du secteur de la microfinance ont appuyé MFTransparency.

La Banque mondiale a l'occasion de promouvoir l'autonomisation des très pauvres par la microfinance

Une étude sur l'investissement commercial dans le secteur de la microfinance révèle que les investisseurs se sont concentrés principalement dans des régions comme l'Amérique latine et l'Europe de l'Est, et dernièrement dans des pays comme l'Inde. Par contre, l'Afrique, par exemple, figure à peine sur le radar des investisseurs. En réponse à cette emphase – compréhensible mais malheureuse (du point de vue de la réduction de la pauvreté) – mise sur les IMF à rendement élevé et sur les clients les mieux nantis, plus de 1 400 parlementaires dans le monde ont signé plus d'une douzaine de lettres pressant la Banque mondiale de s'assurer que la commercialisation croissante de la microfinance ne tienne pas les pauvres à l'écart. Ces lettres encourageaient la Banque mondiale à se tourner vers ceux qui ne sont pas desservis par la microfinance commerciale, soit des segments de population et des pays entiers qui sont jugés trop risqués par ceux qui recherchent des rendements élevés sur leurs investissements.

*Nous sommes persuadés
que des solutions créatives
peuvent être trouvées et que
des modèles peuvent être
reproduits par la Banque
mondiale pour renforcer les
capacités de la microfinance à
desservir les très pauvres.
- les représentants des
États-Unis*

Comme les investisseurs pourraient privilégier les pays perçus comme les plus sûrs ou les plus lucratifs, la Banque mondiale a le devoir de tracer une nouvelle voie si elle veut rester à la hauteur de la mission qu'elle s'est donnée, à savoir de « travailler pour un monde affranchi de la pauvreté ». La plus récente lettre, mise en circulation à l'automne 2008, avait été signée par presque 93 membres de la Chambre des représentants des États-Unis et 21 membres du Sénat américain. En début d'année 2008, une lettre semblable avait été signée par des importants sénateurs américains, tel que Hillary Clinton et Barack Obama. Les lettres en circulation insistent sur la mise en place de trois initiatives :

- mettre sur pied un mécanisme doté d'un budget annuel de 200 millions de \$US dont les subventions serviraient au renforcement de la capacité des IMF à desservir les clients vivant avec moins de 1\$US par jour.
- établir trois centres d'excellence régionaux qui démontrent avec succès comment rejoindre les populations très pauvres. Ces établissements pourraient éventuellement inclure la Grameen Bank au Bangladesh et Jamii Bora au Kenya.
- créer un fond apex régional ou sous-régional en Afrique pour encourager l'expansion d'institutions de microfinance qui réussissent à desservir les pauvres dans la région.

« Avec presque un milliard de personnes dans le monde vivant avec moins d'1 \$US par jour, la pauvreté fait partie des problèmes contemporains les plus pressants... Nous sommes persuadés que des solutions créatives peuvent être trouvées et que des modèles peuvent être reproduits par la Banque mondiale pour renforcer les capacités de la microfinance à desservir les très pauvres », ont déclaré les représentants des États-Unis dans leur lettre au président de la Banque mondiale, Robert Zoellick.

Mesurer les progrès réalisés pour atteindre le nouvel objectif du Sommet : passage des clients au-dessus du seuil de 1 \$ par jour

La phase II de la Campagne, lancée lors du Sommet global du microcrédit de 2006 à Halifax, au Canada, a établi deux nouveaux objectifs à atteindre d'ici 2015 :

- s'assurer que 175 millions de familles les plus pauvres au monde, particulièrement les femmes de ces familles, reçoivent du crédit et d'autres services financiers et commerciaux leur permettant d'exercer une activité économique indépendante :
- s'assurer que, à partir de l'année 1990, 100 millions de familles les plus pauvres au monde passent d'un revenu de moins de 1 \$US par jour, ajusté à la parité du pouvoir d'achat (PPA), à plus de 1 \$US par jour, ajusté à la parité du pouvoir d'achat (PPA).⁵

⁵ On inclura également les familles faisant partie de la moitié inférieure (les derniers 50 %) de l'ensemble des populations vivant au-dessous du seuil de pauvreté national.

En estimant qu'une famille comprend en moyenne cinq personnes, le fait de desservir 175 millions de familles les plus pauvres du monde permettrait de toucher 875 millions de membres de leurs familles. Lorsque 100 millions de familles franchiront le seuil de 1 \$US par jour, un demi milliard de personnes se sera affranchi de la pauvreté extrême.

Jusqu'à présent, la communauté internationale du développement n'a pas encore reconnu la percée que représente l'accomplissement de ces objectifs. Cela peut s'expliquer par le fait que ces objectifs ne font pas partie de la sphère d'influence des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En fait, le mouvement favorisant l'usage de la microfinance en tant qu'instrument pouvant mettre fin à la pauvreté a été lancé lors de sommets organisés par la société civile et non de sommets des Nations Unies. À cette occasion, la société civile a également établi des objectifs en matière de microfinance. L'autre raison de l'absence de la reconnaissance de la microfinance par la communauté internationale du développement est due au fait que la microfinance n'entre pas facilement dans le cadre caritatif promu par le développement international.

Parmi les deux nouveaux objectifs établis pour 2015, la mesure du nombre de clients ayant franchi le seuil de 1 \$US par jour est une tâche particulièrement ardue. Cet objectif avait été établi dans le but de contribuer à l'objectif des OMD visant la réduction de moitié de la pauvreté absolue d'ici 2015. C'est le premier des huit objectifs établis par les chefs d'État et de gouvernement de plus de 180 pays lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies en 2000. Le fait que la CSM se soit engagée à relever les défis liés à la mesure de l'impact des services fournis est une illustration supplémentaire de sa contribution aux avancées mesurables dans la capacité de desservir les populations très pauvres.

Dans un rapport récent de la Banque mondiale⁶, le seuil de la pauvreté absolue a été haussé de 1 \$US à 1,25 \$US par jour. L'indicateur initial était de 1,08 \$US, mais avait été arrondi à 1 \$US par jour. Cette modification a été justifiée par les données des pays en voie de développement, qui indiquent une amélioration du coût de la vie. Il se pourrait donc que l'indicateur de l'OMD visant à réduire de moitié la pauvreté absolue soit modifié et passe de 1,25 \$US au lieu de 1 \$US par jour. Si cela était confirmé, la CSM adopterait ce nouveau seuil, étant donné que la principale raison pour laquelle la Campagne s'est engagée face au seuil de 1 \$US par jour est de contribuer à la réalisation de l'OMD sur la réduction de la pauvreté.

Le travail accompli depuis 10 ans par la Campagne pour mesurer les niveaux de la pauvreté a contribué à faire du secteur de la microfinance le chef de file de l'effort mondial dans ce domaine au plan institutionnel. Auparavant, les institutions avaient l'habitude de se référer aux statistiques nationales sur la pauvreté mais prôtaient rarement attention à l'impact de leur propre travail sur la réduction de la pauvreté absolue, notamment à cause des coûts liés à un tel exercice. Dès le lancement de son premier sommet en 1997, la Campagne a contribué au défi de la mesure de la pauvreté en adoptant des objectifs mesurables visant à utiliser la microfinance en tant que moyen de lutte contre la pauvreté extrême. Au cours de cette même année, la

⁶ *The Developing World is Poorer than We Thought, But No Less Successful in the Fight against Poverty*, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSCContentServer/IW3P/IB/2008/08/26/000158349_20080826113239/Rendered/PDF/WPS4703.pdf

Le mouvement favorisant l'usage de la microfinance en tant qu'instrument pouvant mettre fin à la pauvreté a été lancé lors de sommets organisés par la société civile et non de sommets des Nations Unies.

Le travail accompli depuis 10 ans par la Campagne pour mesurer les niveaux de la pauvreté a contribué à faire du secteur de la microfinance le chef de file de l'effort mondial dans ce domaine au plan institutionnel.

Campagne a mis sur pied un groupe de discussion chargé de mesurer les niveaux de pauvreté, dont le travail a mené à la création en 1998 d'une boîte à outils de mesure de la pauvreté bon marché.

Au début de l'année 1999, ces nouveaux outils permettant de mesurer la pauvreté de façon économique et efficiente ont été analysés dans divers articles qui ont fait l'objet de discussions lors des séances plénières de sommets tenus sur quatre continents. La campagne a également conçu des formations sur vidéos pour former plus de 3 000 opérateurs de 35 pays en Asie et en Afrique à l'usage de ces outils. Ces nouveaux outils qui mesurent la pauvreté relative ont servi de base à une loi américaine novatrice qui recommande de développer et d'utiliser des outils économiques et efficaces de mesure de la pauvreté absolue (c'est-à-dire les pauvres qui vivent avec moins de 1 \$US par jour ou ceux qui font partie de la moitié inférieure de l'ensemble des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté national). Le développement de ces outils a permis à la Campagne d'établir l'objectif de 2015 concernant le passage au-dessus du seuil de 1 \$US par jour.

Lors du Sommet d'Halifax, une quinzaine des plus importants réseaux et institutions de microfinance se sont engagés aux côtés de la Campagne à identifier des méthodes crédibles permettant de mesurer le passage de leurs clients au-dessus du seuil de 1 \$US par jour.

La Campagne a travaillé en collaboration avec ces institutions en mettant en place un comité consultatif de leaders reconnus dans le domaine de la mesure de la pauvreté en matière de microfinance. Le comité consultatif de la Campagne est formé de Jonathan Morduch, professeur de politique publique et d'économie à l'Université de New York ; Dean Karlan, professeur adjoint d'économie à l'Université de Yale ; Syed Hashemi, spécialiste en microfinance au CGAP ; Brian Beard, spécialiste de programme au Centre IRIS ; John Hatch, fondateur de FINCA International ; et Alex Counts, président de la Grameen Foundation.

Au départ, la Campagne a cherché à obtenir des données de base existantes (particulièrement des données provenant de panels)⁷ sur les niveaux de pauvreté des clients de chaque institution. Elle a également œuvré à l'élaboration d'une approche pour analyser les données déterminant si les clients ont franchi ou non le seuil de 1 \$US par jour.

L'expérience a démontré que ces outils peuvent à la fois fournir des données de base et servir, au fil du temps, à mesurer le passage des clients au-dessus du seuil de 1 \$US par jour.

Pour les IMF ne disposant pas de données initiales, la Campagne a adapté des tableaux de suivi de la pauvreté développés avec l'aide de la Grameen Foundation, du Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP), de la Ford Foundation, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et d'autres institutions. Les tableaux de suivi ont été développés à la suite de l'adoption d'une loi américaine exigeant que la moitié des fonds de l'USAID pour la microfinance desservent les personnes très pauvres. L'expérience a démontré que ces outils peuvent à la fois fournir des données de base et servir, au fil du temps, à mesurer le passage des clients au-dessus du seuil de 1 \$US par jour. Le tableau 2 fait état des institutions ayant participé aux formations organisées par la Campagne sur l'utilisation des tableaux de suivi de la pauvreté.

⁷ Les panels suivent les mêmes clients au cours de deux périodes ou plus.

Tableau 2 : Institutions formées sur les tableaux de suivi de la pauvreté

Access Development Services, Inde
Association for Social Advancement (ASA), Bangladesh
Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), Bangladesh
Bina Swadaya, Indonésie
Development Promotion Group, Inde
Friends of Women's World Banking (FWWB), Inde
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), Inde
National Confederation of Co-operatives (NATCCO), Philippines
PADAKHEP, Bangladesh
Palli Daridra Bimochon Foundation (PDBF), Bangladesh
Pakistan Poverty Alleviation Fund (PPAF), Pakistan
Samurdhi Authority, Sri Lanka
Sarvodaya Economic Enterprises Development Services (SEEDS), Sri Lanka
SHARE, Inde
Small Industries Development Bank of India (SIDBI), Inde
Spandana, Inde
Sri Kshetra Dharmasthala Rural Development Project (SKDRDP), Inde
Thengamara Mohila Sabuj Sangha (TMSS), Bangladesh
Vietnam Bank for Social Policies (VBSP), Vietnam
Vietnam Women's Union, Vietnam

Conformément aux recommandations du comité consultatif, la Campagne a réuni des panels d'experts dans des pays spécifiques, une stratégie qui se révèle être la plus intéressante et peut-être la plus efficace. Ces experts sont chargés d'estimer le nombre de clients ayant franchi le seuil de 1 \$US par jour, à partir d'études disponibles sur la microfinance, de rapports de recherche nationaux sur la pauvreté et d'autres méthodologies qu'ils jugent appropriées. Le premier panel mis sur pied au Bangladesh a estimé que la manière la plus objective et la plus transparente de mesurer le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de 1 \$US par jour était de commanditer une enquête de reconstitution du passé à l'échelle nationale. Sur sa requête, la Campagne a démarré le processus afin de débiter le sondage à la fin de 2008.

Le sondage sera mené auprès d'un échantillonnage représentatif de 4 000 Bangladeshi, tous des clients de la microfinance. Un enquêteur se rendra directement dans les foyers des clients pour les interviewer. L'enquêteur leur posera des questions sur les dépenses et les revenus du ménage en remontant jusqu'en 1990. Afin de soutenir cette approche et d'en améliorer l'exactitude, l'enquêteur interrogera les clients sur « leur vie passée » pour pouvoir répondre aux sections de reconstitution du rappel de l'enquête. Un rapport final présentant une estimation du nombre de clients de microcrédit ayant franchi le seuil de 1 \$US par jour entre 1990 et 2008 sera complété à l'été 2009.

La Campagne a réuni des panels d'experts dans des pays spécifiques, une stratégie qui se révèle être la plus intéressante et peut-être la plus efficace.

La méthodologie de l'enquête

Dans la plupart des cas, les données présentées dans ce rapport proviennent d'institutions individuelles. Cependant, certaines données proviennent de réseaux d'institutions. Afin d'éviter de comptabiliser deux fois les mêmes éléments, la Campagne analyse les données de ces réseaux pour identifier toute duplication avec leurs membres. Que les données de ces réseaux soient incluses ou non, ils continuent à jouer un rôle crucial dans la collecte des données auprès de leurs membres et la Campagne leur en est très reconnaissante. Nous vous suggérons de vous référer à la note 1 en fin d'ouvrage pour avoir une liste complète des réseaux et autres institutions qui nous ont aidé dans ce processus.

Les 861 opérateurs qui ont soumis un plan d'action représentaient 86% des clients les plus pauvres déclarés, ce qui signifie que 86 % des données du présent rapport sont actualisées alors que 14 % d'entre elles remontent à un an ou plus.

En date du 18 novembre 2008, quelque 7 478 institutions étaient membres des 15 conseils de la Campagne du Sommet du Microcrédit. Parmi celles-ci, 4 845 institutions de 143 pays étaient membres du Conseil des praticiens. En 2008, 861 opérateurs ont soumis un plan d'action, dont 173 pour la première fois. Les 861 opérateurs qui ont soumis un plan d'action représentaient 86% des clients les plus pauvres déclarés, ce qui signifie que 86 % des données du présent rapport sont actualisées alors que 14 % d'entre elles remontent à un an ou plus. Depuis que nous avons commencé en 1998 à utiliser des plans d'action à des fins de collecte de données, la Campagne du Sommet du Microcrédit a reçu les plans de 3 552 institutions opérant dans la microfinance.

Le plan d'action de cette année demandait aux opérateurs les données suivantes en date du 31 décembre 2007 (réalisé), du 31 décembre 2008 (estimé) et du 31 décembre 2009 (estimé) : 1) le nombre total de clients actifs (clients avec un emprunt en cours) ; 2) le nombre total de clients actifs qui sont des femmes ; 3) le nombre total de clients actifs qui faisaient partie de la cohorte des plus pauvres lorsqu'ils ont reçu leur premier prêt ; 4) le type d'outils de mesure de la pauvreté utilisés pour déterminer le nombre de clients les plus pauvres ; 5) le pourcentage de clients les plus pauvres qui sont des femmes ; 6) la taille moyenne du premier emprunt ; 7) le nombre total d'épargnants actifs ; 8) la taille moyenne de l'épargne par épargnant ; 9) le pourcentage de clients les plus pauvres qui ont franchi le seuil de pauvreté ; 10) le type d'outils de mesure de l'impact utilisés pour déterminer le nombre de clients qui étaient très pauvres lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt et qui ont maintenant franchi le seuil de pauvreté ; 11) les services financiers et de développement d'entreprise offerts ; et 12) le pourcentage d'autosuffisance d'exploitation atteint par une institution .⁸

En 2007, la Campagne a commencé à demander à ce que le plan d'action institutionnel remonte des données sur le nombre de clients ayant franchi le seuil de 1 \$US par jour. À cause de la stratégie rigoureuse utilisée pour recueillir et vérifier ces données, nous ne sommes pas encore en mesure de publier ces résultats cette année.

⁸ Beaucoup d'institutions éprouvent des difficultés à faire les ajustements nécessaires sur les revenus et charges d'exploitation pour calculer de façon exacte leur autosuffisance financière (OSF) de sorte que, dès 2006, la Campagne a demandé de calculer l'autosuffisance d'exploitation (OSE) au lieu de l'OSF pour mesurer la solidité financière de l'institution. L'OSE mesure la qualité de la couverture des coûts d'une IMF par le biais des revenus d'exploitation, incluant les charges d'exploitation, les charges financières et les provisions pour pertes sur prêts.

Chaque année, la Campagne insiste sur le fait que ces données sont fournies par les institutions elles-mêmes. Cependant, le personnel de la Campagne du Sommet du Microcrédit revoit tous les PAI reçus. Toutes les institutions ayant fourni des données imprécises doivent clarifier leurs réponses, et lorsque les questions formulées n'obtiennent pas de réponse adéquate, les données en cause ne sont pas incluses dans le rapport.

Les clients desservis

En date du 31 décembre 2007, 3 552 institutions de microfinance⁹ ont rapporté qu'elles desservaient 154 825 825 clients ayant un prêt en cours, dont 106 584 679 parmi les rangs des plus pauvres lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt. Ce résultat est la réalisation d'un objectif établi une décennie auparavant. Environ 90,6 % des clients les plus pauvres se trouvent en Asie, un continent qui regroupe près de 63,5 % de l'ensemble des personnes dans le monde vivant avec moins de 1 \$US par jour.¹⁰

À partir de 2000, la Campagne a commencé à vérifier certaines des données de façon indépendante. Les plus importantes institutions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine fournissent à la Campagne les noms de bailleurs de fonds, de centres de recherche, de réseaux ou autres institutions qui peuvent vérifier le nombre de clients desservis, le pourcentage des femmes parmi ces clients, le nombre de clients faisant partie des plus pauvres et le pourcentage de femmes faisant partie des plus pauvres desservis par chaque institution. Une lettre est envoyée aux vérificateurs potentiels leur demandant de confirmer les données soumises par une IMF donnée. La lettre stipule : « Si vous donnez votre confirmation, nous considérons que vous avez visité le programme, rencontré les dirigeants, revu les aspects opérationnels de l'institution, pris connaissance des rapports, et que vous estimez que l'institution et les chiffres listés ci-dessous sont fiables et crédibles ». La liste complète des institutions vérifiées se trouve en annexe I.

Dans le Rapport sur l'état de la Campagne du Sommet du Microcrédit de 2000, 78 institutions représentant les deux tiers des clients déclarés les plus pauvres ont vu leurs données vérifiées par une tierce personne. Cette année, nous avons vérifié les données de 284 institutions, représentant 80 % du total des clients déclarés les plus pauvres, soit 84 916 899 familles parmi les plus pauvres.

En date du 31 décembre 2007, 3 552 institutions de microfinance ont rapporté qu'elles desservaient 154 825 825 clients ayant un prêt en cours, dont 106 584 679 parmi les rangs des plus pauvres lorsqu'ils ont contracté leur premier emprunt.

Cette année, nous avons vérifié les données de 284 institutions, représentant 80 % du total des clients déclarés les plus pauvres, soit 84 916 899 familles parmi les plus pauvres.

⁹ Parmi ces 3 552 institutions, 861 ont envoyé leurs plans d'action institutionnels pour 2008. Les 2 691 institutions restantes nous ont envoyé leurs données les années précédentes et le secrétariat a inclus ces chiffres dans ce rapport.

¹⁰ *The Developing World is Poorer than We Thought, But No Less Successful in the Fight against Poverty*, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2008/08/26/000158349_20080826113239/Rendered/PDF/WPS4703.pdf

Tableau 3 : Résultat du processus de vérification entre 2000 et 2008

Année	Nombre d'institutions vérifiées	Nombre de clients les plus pauvres vérifiés	Pourcentage des clients déclarés les plus pauvres	Nombre total de clients déclarés les plus pauvres
2000	78	9 274 385	67	13 779 872
2001	138	12 752 645	66	19 327 451
2002	211	21 771 448	81	26 878 332
2003	234	35 837 356	86	41 594 778
2004	286	47 458 191	87	54 785 433
2005	330	58 450 926	88	66,614,871
2006	420	64 062 221	78	81 949 036
2007	327	79 181 635	85,2	92 922 574
2008	284	84 916 899	80	106 584 679

La croissance résultant des institutions qui ont établi un rapport pour la première fois

En 2001, 57,8 % de la croissance du nombre de clients pauvres desservis a été généré par des institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois.

Chaque année, la Campagne fait un effort délibéré pour inclure des institutions qui n'ont pas encore envoyé de plan d'action institutionnel à la Campagne. En 2001, 57,8 % de la croissance du nombre de clients pauvres desservis a été généré par des institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois. Une portion significative de cette croissance a toutefois été générée par la National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), qui avait connu un important développement au cours des quatre années précédentes.¹¹ Dans le rapport de cette année, 4,1 % de la

¹¹ La National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD/Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural) est l'une des deux grandes institutions qui ont été incluses pour la première fois dans le rapport 2001. La NABARD est une banque de développement apex indienne axée sur l'agriculture et le développement rural. La NABARD a joué un rôle central ces dix dernières années en tant que pionnière du mouvement des Groupes d'entraide (GE) en Inde, au sein desquels les femmes pauvres et très pauvres constituent elles-mêmes des groupes. Les membres des GE économisent, se prêtent de l'argent entre eux et effectuent également la gestion de leur groupe. Afin de renforcer leurs moyens financiers, les GE arrivés à maturité sont ensuite rattachés au système bancaire formel, dont le réseau de filiales s'étend à travers tout le pays. Bien que les clients de la NABARD aient été inclus pour la première fois dans le Rapport sur l'état de la Campagne du Sommet du Microcrédit en 2001, son nombre élevé de clients (l'ensemble des clients et les plus pauvres) est le résultat d'une croissance rapide du programme de NABARD lui-même.

Année	1997	1999	2001	2003	2005	2006	2007	2008
Total de clients	146 166	560 915	3 992 331	10 760 400	24 277 140	33 578 475	40 949 622	48 691 510
Clients les plus pauvres	58 613	224 927	1 600 925	8 608 300	19,421,070	26,862,780	32,759,697	38,953,208

Certains partenaires de la NABARD (banques et ONG) sont aussi membres de la Campagne du Sommet du Microcrédit et soumettent un plan d'action institutionnel. Afin d'éviter de les comptabiliser deux fois de suite, une partie des chiffres rapportés par ces agences ont été soustraits des chiffres de la NABARD. À la suite de ces calculs, le nombre total de clients de la NABARD s'élevait à 40 413 953, dont 32 331 163 faisaient partie des clients les plus pauvres lorsqu'ils ont débuté le programme. Ces calculs, qui ont tout d'abord été faits en 2002, ont été mis à jour en 2006. Les calculs mis à jour sont basés sur des données recueillies auprès des 66 plus importantes institutions d'Inde qui envoient un rapport à la Campagne (celles avec plus de 5 000 clients parmi les plus pauvres). Ces institutions ont indiqué le pourcentage de leurs groupes d'entraide qui était lié à une banque (c'est-à-dire inclus dans les chiffres de la NABARD). Sur la base de cette recherche, nous avons soustrait 17,051 % des chiffres de la NABARD pour procéder au calcul du nombre total de clients, de femmes clientes, de clients les plus pauvres et de femmes les plus pauvres.

croissance provient d'institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois.

Tableau 4 : Croissance du nombre de clients les plus pauvres provenant d'institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois

Année	Pourcentage de croissance annuelle provenant des institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois
2000	22
2001	57,8
2002	33,8
2003	27,5
2004	5,8
2005	6,6
2006	6,8
2007	4,1

La croissance des clients les plus pauvres desservis, de 7,6 millions fin 1997 à 106,6 millions fin 2007, représente un taux de croissance de 1 302 % sur une période de dix ans.

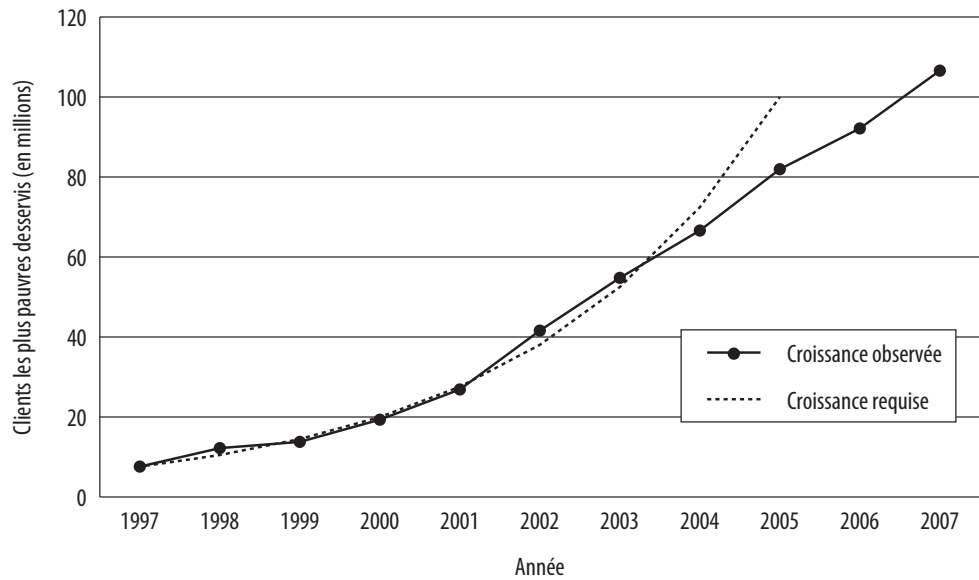
La croissance des clients les plus pauvres desservis, de 7,6 millions fin 1997 à 106,6 millions fin 2007, représente un taux de croissance de 1 302 % sur une période de dix ans.

Tableau 5 : Progrès de 1997 à 2007

Date	Nombre d'institutions ayant envoyé un rapport	Nombre total de clients desservis	Nombre de clients déclarés « les plus pauvres »
31/12/97	618 institutions	13 478 797	7 600 000
31/12/98	925 institutions	20 938 899	12 221 918
31/12/99	1 065 institutions	23 555 689	13 779 872
31/12/00	1 567 institutions	30 681 107	19 327 451
31/12/01	2 186 institutions	54 932 235	26 878 332
31/12/02	2 572 institutions	67 606 080	41 594 778
31/12/03	2 931 institutions	80 868 343	54 785 433
31/12/04	3 164 institutions	92,270,289	66,614,871
31/12/05	3 133 institutions	113 261 390	81 949 036
31/12/06	3 316 institutions	133 030 914	92 922 574
31/12/07	3 552 institutions	154 825 825	106 584 679

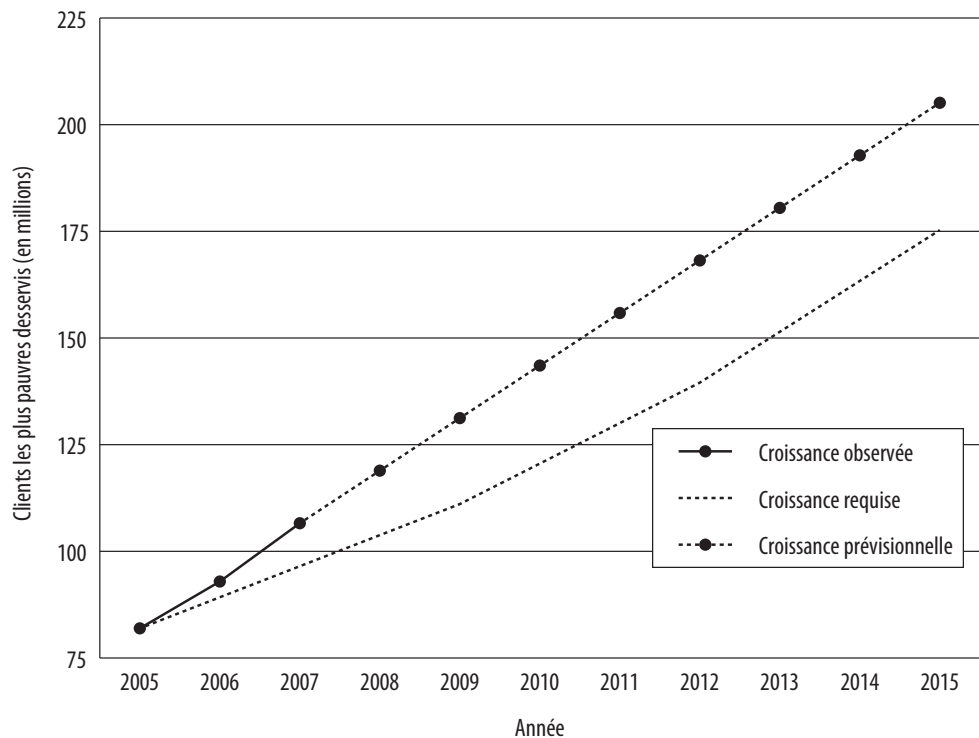
Le graphique 1 indique la courbe de croissance en termes de clients les plus pauvres desservis entre 1997 et 2007.

Graphique 1 : Courbe de croissance, 1997-2008



Le graphique 2 montre la croissance observée depuis 2005, la croissance projetée jusqu'en 2015, ainsi que la courbe de croissance nécessaire pour desservir 175 millions de clients les plus pauvres d'ici 2015.

Graphique 2 : Courbe de croissance 2005–2015



La répartition des clients par taille de l'institution

Parmi les 106,6 millions de clients les plus pauvres desservis en 2007, 94 millions (soit 88,2 %) reçoivent des services fournis par les 76 plus grandes institutions individuelles et les plus importants réseaux, qui desservent plus de 100 000 clients les plus pauvres chacun. Le tableau 6 présente les différences de taille des 3 552 institutions dont les données sont incluses dans ce rapport.

Tableau 6 : Institutions par taille

Taille de l'institution (en termes de clients les plus pauvres)	Nombre d'institutions	Nombre combiné de clients les plus pauvres	Pourcentage du total des plus pauvres
1 million ou plus	10	28 098 014	26,36
100 000 – 999 999	60	17 184 064	16,12
10 000 – 99 999	310	8 525 154	8,00
2 500 – 9 999	533	2 608 463	2,45
Moins de 2 500	2 633	1 454 464	1,36
Réseaux ¹²	6	48 714 520	45,70

Les clientes desservies

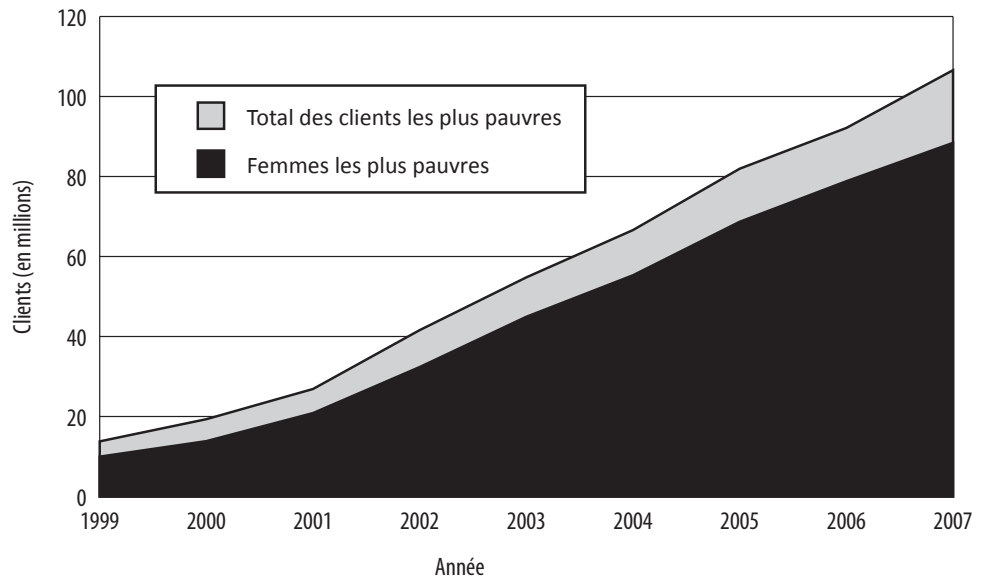
Parmi les 106,6 millions de clients les plus pauvres desservis à la fin de 2007, 83,2 %, soit 88,7 millions, sont des femmes. Du 31 décembre 1999 au 31 décembre 2007, le nombre de femmes très pauvres desservies est passé de 10,3 millions à 88,7 millions. Cela représente une augmentation de 764 %, ce qui signifie que 78 millions de femmes les plus pauvres de plus ont reçu des microprêts au cours des huit dernières années.

Parmi les 106,6 millions de clients les plus pauvres desservis à la fin de 2007, 83,2 %, soit 88,7 millions, sont des femmes.

¹² Inclut SERP, FWWB, NABARD, BRDB, ACCU et TNCDW.

Le graphique 3 présente la courbe de croissance du nombre de clientes les plus pauvres comparée au total des plus pauvres (tous sexes confondus)

Graphique 3 : Courbe de croissance du nombre de clientes les plus pauvres comparée au total des plus pauvres (tous sexes confondus)



L'utilisation d'outils de mesure de la pauvreté

Le plus grand défi de la Campagne du Sommet du Microcrédit est de combler le fossé qui existe entre son engagement, qui consiste à offrir des services aux familles les plus pauvres, et le nombre insuffisant de bons outils de mesure de la pauvreté en usage aujourd'hui.

55,4 % du total [des institutions ayant soumis un plan d'action], disaient utiliser un outil de mesure de la pauvreté différent d'une simple estimation.

Au début de l'an 2000, la Campagne a demandé aux opérateurs d'indiquer quels outils de mesure de la pauvreté ils utilisaient pour cibler ou identifier les clients les plus pauvres, le cas échéant. Parmi les institutions ayant envoyé un rapport cette année-là, les deux tiers (341 des 512 institutions ayant soumis un plan d'action en 2000) disaient utiliser un outil de mesure de la pauvreté différent d'une simple estimation. Cette année, 477 des 861 institutions ayant soumis un rapport, soit 55,4 % du total, disaient utiliser un outil de mesure de la pauvreté différent d'une simple estimation.

Les données régionales

Parmi les 3 552 institutions de microfinance ayant fourni un rapport, 935 se trouvent en Afrique sub-saharienne, 1 727 en Asie et dans la région du Pacifique, 613 en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Lorsqu'elle recueille des données régionales au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Europe de l'Est et en Asie centrale, de même qu'en Amérique du Nord, la Campagne du Sommet du Microcrédit inclut les données fournies par trois grandes institutions. Depuis 2006, ce rapport inclut donc les données de Sanabel sur le nombre total de clients au Moyen-Orient et Afrique du Nord, ainsi que les données du Microfinance Center (MFC) en Europe de l'Est et en Asie centrale et les données de l'Aspen Institute en Amérique du Nord. Ces données n'offrent pas d'information sur les clients les plus pauvres. Certaines institutions comprises dans ces données sont aussi membres de la Campagne du Sommet du Microcrédit et ont soumis leur plan d'action institutionnel. Afin d'éviter de les comptabiliser deux fois, les chiffres rapportés par ces agences ont été soustraits de ceux fournis par Sanabel, MFC et Aspen Institute. Les données du réseau de Sanabel incluent plus de 60 institutions parmi lesquelles 39 institutions ont envoyé un rapport à la Campagne. De plus, les données du MFC incluent plus de 100 institutions membres, parmi lesquelles 51 institutions ont envoyé un rapport à la Campagne, et celles de l'Aspen Institute incluent 30 institutions, parmi lesquelles 22 institutions ont envoyé un rapport à la Campagne.

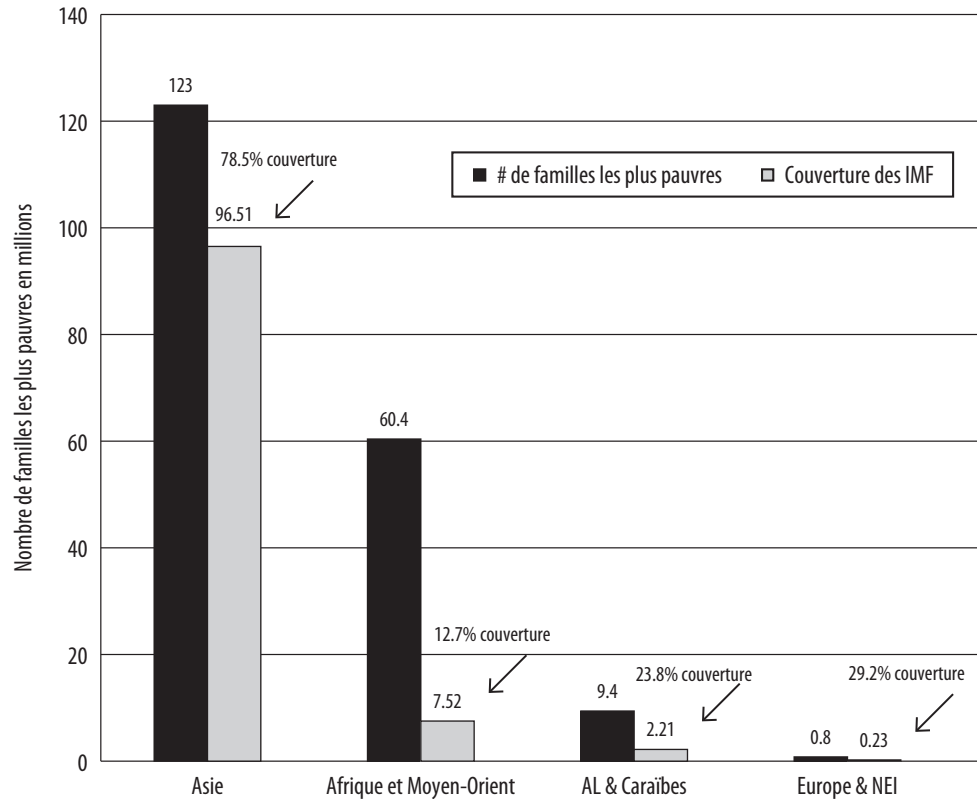
Parmi les 3 552 institutions de microfinance ayant fourni un rapport, 935 se trouvent en Afrique sub-saharienne, 1 727 en Asie et dans la région du Pacifique, 613 en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Table 7: Répartition régionale des données de la microfinance

Région	Nombre de programmes envoyant un rapport	Nombre total de clients en 2006	Nombre total de clients en 2007	Nombre de clients les plus pauvres en 2006	Nombre de clients les plus pauvres en 2007	Nombre de femmes les plus pauvres en 2006	Nombre de femmes les plus pauvres en 2007
Afrique sub-saharienne	935	8 411 416	9 189 825	6 182 812	6 379 707	4 036 017	3 992 752
Asie et Pacifique	1 727	112 714 909	129 438 919	83 755 659	96 514 127	72 934 477	82 186 663
Amérique latine & Caraïbes	613	6 755 569	7 772 769	1 978 145	2 206 718	1 384 338	1 450 669
Moyen-Orient et Afrique du Nord	85	1 722 274	3 310 477	755 682	1 140 999	621 111	890 418
Total des régions en développement	3 360	129 604 168	149 711 990	92 672 298	106 241 551	78 975 943	88 520 502
Amérique du Nord et Europe de l'Ouest	127	54 466	176 958	25 265	109 318	11 765	72 576
Europe de l'Est et Asie Centrale	65	3 372 280	4 936 877	225 011	233 810	142 873	133 815
Total des régions industrialisées	192	3 426 746	5 113 835	250 276	343 128	154 638	206 391
Total mondial	3 552	133 030 914	154 825 825	92 922 574	106 584 679	79 130 581	88 726 893

Le graphique 4 montre la relation entre le nombre de familles vivant dans un état de pauvreté absolue dans chaque région (c'est-à-dire ceux vivant avec moins de 1 \$US par jour PPA) et le nombre de familles les plus pauvres qui ont été desservies dans chaque région à la fin de 2007.

Graphique 4 : Répartition de l'accès à la microfinance par région¹³



La crise financière et la fluctuation des prix du pétrole et des produits alimentaires remettent en question la croissance de la microfinance

Ce rapport fournit de nouvelles informations sur la croissance du nombre de clients en 2007.

Ce rapport fournit de nouvelles informations sur la croissance du nombre de clients en 2007, une croissance qui s'est avérée robuste, comme elle l'a été ces dix dernières années. Cependant, la crise financière de 2008 et la flambée des prix des produits alimentaires et du pétrole laissent présager un ralentissement de l'expansion de la microfinance au cours des années 2008 et 2009.

¹³ Le graphique 4 compare la répartition régionale des services de microcrédit avec les données du rapport de la Banque mondiale, le World Development Indicators 2007, sur le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 1\$US par jour. Les années précédentes, ce graphique faisait référence au World Development Report 2000/2001 de la Banque mondiale. Les données de 200/2001 faisaient état de 1,2 milliards de personnes vivant avec moins de 1 \$US par jour. Celles de 2006 rendent compte de 986 millions de personnes vivant avec moins 1 \$US par jour dans les pays en voie de développement.

En vue de la publication d'une édition spéciale du bulletin d'information électronique du Sommet du Microcrédit, la Campagne a mené le 13 octobre 2008 une enquête auprès de 13 dirigeants de la microfinance sur cinq continents. Les questions suivantes ont été posées à quatre opérateurs en Asie, trois en Afrique, et trois en Amérique latine :

- 1) Comment votre IMF a-t-elle été affectée par la crise financière mondiale ou comment sera-t-elle affectée ? Si elle est déjà affectée, que faites-vous pour faire face à ce problème ?
- 2) Comment votre IMF est-elle affectée par la hausse des prix de la nourriture et du carburant ? Quelles mesures vous ou vos clients avez-vous prises pour relever ces défis ?

De plus, on a posé à trois gestionnaires d'investissement les questions suivantes : « En tant qu'investisseur dans le secteur de la microfinance, comment pensez-vous que la crise financière mondiale va affecter le travail de votre institution ? Si l'impact est négatif, quelles mesures avez-vous mis en oeuvre pour le contrecarrer ?

Étant donné les changements rapides des conditions dans ces domaines, la Campagne s'est rendu compte que les réponses à son questionnaire ne représentaient qu'un aperçu de la situation à un moment précis. Nous avons cependant rapidement expédié et transmis les réponses reçues à des milliers de membres de la Campagne pour qu'ils puissent informer les IMF et les autres acteurs concernés des défis existants et des moyens d'y faire face.

Certaines thématiques se sont retrouvées dans toutes les réponses. Plusieurs des répondants ont affirmé avoir déjà été témoins de la hausse des coûts et de l'assèchement des fonds d'emprunt des marchés commerciaux. « Au cours de l'année à venir, l'industrie de la microfinance connaîtra une crise de liquidités car la plupart des plus grandes IMF reçoivent la majorité de leur financement d'investisseurs internationaux, indique le directeur du Groupe de développement communautaire à la Deutsche Bank, Asad Mahmood. La mise sur le marché d'importants fonds a dû être reportée parce que les taux ont atteint des niveaux inabordables pour les IMF. Avant la crise du crédit, les tranches triple A étaient échangées à taux de base de 150 points au dessus du London Interbank Offered Rate (LIBOR). Elles s'élèvent maintenant aux alentours de 500 points au-dessus du LIBOR ».

Le directeur du Centre de microfinance globale de Citigroup, Robert Annibale, corrobore ces faits. « L'hypothèse selon laquelle le secteur de la microfinance n'est pas étroitement lié à l'économie formelle est de plus en plus remise en question. La multiplication de nouvelles structures de dettes garanties pour la microfinance a virtuellement disparu. Les risques de change associés aux emprunts non couverts sont maintenant considérables, car de nombreuses monnaies locales ont été dévaluées de façon significative. Les primes de risque des pays et les fourchettes de taux locaux, y compris ceux des IMF, ont augmenté parce que les investisseurs veulent prendre moins de risques. Plusieurs pays ont assisté à une réduction des liquidités de leurs banques domestiques et à une détérioration de la performance de remboursement des clients des banques ».

L'hypothèse selon laquelle le secteur de la microfinance n'est pas étroitement lié à l'économie formelle est de plus en plus remise en question.

– Robert Annibale

Plusieurs dirigeants d'IMF ont mentionné l'effet négatif que le resserrement du crédit pouvait avoir sur les taux de remboursement

Compte tenu de cette nouvelle conjoncture, plusieurs dirigeants d'IMF ont mentionné l'effet négatif que le resserrement du crédit pouvait avoir sur les taux de remboursement. Selon le directeur général de SHARE en Inde, Udaia Kumar, l'accès de SHARE au financement s'est resserré en raison de la baisse des liquidités affectant les banques et les autres institutions financières. « Alors « qu'en principe » SHARE a des sanctions jusqu'à 155,6 millions de \$US avec des taux d'intérêts plus faibles, nous nous retrouvons dans une situation singulière où les banques et les institutions financières essaient d'introduire de nouvelles clauses telles une augmentation exorbitante des taux d'intérêt et une exigence de garanties personnelles de la part de nos directeurs, ce qui empêche SHARE d'utiliser les fonds. Pour les IMF en Inde, particulièrement pour SHARE, la situation est alarmante puisqu'elle affecte notre crédibilité et met en péril la confiance que nous avons mise vingt ans à construire auprès de nos clients. Cela pourrait notamment amener nos clients à ne pas rembourser leurs prêts à temps... À l'heure actuelle, la relation de SHARE avec ses clients est bonne ».

Mais pendant que de nombreuses IMF sont incapables de mobiliser l'épargne et ne peuvent donc pas prêter ces fonds aux clients (comme il est d'usage pour les banques), certaines le peuvent. L'organisation Amhara Credit and Savings Institution (ACSI), en Éthiopie, est l'une de celles-ci. Le directeur général d'ACSI, Mekonnen Yelewem Wessen, a avancé : « Les disparités des échéances des instruments peuvent mener à des retraits massifs des déposants en faveur des banques qui entraîneraient vers la crise une IMF même économiquement viable. Comme la crise s'est déjà répercutée dans le monde, ACSI et ses régulateurs doivent y répondre par des solutions adéquates ».

Selon la directrice exécutive de Organizacion de Desarrollo Empresarial Femenino (ODEF) au Honduras, Santa Isabel d'Euceda, la récession mondiale a eu un impact sur ses clients et son institution. « Une grande part de notre clientèle vit dans des régions dominées par les industries d'assemblage. Ce secteur d'activité a été l'un des premiers à ressentir les effets de la crise, les produits de ces industries étant exportés vers les États-Unis. La crise a entraîné des baisses de revenus et des licenciements, diminuant les ventes des micro et petites entreprises auprès desquelles ces ouvriers se ravitaillent. Les emprunteurs locaux ont alors du mal à rembourser leurs emprunts et nous avons dû apporter des ajustements aux emprunts existants », a-t-elle commenté.

La crise des denrées et du pétrole a affecté directement nos clients et a eu un impact plus immédiat sur la vie de nos clients que la crise financière.
– Carmen Velasco

La directrice exécutive de Pro Mujer en Bolivie, Carmen Velasco, a également été en mesure de constater les importantes conséquences qu'a eu la récession, particulièrement sur la montée des prix de la nourriture. « La crise des denrées et du pétrole a affecté directement nos clients et a eu un impact plus immédiat sur la vie de nos clients que la crise financière. Le ralentissement économique peut créer un cercle vicieux. Comme les clients génèrent moins de revenus, ils doivent réduire leurs achats de nourriture. Cela se répercutera bientôt de façon dangereuse sur les niveaux d'alimentation, par-dessus tout pour les enfants ».

Mme Velasco a à son tour constaté une augmentation du nombre de personnes vivant avec 1 \$US à 2 \$US par jour et a décidé de saisir l'occasion de desservir ces clients potentiels. Cependant, plusieurs autres dirigeants ont préféré ralentir leur croissance pendant cette période. La présidente de Kashf au Pakistan, Roshaneh Zafar, a plutôt annoncé que l'institution reverrait à la baisse ses plans de croissance « de 500

000 à 350 000 ». Mme Zafar a aussi évoqué une augmentation des coûts d'opération de Kashf. « Une étude récente menée auprès de notre personnel a révélé que 50 % de notre personnel actuel n'est pas satisfait de l'échelle salariale et s'attend à des ajustements en fonction du coût de la vie », a-t-elle dit. Selon elle, une IMF peut entreprendre plusieurs actions dans le contexte actuel: « 1) être prudent et croître lentement pendant cette période, 2) maintenir des relations étroites avec les clients, 3) analyser les façons d'accroître la productivité pour palier à la montée des prix, 4) améliorer la conformité générale et le suivi, et 5) maintenir un niveau de liquidités suffisantes ».

Certains opérateurs subissaient déjà les effets de la crise financière et les autres s'y préparaient. Ces difficultés, auxquelles s'ajoute la fluctuation des prix de la nourriture et du carburant, requièrent des intervenants du secteur de la microfinance des réflexions et solutions innovatrices. Pour consulter le Bulletin d'information électronique d'octobre 2008, dans lequel vous trouverez plus d'information sur ce sujet, visitez le site www.microcreditsummit.org

Les rencontres régionales de 2008 et suivantes

La Campagne du Sommet du Microcrédit organise les plus importantes conférences régionales et mondiales dans le domaine de la microfinance. Ces conférences, qui rassemblent des opérateurs, des partisans, des bailleurs de fonds, des banques, des organisations non gouvernementales et d'autres intervenants, visent à promouvoir les meilleures pratiques et à catalyser les efforts en vue de l'atteinte de nos objectifs (voir tableau 8). Ces sommets constituent des éléments essentiels d'une stratégie à long terme visant à utiliser la microfinance comme un moyen efficace pour éradiquer la pauvreté à l'échelle mondiale. En présentant des programmes innovateurs à un grand nombre d'intervenants, les sommets permettent de disséminer plus rapidement les innovations. L'engagement de la Campagne envers les personnes très pauvres et le travail qu'elle a réalisé en matière de mesure des niveaux de pauvreté, tel que décrit ci-dessus, illustrent les efforts de rassemblement de la Campagne effectués lors des sommets régionaux et globaux.

La Campagne a organisé en 2008 le douzième sommet de sa série de conférences mondiales et régionales. Plus de 900 délégués de 50 pays ont participé au sommet régional du Microcrédit Asie – Pacifique, qui s'est tenue à Nusa Dua, à Bali, en Indonésie, du 28 au 30 juillet 2008. Lors de la préparation du sommet, la Campagne a collaboré avec Gema PKM, un réseau national de microfinance, et de la Banque d'Indonésie. Le programme comprenait six sessions plénières, 24 ateliers de travail, plus d'une douzaine de sessions connexes et des formations de quatre jours. Interrogés sur leur appréciation de l'événement, 75 % des répondants ont estimé que les sessions plénières du Sommet étaient « excellentes » ou « bonnes », et plus de 80 % ont évalué les ateliers de façon identique. La Campagne a accueilli de hauts dignitaires tels le président de l'Indonésie, Susilo Bambang Yudhoyono, la première dame d'Indonésie, Ani Yudhoyono, le lauréat du Prix Nobel, Muhammad Yunus, l'ex-président du Pérou, Alejandro Toledo, et le chef de la Banque d'Indonésie, le gouverneur Boediono. La conférence a permis au président Yudhoyono et au professeur Yunus de se rencontrer pour parler de l'engagement du gouvernement indonésien à faire progresser le secteur de la microfinance en Indonésie. Le Sommet a aussi permis de lancer MFTransparency [Voir encadré 5].

Ces conférences, qui rassemblent des opérateurs, des partisans, des bailleurs de fonds, des banques, des organisations non gouvernementales et d'autres intervenants, visent à promouvoir les meilleures pratiques et à catalyser les efforts en vue de l'atteinte de nos objectifs

Ces sommets constituent des éléments essentiels d'une stratégie à long terme visant à utiliser la microfinance comme un moyen efficace pour éradiquer la pauvreté à l'échelle mondiale.

Le prochain sommet régional se tiendra à Cartagena, en Colombie, du 8 au 10 juin 2009.

Le prochain sommet régional se tiendra à Cartagena, en Colombie, du 8 au 10 juin 2009. Le président de la Colombie, Álvaro Uribe, et le lauréat du Prix Nobel, Muhammad Yunus, accompagnés de 1 000 délégués en provenance de 35 pays, participeront au Sommet du Microcrédit Amérique latine – Caraïbes. Ce Sommet, le 13ème de la série de conférences régionales et mondiales organisées par la Campagne, sera co-organisé avec Banca de las Oportunidades, une organisation nationale colombienne qui a pour mission de faciliter le développement du secteur national de la microfinance. Lors de ce Sommet, les délégués pourront participer à un large éventail de sessions plénières, d’ateliers de travail, de cours d’une journée et de réunions de comités où seront invités des experts en microfinance d’Amérique latine et des Caraïbes. Pour plus d’informations, visitez le site Internet de la Campagne à l’adresse www.microcreditsummit.org

Tableau 8 : Liste des sommets passés et des sommets à venir

Année, lieux	Sommet	Participants
1997 Washington, États-Unis	Sommet du microcrédit	2 900 délégués de 137 pays
1998 New York, États-Unis	Rencontre globale des conseils	1 000 délégués de 107 pays
1999 Abidjan, Côte d’Ivoire	Rencontre globale des conseils	600 délégués de 85 pays
2000 Harare, Zimbabwe	Sommet régional du Sommet du microcrédit Afrique – Moyen Orient	580 délégués de 50 pays
2001 Puebla, Mexique	Sommet régional du Sommet du microcrédit Amérique latine – Caraïbes	600 délégués de 34 pays
2001 New Delhi, Inde	Sommet régional du Sommet du microcrédit Asie – Pacifique	660 délégués de 32 pays
2002 New York, États-Unis	Sommet du microcrédit + 5	2 000 délégués de 100 pays
2004 Dhaka, Bangladesh	Rencontre régionale du Sommet du microcrédit Asie – Pacifique	1 200 délégués de 47 pays
2004 Amman, Jordanie	Sommet régional du Sommet du microcrédit Afrique – Moyen Orient	650 délégués de 75 pays
2005 Santiago, Chili	Sommet régional du Sommet du microcrédit Amérique latine – Caraïbes	1 100 délégués de 38 pays
2006 Halifax, Canada	Sommet global du microcrédit	2 000 délégués de 110 pays
2008 Bali, Indonésie	Sommet régional du Sommet du microcrédit Asie – Pacifique	900 délégués de 50 pays
2009 Cartagena, Colombie	Sommet régional du Sommet du microcrédit Amérique latine – Caraïbes	Sommet à venir
2010 À déterminer	Sommet régional du Sommet du microcrédit Afrique – Moyen Orient	Sommet à venir
2011 À déterminer	Sommet global du microcrédit	Sommet à venir

Conclusion

L'objectif de notre assemblée est de lancer une campagne mondiale visant à offrir à 100 millions des familles les plus pauvres au monde, particulièrement aux femmes de ces familles, du crédit et d'autres services financiers et commerciaux leur permettant de mettre sur pied une entreprise individuelle d'ici la fin de 2005. Nous nous engageons à développer des institutions durables qui aideront les femmes très pauvres et leurs familles à s'affranchir avec dignité de la pauvreté.

Déclaration de soutien du Sommet du Microcrédit, 1997

La Campagne du Sommet du Microcrédit, une initiative de la société civile, a adopté un objectif ambitieux et téméraire que certains appellent un bee-hag ou « Big Hairy Audacious Goal » dans le monde des affaires. Elle a pris cet engagement parce qu'elle estime que les pauvres sont capables d'utiliser les services financiers dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et qu'elle fait confiance aux institutions qui servent les pauvres. L'objectif d'atteindre 100 millions de familles les plus pauvres du monde d'ici 2005 était relativement ambitieux ; pourtant, nous avons réussi à relever ce défi. Lors du premier sommet du microcrédit, les représentants de plus de 1 500 institutions ont endossé la déclaration de soutien, s'engageant ainsi à desservir 100 millions de familles les plus pauvres.

Aujourd'hui, en observant le travail accompli, nous sommes à même d'apprécier les progrès extraordinaires qui ont été réalisés dans le secteur de la microfinance. Lorsque le premier Sommet du Microcrédit a été planifié en août 1995, il ne s'était jamais tenu une rencontre d'une telle ampleur dans le secteur de la microfinance. Près de trois milles délégués de plus de 130 pays allaient se réunir. La plus grande rencontre de cette nature avant ce sommet avait rassemblé moins de mille délégués et attiré peu d'institutions, vu que les représentants de la société civile n'opéraient pas encore dans le secteur de la microfinance. Lorsque le sommet a été planifié il y a plus de treize ans, les Nations Unies n'avaient pas encore déclaré que l'année 2005 serait l'année internationale du microcrédit. L'assemblée générale des Nations Unies l'annoncera en 1998, soit un an après la tenue du premier sommet, en guise de soutien au sommet et à son objectif de 2005. Les branches philanthropiques des banques commerciales étaient très engagées dans le sommet de 1997, mais ce n'était pas le cas des banques elles-mêmes vu que la microfinance n'était pas encore perçue comme une activité rentable en matière d'investissement commercial. Neuf ans plus tard, lors du Sommet global d'Halifax au Canada, les banques commerciales étaient présentes et leurs investissements dans le secteur de la microfinance étaient en pleine croissance.

Lors de la planification du premier sommet en 1995, peu d'entre nous auraient pensé que Muhammad Yunus et la Grameen Bank recevraient le Prix Nobel de la paix, 11 ans plus tard. En 1995, l'objectif de fournir du microcrédit à 100 millions de familles les plus pauvres du monde n'avait pas encore été lancé. Lors des discussions préliminaires, bon nombre d'intervenants avaient des appréhensions face à cet ambitieux objectif. Le nombre de familles les plus pauvres ayant reçu du microcrédit était estimé à 8 millions en 1997. Un recensement officiel effectué l'année suivante a

Lors de la planification du premier sommet en 1995, peu d'entre nous auraient pensé que Muhammad Yunus et la Grameen Bank recevraient le Prix Nobel de la paix, 11 ans plus tard.

Les opérateurs de la microfinance, qui avaient longtemps travaillé dans l'ombre, sentaient enfin que leur travail était reconnu et qu'il avait enfin gagné ses lettres de noblesse.

Le secteur de la microfinance doit continuer à relever le défi et continuer à réaliser son plein potentiel en tant que stratégie de réduction de la pauvreté et, en particulier, sa capacité à enrayer la pauvreté extrême.

révélé que le nombre de familles très pauvres bénéficiant d'un microprêt s'élevait à 7,6 millions. Aujourd'hui, l'objectif de 100 millions de familles les plus pauvres a été dépassé ; ce qui représente une augmentation entre 1997 et 2007 de presque 14 fois le nombre de personnes desservies.

L'ampleur de tels résultats prend tout son sens dans la vie des clientes et de leurs familles. L'histoire de la vie de l'une des 106,6 millions de clients, celle de Pentamma, nous donne un aperçu de la centaine de millions de vies qui ont été transformées. Cette histoire (décrite ci-dessous) est extraite et adaptée du livre de Dana Whitaker, intitulé *Transforming Lives \$40 at a Time*.

Avant de rejoindre SKS, un programme de microfinance en Inde, Pentamma, une Dalit ou « intouchable », gagnait 45 centimes de dollars lorsqu'elle trouvait du travail comme ouvrière. Son mari gagnait également 65 centimes en tant qu'ouvrier. Vivant avec leurs deux enfants dans une maison avec un toit de paille troué par endroit, ils n'avaient ni eau ni électricité.

Afin de se qualifier pour son premier prêt, Pentamma devait apprendre à écrire son nom. Elle devait passer un test à cet effet devant le directeur de l'agence locale, ainsi que d'autres femmes de son groupe, sous le regard indiscret d'autres personnes. On lui remit un stylo et une feuille de papier. Elle respira profondément et maladroitement plaça le stylo entre ses doigts. Elle posa la bille du stylo sur la feuille devant elle et commença lentement à écrire. Elle s'arrêta un instant, vérifia ce qu'elle avait inscrit sur sa feuille de papier puis réajusta le stylo. Les inscriptions de Pentamma devinrent de plus en plus larges en s'orientant vers le bas de la feuille, mais elle continua à écrire jusqu'à ce qu'elle eut tracé la dernière courbe de la dernière lettre. À l'âge de 25 ans, Pentamma venait d'accomplir ce que d'autres plus fortunés qu'elle pouvaient accomplir à l'âge de 4 ou 5 ans. Cette « intouchable » analphabète venait tout juste d'écrire son nom. C'était le seul mot qu'elle pouvait écrire mais c'était suffisant. Le directeur d'agence donna son approbation et tout le monde applaudit.

Tout comme le directeur d'agence avait reconnu la compétence de Pentamma et celle d'autres femmes ce jour-là, le Sommet du Microcrédit a reconnu les opérateurs, les clients et tout le secteur de la microfinance. La reine d'Espagne et la reine de Belgique, les présidents et les premiers ministres de cinq pays, de même que les premières dames de quatre autres pays étaient présents lors de ce premier sommet. Les opérateurs de la microfinance, qui avaient longtemps travaillé dans l'ombre, sentaient enfin que leur travail était reconnu et qu'il avait enfin gagné ses lettres de noblesse.

Pentamma utilisa son premier emprunt pour acheter un buffle des Indes qui produisait six litres de lait par jour. Elle vendait cinq litres et utilisait le dernier pour nourrir ses enfants. Elle utilisait ses profits pour acheter des aliments plus nutritifs pour sa famille. En tant qu'« intouchables », Pentamma et ses enfants étaient destinés à une vie de pauvreté et de misère, jusqu'à ce qu'elle découvre la microfinance.

La croissance de ce secteur, est non seulement importante, mais considérable. Cependant, la croissance seule ne suffit pas. Le secteur de la microfinance doit continuer à relever le défi et continuer à réaliser son plein potentiel en tant que stratégie de réduction de la pauvreté et, en particulier, sa capacité à enrayer la pauvreté

extrême. Il doit reconnaître que son travail va au-delà de l'offre de services financiers. Pendant que certaines IMF offrent des services financiers uniquement, d'autres permettent aux enfants de parents analphabètes d'aller à l'université ; aux habitants des bidonvilles d'avoir une maison dans une ville nouvelle ; aux familles qui n'ont connu que des maladies une santé plus solide, pour la première fois de leur vie.

L'engagement de passer de 7,6 millions de familles très pauvres bénéficiant d'un microprêt en 1997 à 100 millions de familles en l'espace de neuf ans, est comparable à l'annonce faite par le président des États-Unis, John F. Kennedy, d'envoyer un homme sur la lune en l'espace d'une décennie. Ni Kennedy, ni les scientifiques ne savaient comment réaliser un tel objectif, tout comme le secteur de la microfinance ignorait ce qu'il lui faudrait faire pour atteindre son objectif. Y aurait-il une flambée imprévisible du nombre de groupes d'entraide en Inde et d'autres groupes semblables en Afrique ? La croissance se concentrerait-elle principalement dans le sud de l'Asie et serait-elle plus modeste dans d'autres régions ?

Tout en célébrant l'atteinte de l'objectif visant à fournir du microcrédit à 100 millions de personnes parmi les plus pauvres, la communauté internationale gagnerait à écouter les paroles de l'ancien éditeur du New York Times, A.M. Rosenthal. Le monde entier doit reconnaître que nous contribuons tous « au bel accomplissement, au grand envol » dont parle M. Rosenthal en faisant allusion aux premiers pas de l'homme sur la lune. Comme il l'explique dans un autre contexte, les réalisations des clientes et du personnel de la microfinance sont aussi « inspirées par les plus nobles aspirations humaines ». Il s'agit d'une rare occasion pour nous de faire l'expérience d'une humanité qui s'aime elle-même.

Il s'agit d'une rare occasion pour nous de faire l'expérience d'une humanité qui s'aime elle-même.

Remerciements

Cette année encore, la Campagne du Sommet du Microcrédit a bénéficié de la collaboration de plus de mille personnes et institutions, qui ont contribué à la réalisation de ce rapport sur l'état de la Campagne du Sommet du Microcrédit. Plus de 861 institutions de microfinance ont présenté un plan d'action institutionnel en 2008, dont vous trouverez la liste en annexe III, accompagnée de celle des non opérateurs ayant aussi soumis un plan d'action. Sans ces individus et ces institutions, particulièrement les opérateurs, la production de ce rapport aurait été impensable.

Plus que jamais, les réseaux d'institutions ont joué un rôle primordial dans la production de cet ouvrage en facilitant la collecte des données auprès de leurs membres et affiliés. Vu le nombre de réseaux qui nous ont apporté leur soutien cette année, nous en avons établi la liste de même que celle des institutions clés dans la note 1 qui se trouve à la fin de cet ouvrage. Même si cette liste est devenue trop longue pour pouvoir l'inclure ici, nous n'en sommes pas moins reconnaissants envers tous nos partenaires pour leur concours. Nous sommes également reconnaissants envers les institutions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui accueillent notre personnel régional lors de nos rencontres de coordination. Ces rencontres sont primordiales pour la collecte des plans d'action. Le processus de vérification constitue un autre élément essentiel de ce rapport. Plus de 180 personnes et institutions y ont contribué, dont les noms se trouvent en annexe II. Sans eux, aucune institution n'aurait pu faire l'objet d'une vérification.

Les employés et les stagiaires du Sommet du Microcrédit ont passé de nombreuses heures à recueillir, revoir et interpréter les données recueillies. Ils ont rejoint au téléphone des opérateurs de partout dans le monde et ont revu les nombreuses ébauches de ce rapport. Je remercie en particulier Melanie Eltz, Jessica Massie, Lisa Stein, Armando Boquín et Dr. D.S.K. Rao pour leur contribution inégalable au rapport de cette année. Je tiens également à souligner l'apport de l'équipe actuelle de la Campagne, composée de Jeff Blythe, Rob Driscoll, Kathryn Gelder, Kate McElligott, Peter Olivier, Sangita Sigdya ; et les anciens membres de l'équipe, Anna Awimbo, Michelle Gomperts, Brian McConnell, Felicia Montgomery et Elizabeth Wanlund. Chaque année, Shiela Rao apporte une contribution essentielle à ce rapport et je l'en remercie. Cette année, nos stagiaires ont joué aussi un rôle important dans notre campagne téléphonique : à cet effet, je tiens à remercier Martin do Nascimento, Fatou Coulibaly, Claire Blackburn et Jeffrey Matu. Mélanie Beauvy (S&B International) et Martha Martinez ont traduit ces rapports, en français et espagnol respectivement, pour presque dix ans et nous les remercions pour leur contribution à cet effort. J'aimerais aussi remercier Jean-François Tardif pour réviser le rapport français.

Je remercie aussi Heather Stein, de RESULTS, qui a révisé différentes versions de ce manuscrit, de même que Eliot Daley, Shannon Daley-Harris, et particulièrement Alex Counts pour leurs commentaires. Dipal Chandra Barua, Alex Counts, Dr. Steven Funk, Ingrid Munro et Chuck Waterfield nous ont fait bénéficier de leur expertise en écrivant une section spéciale ou en acceptant d'être interviewé. Leur contribution nous a permis d'améliorer ce rapport de façon substantielle.

De nombreux donateurs croient en la mission du Sommet du Microcrédit. Nous tenons particulièrement à remercier les individus et les institutions dont les noms figurent sur la couverture arrière de ce rapport. Sans leur soutien financier, nous ne pourrions pas atteindre nos audacieux objectifs.

Après plus de dix ans d'efforts constants, le rapport 2008 célèbre la réalisation d'un rêve, qui a débuté avec la rédaction d'un article de six pages présenté par John Hatch, fondateur de FINCA, à la conférence internationale de RESULTS/RESULTS Educational Fund en 1994. Cet article réclamait la tenue d'un Sommet du Microcrédit. Trois des membres du conseil d'administration de RESULTS/RESULTS Educational Fund, soit John Hatch, Muhammad Yunus et moi-même, ont tenu à réaliser ce rêve.

Le comité organisateur du Sommet du microcrédit, composé de douze membres, a adhéré à cette idée et s'est consacré au lancement de ce mouvement. Ces douze personnes sont Bill Foege, ex-directeur du Centre Carter ; Ismail Serageldin, ex-vice-président de la Banque mondiale ; Margaret Catley-Carlson, ex-présidente du Population Council ; Kathy Waldron, ex-vice-présidente de Citicorp ; Ellen Johnson Sirleaf, ex-administratrice adjointe du PNUD et actuellement présidente du Liberia ; Wakako Hironaka, membre de la Chambre japonaise des conseillers ; ainsi que les leaders des institutions suivantes : Nancy Barry, ex-présidente de Women's World Banking ; Ela Bhatt, fondateur de SEWA ; Michael Chu, ex-président de ACCION ; Connie Evans, fondatrice de Women's Self-Employment Project ; John Hatch, fondateur de FINCA, et Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank.

Les premiers commanditaires du Sommet du microcrédit de 1997 ont été Citicorp Foundation (aujourd'hui Citi Foundation), MasterCard International, Monsanto Fund et Charles Stewart Mott Foundation. D'autres sommes d'argent se sont par la suite ajoutées à leurs dons initiaux au cours des dix années suivantes. Pendant cette période, les organisations suivantes ont chacune contribué plus de 1 million de dollars au développement de la Campagne: Citi Foundation, Monsanto Fund, la Charles Stewart Mott Foundation et la Summit Foundation.

De nombreuses autres personnes ont contribué au succès de la Campagne, mais les personnes et institutions suivantes ont joué un rôle essentiel dans son lancement : l'organisatrice de la conférence, Kathy Morrell ; notre première directrice du personnel, Ayala Sherbow et son équipe de 11 jeunes chevaliers luttant pour mettre fin de la pauvreté ; mon mentor à vie, Dave Ellis, et ma femme Shannon Daley-Harris. En posant les premiers jalons de ce mouvement, ces personnes nous ont permis de voir les fruits d'un tel labeur. Le monde leur doit beaucoup et je les remercie du fond du cœur.

Je remercie également tous ceux qui ont contribué au succès de la Campagne ainsi qu'à la réalisation de ce rapport annuel. Je remercie enfin toute personne que j'aurais omise sans m'en rendre compte. Finalement, j'assume la responsabilité de toute étincelle d'excellence ou de toute erreur que pourrait comporter ce rapport.

Sam Daley-Harris
Princeton, NJ, Etats-Unis
18 novembre 2008

Note de fin d'ouvrage 1 : Institutions et réseaux qui ont aidé à la collecte des plans d'action institutionnels

Nom	Pays
Microfinance Investment Support Facility for Afghanistan (MISFA)	Afghanistan
Banking with the Poor Network	Australie
Foundation for Development Cooperation	Australie
Credit and Development Forum (CDF)	Bangladesh
Grameen Trust	Bangladesh
Palli Karma Sahayak Foundation (PKSF)	Bangladesh
Red Financiera Rural	Equateur
Sanabel - Microfinance Network for the Arab Countries	Egypte
Alianza para el Desarrollo de la Microempresa (ALPIMED)	El Salvador
Red de Instituciones de Microfinanzas de Honduras (REDMICROH)	Honduras
Access Development Services	Inde
Friends of Women's World Banking (FWWB)	Inde
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD)	Inde
Gema PKM Indonesia	Indonésie
Association of Microfinance Institutions Kenya (AMFI)	Kenya
Joint Consultative Council	Namibie
Rural Microfinance Development Centre Ltd. (RMDC)	Népal
Asociación Nicaragüense de Instituciones de Microfinanzas (ASOMIF)	Nicaragua
Red Centroamericana de Microfinanzas (REDCAMIF)	Nicaragua
Lift Above Poverty Organization (LAPO)	Nigéria
Pakistan Microfinance Network (PMN)	Pakistan
Pakistan Poverty Alleviation Fund (PPAF)	Pakistan
Consortio de Org. Privadas de Promocion a la Pequeña y Microempresa de Peru	Pérou
Alliance of Philippine Partners in Enterprise Development	Philippines
Microfinance Center for Central and Eastern Europe and the Near East	Pologne
FINCA International	Etats-Unis
Grameen Foundation	Etats-Unis
Opportunity International	Etats-Unis
PLAN International	Etats-Unis
Pro Mujer / Pro Women International	Etats-Unis
Save the Children Federation	Etats-Unis
UNITUS, Global Catalyst for Microfinance	Etats-Unis
World Relief	Etats-Unis
Zimbabwe Association of Microfinance Institutions (ZAMFI)	Zimbabwe

Note de fin d'ouvrage 2 : Suite de l'interview avec Ingrid Munro

Nous avons donc décidé de chercher un terrain dans le sud de la ville, où se trouve la majorité des développements actuels. Nous avons trouvé un bon terrain à un prix abordable. Avant de l'acheter, nous nous sommes assurés d'avoir l'autorisation de transformer les terres agricoles en complexe résidentiel et commercial. Le propriétaire antérieur ayant reçu ce permis en janvier 2002, nous avons donc acheté le terrain le mois suivant.

Nous avons commencé à faire des plans avec nos membres. Nous avons fait beaucoup de croquis, car bientôt cette ville, dont nos membres rêvaient, allait être construite. C'est sans aucun doute la première fois que des pauvres vivant dans un bidonville ont eu la chance de concevoir leur propre ville. À la fin de 2002, nous avons érigé une usine sur notre terrain et avons commencé à fabriquer des matériaux de construction. Ce sont nos membres qui ont obtenu les emplois dans cette usine et ont commencé à produire les briques destinées à la construction d'édifices et les tuiles des toitures.

CSM : D'où est venu l'argent utilisé pour l'achat du terrain et la construction de l'usine ?

Munro : Nous avons contracté un emprunt auprès d'une fondation norvégienne, la fondation Strømme. C'était notre premier crédit - un petit crédit - et nous avons aussi contracté quelques emprunts auprès de particuliers de Nairobi, des hommes d'affaires intrigués par ce projet.

Dès la seconde moitié de l'année 2003, les plans de la ville et des maisons étaient prêts. Nous avons embauché un spécialiste pour faire l'analyse du sol. À la fin de l'année 2003, nous avons produit beaucoup de matériaux de construction, nous avons foré un puits pour l'eau potable et nous avons présenté les plans de notre nouvelle ville aux autorités locales, les membres conseil du comté. Cela leur a pris du temps pour traiter notre projet parce qu'ils ne croyaient pas que des pauvres pourraient construire des maisons solides et en prendre soin. Ils ont été surpris au début, mais il y avait un bon planificateur urbain dans le conseil du comté, une jeune femme très intelligente, et

elle a compris. Elle était très intéressée et elle a appuyé le projet.

Dès juin 2004, la construction a été autorisée. Légalement, nous devions rendre le projet public et annoncer qu'il avait été examiné par le conseil du comté afin d'inviter toute personne ayant des objections à se manifester. Les premières objections sont arrivées à la mi-2004. Les personnes qui s'objectaient à notre projet croyaient que notre ville empêcherait la migration du gnou du parc national de Nairobi. Elles pensaient aussi que nos membres, des pauvres des bidonvilles, pourraient générer des problèmes d'insécurité et que la population Maasai locale s'opposerait à ce que d'autres groupes ethniques comme les Kikuyu, les Luo et les Kalenjin, vivent dans une nouvelle ville voisine.

Mais en réalité, la migration du gnou s'est arrêtée il y a 20 ans dans cette région à cause du développement de Nairobi, la capitale. C'est d'ailleurs à cause du développement urbain de la région que nous avons acheté le terrain à cet endroit. On nous a demandé de commander une évaluation d'impact sur l'environnement, ce que nous avons fait. Pour réaliser ce type d'évaluation, vous devez choisir un consultant à partir d'une liste d'experts réputés en environnement qui doit être approuvée par la NEMA. Nous avons choisi les cinq meilleurs experts que nous pouvions trouver sur cette liste, qui ont effectué consciencieusement leur estimation. Le chef du département d'ingénierie de l'environnement et des biosystèmes de l'Université de Nairobi, le professeur Biamah, était l'expert principal. L'équipe d'évaluateurs a conclu que la ville Kaputiei était le développement urbain le plus écologique jamais vu et qu'il devrait servir de modèle pour le reste de Kenya. Nous étions très enthousiasmés. Ils ont analysé le projet du point de vue environnemental, des ressources d'eau, du sol, des égouts, de la gestion des déchets et des effets socio-économiques sur la communauté. L'équipe d'experts a même examiné les impacts du projet sur la faune.

Sur la base du rapport d'évaluation, des auditions présidées par le Commissaire de district ont entendu tous les intervenants concernés.

C'est sans aucun doute la première fois que des pauvres vivant dans un bidonville ont eu la chance de concevoir leur propre ville.

Les personnes ayant des objections ont aussi été invitées à ces auditions.

Les personnes ayant des objections ont aussi été invitées à ces auditions. En se fondant sur le rapport des experts, sur les auditions de tous les intervenants concernés, et sur les points de vue écrits qui avaient été soumis, les autorités du district et de l'État ont approuvé les plans. Le conseil du comté, l'autorité locale, a également donné son approbation finale aux plans.

CSM : Quelle est la superficie du terrain et combien de maisons doivent être construites ?

Munro: Le terrain a une superficie de 300 acres. Nous construirons 2 000 maisons et environ 3 000 locaux commerciaux dans le centre-ville. Ce sera un centre de développement économique pour le reste de la région. Nous sommes en train de construire une route d'accès de 6 km vers la rue principale, ainsi que toutes les rues de la ville. Quant à l'eau et l'usine de traitement, nous utilisons un procédé de purification biologique et des méthodes de recyclage de l'eau. Nous sommes aussi en train d'aménager un terrain pour le traitement des déchets organiques. Nous avons acheté un terrain de 20 acres d'où nous tirons toutes les matières premières que nous utilisons pour la construction des routes et des fondations. Quand nous aurons excavé toutes les matières premières dont nous avons besoin pour les routes et les fondations, nous utiliserons cette zone comme décharge en nous servant de méthodes de gestion des déchets solides modernes.

Mais même après avoir obtenu toutes ces autorisations, les quelques personnes qui s'opposaient à notre ville ont continué à nous créer des problèmes. Elles ont essayé de faire pression sur la direction de la NEMA, même si leurs experts avaient affirmé que la ville était la plus écologique jamais vue. Ces détracteurs de notre projet ont prétendu parler au nom de la population Maasai locale et de la vie sauvage. Pourtant, la population Maasai locale soutenait notre projet et les cartes utilisées par nos experts provenaient du Service de la faune du Kenya (KWS) et montraient que le couloir prévu pour le passage des animaux était situé loin de notre ville.

Mais des gens très riches qui ne voulaient pas voir des gens pauvres emménager dans le voisinage se cachaient derrière cette opposition. Ils pensaient que nous allions générer des problèmes d'insécurité et que les pauvres

allaient construire un autre bidonville. Voici des extraits de l'un de leurs documents déposés au tribunal.

« [Les membres de Jamii Bora] seront des gens sans emploi, dangereux, prêts à tuer, estropier, violer et détruire l'environnement ». En dépit des autorisations octroyées par les autorités locales, du rapport positif des experts environnementaux et du soutien de la communauté Maasai locale vivant dans la région, la NEMA a décidé de dire NON au projet à cause de ce petit groupe d'adversaires influents.

Cela nous a bouleversés et nos membres étaient atterrés. Comment une personne peut-elle écouter des gens motivés par leurs propres intérêts, qui disaient tant de mal des membres de Jamii Bora – de bonnes et vaillantes familles kenyanes – qui luttait depuis tant d'années pour sortir de la pauvreté ?

Nous ne pouvions pas nous résoudre à abandonner notre projet et à accepter que des gens riches et égoïstes soient autorisés à empêcher nos membres – qui travaillent si durement pour sortir de la pauvreté – de posséder un logement. Nous avons d'abord envisagé de vendre le terrain et de recommencer notre projet ailleurs, mais nous avons réalisé que l'opposition se regrouperait et inventerait une autre raison pour nous empêcher d'arriver à nos fins. Les opposants étaient convaincus que « les pauvres ne devaient pas sortir des bidonvilles. S'ils sont dans les bidonvilles, qu'ils y restent, parce que c'est plus sûr pour nous ».

Nous avons alors décidé de porter la décision de la NEMA en justice. Nous sommes d'abord allés voir le ministre de l'Environnement pour lui demander conseil sur ce que nous devions faire, maintenant que NEMA avait refusé notre projet. Le ministre de l'Environnement, lui-même un avocat, nous a conseillé de porter notre cause en appel devant le Tribunal national de l'environnement, une cour mise en place pour arbitrer les disputes en matière d'environnement. Ce ministre est aujourd'hui le vice-président du Kenya et nous lui sommes encore reconnaissants pour ses conseils.

Nous avons donc fait appel auprès du tribunal en mars 2005 et notre cause a été en délibéré pendant seize mois. C'était fantastique. Vu que personne ne s'attendait à ce que ce type de cas

attire des gens du public, la salle d'audience du tribunal était trop petite pour accueillir un si grand nombre de personnes venues assister à chaque audience. Heureusement, la salle était au rez-de-chaussée. Donc, lorsqu'elle était bondée, les gens restaient debout près des fenêtres ouvertes et prenaient des notes. Beaucoup de gens qui restaient à l'extérieur s'asseyaient sur l'herbe. Nos interprètes prenaient des notes durant dix minutes et parlaient ensuite informer les membres de ce qui se passait au procès. Dès qu'un interprète quittait la fenêtre pour informer les gens, un autre prenait sa place.

Nous avons gagné le procès devant le Tribunal national de l'environnement après deux cent soixante cinq heures d'audience sur une période de seize mois. Ce processus minutieux a permis d'entendre toutes les parties. Le verdict a fait jurisprudence et a été utilisé par la suite dans tout le pays pour interpréter la loi. Et quand nous avons gagné le procès, je peux vous dire que tous les bidonvilles de Nairobi dansaient. Il est important de savoir que, traditionnellement, les quartiers pauvres sont très divisés : les Luos vivent dans un bidonville et les Kikuyus dans un autre, ou dans des quartiers différents du même bidonville. Les membres de ces ethnies étaient traditionnellement méfiants les uns envers les autres. Quelque chose d'important est survenu durant de procès, alors que la menace planait sur le projet des membres de Jamii Bora, qui voulaient construire une ville et réaliser leur rêve de sortir de leur bidonville. Cette menace a solidarisé les gens. Il n'était plus important de savoir de quel quartier pauvre ou de quel groupe ethnique vous veniez. Les pauvres se battaient pour leurs droits. Le combat les a réunis. Les Maasais, les Kikuyus, les Luos, les Kalenjins, les Kambas, les Luhyas, les Kisiis : ils étaient tous pauvres et tous se sont unis dans leur lutte pour sortir de la pauvreté. Je pense que cette solidarité nous a aidés aussi lors des explosions de violence qui ont suivi les élections, parce que nous nous étions unis et que nous étions plus forts ainsi.

Nous avons gagné ce procès le 12 avril 2006. Par la suite, l'opposition a porté la cause en appel auprès de la Haute cour de justice en mai 2006 et en avril 2007. Nous avons gagné une nouvelle fois. Notre projet a cependant été retardé d'une autre année. Entre temps, nous avons continué à fabriquer les matériaux de

construction sur le site. Nous avons produit des millions de briques et de tuiles pour les toitures. Après une nouvelle victoire devant la Haute cour, nous avons finalement commencé à construire nos maisons.

Puis, sept mois plus tard, en décembre 2007, tous les conseillers et les représentants élus au sein des autorités locales devaient quitter le bureau pendant un mois pour faire campagne avant les élections. C'est à ce moment que le greffier municipal du comté d'Olkejuado a décidé, seul, d'intenter un recours en justice à nouveau. Il a invoqué que nous n'avions pas les autorisations requises par la Loi sur l'aménagement urbain, alors que nous avions obtenu ces autorisations en 2004. Il a sollicité à la Haute cour une injonction pour nous forcer à suspendre toute construction tant que le cas ne serait pas entendu au tribunal.

Deux jours avant Noël, nous avons reçu une injonction de la Haute cour pour stopper toute construction. Ainsi, juste avant Noël, nous avons dû licencier 700 ouvriers qui travaillaient sur la construction et la fabrication des matériaux de construction. C'était horrible. Ils comptaient sur ce revenu pour payer les frais de scolarité de leurs enfants en janvier. Le coup a affecté tout le monde. Mais quand le nouveau Conseil de comté a été élu et est entré en fonction, plusieurs membres du gouvernement et du Conseil du comté étaient en colère et le 31 janvier 2008, le Conseil du comté d'Olkejuado a officiellement suspendu le cas et le greffier a été licencié.

CSM : Combien de maisons sont maintenant construites et combien de personnes habitent dans ces maisons ?

Munro : Pour le moment, personne n'a été autorisé à emménager parce que nous travaillons encore sur le système de traitement des eaux usées – un marécage artificiel. En août 2008, nous avons pratiquement terminé quelque 706 maisons situées dans trois quartiers différents. Et quand les gens viennent les visiter, ils sont stupéfaits. Cela arrive à tous les coups. Ils pensent toujours que nous construisons un petit village. Et quand ils arrivent, ils constatent les dimensions de cette ville et sont émerveillés par la beauté des petites maisons de cinquante mètres carrés, soit cinq cents pieds carrés, qui possèdent deux chambres, un salon, une cuisine

Et quand les gens viennent les visiter, ils sont stupéfaits.

et une salle de bains. Les maisons sont superbes. Et les quartiers sont vraiment bien conçus. L'école est en construction. Tous les membres de Jamii Bora et les visiteurs sont stupéfiés et ils disent qu'aucun gouvernement n'a été capable de construire quelque chose de comparable. Ils s'exclament : « Comment les pauvres ont-ils été capables de le faire eux-mêmes ? ». Les membres de Jamii Bora sont fiers et enthousiasmés.

CSM : Quelle est la différence de prix entre les loyers dans les bidonvilles et les paiements des prêts hypothécaires dans la nouvelle ville ?

Munro : Quand vous habitez dans un bidonville, vous avez une maison d'une pièce construite avec de la tôle et de la boue. Le loyer varie entre 10 \$US et 20 \$US par mois. Plus vous allez loin dans le bidonville et la vallée, moins c'est cher. Sur les hauteurs de la vallée, près de la route, vous payez environ 30 \$US. Et quand vous avez assez d'argent pour quitter le bidonville, la seule chose à laquelle vous pouvez accéder coûte environ 3 000 à 4 000 shillings (45 à 60 \$US). Mais ça sera toujours une seule pièce, sans cuisine ni salle de bains. Il faut aller pour cela dans un bâtiment commun qui se trouve dans le bidonville.

Nous nous sommes alors fixé l'objectif suivant : que les remboursements mensuels du prêt immobilier pour une maison de deux chambres sur leur propre terrain équivalent au même prix que ce qu'ils payaient pour cette pièce juste à l'extérieur du bidonville. La maison aurait une cuisine, une salle de bains, un salon et deux chambres. C'est notre objectif et cela nous a forcé à faire preuve de beaucoup d'innovation, notamment dans le choix des technologies, dans l'élaboration et la gestion de la construction et dans le montage des prêts immobiliers. Et nous avons réussi. Selon leur échéancier de remboursement du prêt, nos membres peuvent choisir de débiter avec un paiement mensuel de 30 \$US. Ceux qui veulent rembourser leur emprunt plus rapidement et payer moins d'intérêt auront des paiements mensuels plus élevés. Les membres peuvent opter pour ce qui leur convient le mieux.

Ils achètent la maison auprès du Jamii Bora Trust par l'entremise d'un plan de « location-achat ». Ils peuvent le faire en contractant un crédit auprès de Jamii Bora Kenya Limited, qui est la compagnie que nous avons créée pour la

branche microfinance de Jamii Bora. Les membres sont propriétaires à part entière de leur maison quand ils ont fini de rembourser leurs emprunts.

CSM : Quel est le coût total de la maison et quel est le taux d'intérêt sur l'emprunt immobilier ?

Munro : La maison vaut 350 000 shillings (5 000 \$US). Les membres contractent un emprunt à 9 % d'intérêt et paient sur une période de 5 à 20 ans. S'ils en ont les moyens, ils peuvent rembourser leur prêt en cinq ans et devenir plus vite propriétaire de leur maison. La valeur de cette maison sur le marché libre s'élèverait à plus d'un million de shillings. La plupart des maisons de deux chambres coûtent plus de 2 millions de shillings. Les nôtres coûtent une fraction de ce prix en dépit du fait que nous construisons les routes, les égouts, le système de distribution d'eau, et toutes les installations communes. Et tout le monde nous demande comment nous avons pu y arriver. Nous avons pu réaliser cet exploit en faisant des plans de construction économiques et efficaces, en produisant tous les matériaux nous-mêmes, en réduisant les profits car nous possédions et dirigeons le projet nous-mêmes, en achetant le terrain à un prix abordable et en éliminant les cadres intermédiaires.

CSM : Quand pourront emménager les premières familles ?

Munro : L'infrastructure doit être approuvée par les autorités avant que les gens puissent emménager. J'espère que les 246 familles du premier quartier emménageront d'ici septembre ou octobre 2008. À partir de là, on occupera un nouveau quartier chaque mois. Nous sommes déjà en train de signer des contrats de vente et de prêt avec 706 premières familles. Le jour où les premières familles emménageront dans leurs nouvelles maisons, des membres de partout dans tout le pays se précipiteront pour s'inscrire afin d'obtenir un logement. Nous avons déjà reçu la visite de nombreuses villes et conseils municipaux du pays qui veulent implanter ce type de projets dans leurs régions. L'habitation représente une étape très importante dans le processus d'affranchissement de la pauvreté et permet aussi la création de nombreux emplois.

L'habitation représente une étape très importante dans le processus d'affranchissement de la pauvreté et permet aussi la création de nombreux emplois.

Vous savez, tous nos membres ne sont pas des entrepreneurs. Les plus entrepreneurs créent beaucoup d'emplois en recrutant d'autres personnes qui emploient des membres moins entreprenants. Ceux que nous appelons les « grimpeurs lents » sont employés par les « grimpeurs rapides » parce que c'est logique pour eux d'employer les gens qu'ils connaissent. Et même notre projet de logement crée de nombreux emplois pour ceux qui ne sont pas des « grimpeurs rapides » en affaires, mais qui sont des personnes honnêtes et loyales.

CSM : Combien avez-vous vendu de maisons?

Munro : Au début de l'année 2003, l'ensemble des 2 000 maisons avait été réservé. Nous avons une liste d'attente qui est plus longue que le nombre de maisons que nous avons.

CSM : Voulez-vous ajouter quelque chose ?

Munro : Les rêves des pauvres vont se transformer en réalité. Leurs enfants vivront les rêves de leurs parents. Beaucoup de nos membres qui étaient très, très pauvres quand ils ont adhéré à notre programme ont vu leur vie se transformer. Ils se sont affranchis de la pauvreté et ils sont prêts à passer à une étape importante, celle d'emménager dans de meilleurs logements. Mais de nouveaux membres très pauvres, pour qui le rêve de posséder une maison est important, se joignent continuellement à nous. Ce rêve contribue à leur donner le courage nécessaire pour s'affranchir de la pauvreté et pouvoir se qualifier pour un prêt immobilier. Pour être admissible à un prêt immobilier, un membre doit avoir géré avec succès au moins trois petits crédits commerciaux avec nous. Cela nous aide aussi à garder des portefeuilles de prêt très performants parce que les clients sont motivés par l'idée d'avoir une maison et doivent prouver qu'ils sont solvables. J'ai posé cette question de nombreuses fois à ceux qui s'opposaient à notre projet de logement : « Où allez-vous trouver une ville toute entière où tous les habitants ont prouvé qu'ils étaient solvables ? ». Mais ils continuent encore à penser que nos membres sont des voleurs, des violeurs et mendiants.

Aujourd'hui, nous leur prouvons qu'ils sont dans l'erreur. Il leur faudra du temps avant qu'ils comprennent vraiment que les pauvres sont des gens très honnêtes et des travailleurs

acharnés ; ils ne pourraient pas survivre autrement.

CSM : J'aimerais vous remercier d'avoir enfreint tant de règles.

Munro : Nous le faisons constamment et nous prouvons aussi que rien n'est impossible. Tout est possible. Nos membres sont si forts et si merveilleux.

Les rêves des pauvres vont se transformer en réalité. Leurs enfants vivront les rêves de leurs parents.

Annexe I : Institutions de microfinance vérifiées

Pour la neuvième année consécutive, le Sommet du Microcrédit a vérifié¹⁴ les données des institutions membres les plus importantes. On a demandé aux institutions des opérateurs ayant soumis un plan d'action institutionnel 2008 et desservant plus de 2 500 clients parmi les plus pauvres de fournir au secrétariat de la Campagne une liste de noms de bailleurs de fonds, institutions de recherche, réseaux ou autres institutions pouvant corroborer leurs données. Les vérificateurs avaient la tâche de vérifier les données suivantes : 1) le nombre total de clients actifs ; 2) le pourcentage de clients actifs qui sont des femmes ; 3) le nombre total de clients actifs qui faisaient partie de la cohorte des plus pauvres lorsqu'ils ont reçu leur premier prêt ; 4) le pourcentage de clients les plus pauvres qui sont des femmes.

Comme pour les années précédentes, le plus grand défi de la Campagne a été de faire le lien entre son engagement à desservir les plus pauvres et l'absence d'outils efficaces de mesure de la pauvreté actuellement utilisés. C'est pourquoi, chaque fois que l'on utilise l'expression « les plus pauvres »¹⁵ dans ces annexes, on doit la comprendre dans le contexte de ce dilemme.

Les données de 284 institutions d'opérateurs de microcrédit ont été corroborées par au moins une autre organisation extérieure. Ces 284 institutions ont annoncé avoir environ desservi 84,9 millions de clients parmi les plus pauvres à la fin de l'année 2007, soit 80 % du nombre total déclaré de clients les plus pauvres.

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérifié par
ASIE ET PACIFIC						
National Bank for Agriculture and Rural Development	Inde	38,953,208	85	48,691,510	85	60
Grameen Bank	Bangladesh	7,410,000	97	7,410,000	97	152
Association of Asian Confederation of Credit Unions	Thaïlande	5,871,137	55	5,871,137	55	29, 107
Association for Social Advancement	Bangladesh	4,615,500	90	5,430,000	83	17, 83
Bangladesh Rural Advancement Committee	Bangladesh	4,560,000	99.3	6,400,000	99.2	129
Bangladesh Rural Development Board	Bangladesh	4,488,463	70	4,724,698	70	66, 8
Vietnam Bank for Social Policies (Vietnam Bank for the Poor)	Vietnam	3,900,000	45	5,648,000	45	36
Swayam Krishi Sangam Microfinance Pvt. Ltd. (SKS)	Inde	1,401,131	100	1,459,512	100	151
Proshika Manobik Unnayan Kendra	Bangladesh	1,392,100	65	1,740,126	65	17
State Ministry of National Family Planning Coordinating Board, Indonesia	Indonésie	1,268,007	99	1,268,007	99	75
Spandana Sphoorty Innovative Financial Services Limited	Inde	1,049,756	93.9	1,050,193	97	39
Access Development Services	Inde	1,018,254	100	1,414,241	100	38
Share Microfin Limited	Inde	989,637	100	989,637	100	39
Bank Rakyat Indonesia	Indonésie	715,645	50	3,615,812	50	145
Samurahi Authority of Sri Lanka	Sri Lanka	666,159	64	666,159	64	12
Mahila Arthik Vikas Mahamandal Ltd	Inde	659,299	100	659,299	100	45
Central People's Credit Fund	Vietnam	618,000	45	1,300,000	40	69
Friends of Women's World Banking	Inde	579,726	100	644,140	100	59

¹⁴ Le secrétariat de la Campagne reconnaît comme « vérificateur » une tierce partie qui a « visité le programme, a rencontré les représentants de la direction du programme, qui a reçu les données de l'institution et qui estime que les données remises dans le formulaire de vérification sont fiables et crédibles ».

¹⁵ L'appellation « les plus pauvres » fait référence, dans les pays en voie de développement, aux familles dont les revenus se trouvent dans la seconde moitié (les derniers 50 %) de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté de leur pays ou à toute personne parmi les 1,2 milliards de personnes vivant avec moins de 1 \$US par jour ajusté à la parité du pouvoir d'achat (PPA), lorsqu'elles ont adhéré pour la première fois au programme.

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérifié par
Asmitha Microfin Limited	Inde	539,491	100	539,491	100	94
Center for Agriculture and Rural Development Mutually Reinforcing Institutions (CARD)	Philippines	468,313	100	468,313	100	55
Working Women's Forum	Inde	449,057	100	449,057	100	57
Bandhan	Inde	421,648	100	761,567	100	180, 132
Swanirvar Bangladesh	Bangladesh	413,157	96	1,087,255	86	17, 115
Shri Kshethra Dharmasthala Rural Development Project	Inde	382,754	60	546,791	70	140
BURO Bangladesh	Bangladesh	376,710	100	376,710	100	17, 180
Thengamara Mohila Sabuj Sangha (TMSS)	Bangladesh	374,604	99	535,148	99	17, 89
Bangladesh Krishi Bank	Bangladesh	365,123	59	521,419	57	17
Islami Bank Bangladesh Limited	Bangladesh	347,325	92	350,278	92	170
Cauvery Kalpatharu Grameen Bank	Inde	327,041	98	327,041	98	116
All India Association for Micro-Entreprise Development	Inde	315,000	98	350,000	98	131
CASHPOR Micro Credit	Inde	273,052	100	273,052	100	31
National Rural Support Programme	Pakistan	263,686	32	328,786	29.7	7, 156
CARITAS Bangladesh	Bangladesh	263,400	70	298,479	69	17
Rangpur Dinajpur Rural Service Bangladesh	Bangladesh	229,300	90	257,292	82	32
PADAKHEP Manabik Unnayan Kendra	Bangladesh	214,500	95	275,000	94	83
Activists for Social Alternatives / Grama Vidiyal MF	Inde	206,771	100	206,771	100	39, 126
Jagorani Chakra Foundation	Bangladesh	201,024	99	251,281	97	89
Palli Daridro Bimochon Foundation	Bangladesh	195,000	95	545,013	98	17
Pact Myanmar Microfinance	Myanmar	157,037	98	261,728	98	102
National Bank of Cambodia	Cambodge	152,990	78	624,089	78	168
United Development Initiatives for Programmed Actions	Bangladesh	143,355	99	145,983	99	17, 89
Shakti Foundation for Disadvantaged Women	Bangladesh	140,955	100	140,955	100	96
TSPI Development Corporation	Philippines	134,847	100	135,117	99.8	55
South Malabar Gramin Bank	Inde	113,852	51	785,631	33	135
Professional Assistance for Development Action	Inde	113,850	100	120,500	100	82
Grameen Koota	Inde	109,886	100	109,886	100	94
Mahasemam Trust	Inde	106,226	100	151,226	100	151
Karnataka Regional Organisation for Social Service	Inde	100,000	100	125,000	100	162
Sarvodaya Economic Enterprises Development Services	Sri Lanka	90,787	72	172,205	58	74
Bharatha Swamukti Samsthe/ BSS Microfinance Private Limited	Inde	90,000	100	116,423	99.81	39
Bangladesh Extension Education Services	Bangladesh	87,603	98	92,214	95	17, 169
North Malabar Gramin Bank	Inde	81,200	95	90,250	95	136
The First Microfinance Bank Ltd.	Pakistan	76,933	42	102,578	42	7
BWDA Finance Limited- (Bullock-cart Workers Development Association Finance Ltd.)	Inde	75,970	92	223,974	90	39
Samaj Kallyan Sangstha (SKS)	Bangladesh	70,754	99.54	70,754	99.99	89
Integrated Development Foundation	Bangladesh	68,193	99	68,193	99	98

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérfié par
Ad-din Welfare Centre - Jessore	Bangladesh	67,860	98	92,287	98	17, 72
Shri Mahila Sewa Sahakari Bank, Ltd.	Inde	62,200	100	103,679	100	132
Nirdhan Utthan Bank Limited	Népal	58,354	100	58,354	100	18
Society for Social Service	Bangladesh	57,580	99	249,210	97	17, 89
Resource Integration Centre	Bangladesh	57,181	91	57,181	91	17
Welfare Association of Village Environment, WAVE Foundation	Bangladesh	57,000	96	70,595	94	72
Angkor Mikroheranhvatho (Kampuchea) Co., Ltd.	Cambodge	56,452	84	120,111	84	158
Chhimek Bikas Bank Ltd.	Népal	55,379	100	55,680	100	53
HEED Bangladesh (Health Education and Economic Development Bangladesh)	Bangladesh	54,772	94	60,920	94	17
Eco Social Development Organisation	Bangladesh	54,176	100	104,966	98	89
Sreema Mahila Samity	Inde	54,086	98	60,095	98	132
People's Multipurpose Development Society	Inde	53,500	100	56,000	96	139
Association of Cambodian Local Economic Development Agencies Bank Ltd.	Cambodge	51,953	58.7	185,492	58.85	112
Coastal Association for Social Transformation Trust	Bangladesh	49,898	97	55,112	95	169
People's Oriented Program Implementation	Bangladesh	49,480	99.1	163,556	99.1	89
Manabik Shahajya Sangstha	Bangladesh	49,400	100	78,868	100	17
Centre for Development Innovation and Practices	Bangladesh	49,123	99.01	53,719	99.14	6, 34
People's Rural Education Movement	Inde	45,788	99	45,788	99	84
Sajida Foundation	Bangladesh	43,842	98	51,579	98	6, 4
Swabalamban Laghubitta Bikas Bank Ltd (SB Bank)	Népal	40,868	100	58,383	100	25
Institute of Rural Development, The	Bangladesh	40,000	100	40,000	100	17
ESAF Microfinance&Investments (P) Ltd	Inde	38,430	99	138,484	98	79
Ansar - VDP Unnayan Bank	Bangladesh	37,865	70	84,145	70	17, 89
Development Project Service Centre, Nepal	Népal	34,892	100	34,892	100	127
Bandhu Kallyan Foundation	Bangladesh	33,537	90	33,537	90	17, 89
Krushi (NGO-MFI), Karimnagar, Andhra Pradesh, India	Inde	30,442	100	38,053	100	103
Assistance for Social Organization and Development	Bangladesh	30,387	100	55,898	100	17
Voluntary Association for Rural Development	Bangladesh	29,963	100	33,293	100	17, 89
Development Promotion Group	Inde	29,495	95	39,375	95	117
Gram Unnayan Karma	Bangladesh	28,705	99	36,095	99	17, 89
ASHROY	Bangladesh	27,004	100	54,009	100	89
Uttara Development Program Society	Bangladesh	26,962	100	107,822	99	86
Star MicroFin Service Society	Inde	26,159	100	26,159	100	120, 142
Sangkalpa Trust	Bangladesh	25,943	78	32,840	75	17, 89
Nerude Laghubitta Bikas Bank Ltd.	Népal	25,404	100	25,404	100	35, 155
Jeevan Bikas Samaj	Népal	24,397	100	24,397	100	155
Kazama Grameen Inc	Philippines	24,140	99.5	24,140	99.5	172
PAGE Development Centre	Bangladesh	23,980	100	52,179	99	89, 137

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérifié par
Forum for Rural Women Ardeny Development	Népal	23,272	100	23,272	100	155
Rural Reconstruction Foundation	Bangladesh	23,171	99	143,312	99	17, 89
National Development Society	Bangladesh	22,384	91.59	25,000	88.96	17, 23
China Foundation for Poverty Alleviation	République Populaire de Chine	22,261	64	24,735	64	143
GRAM UTTAN	Inde	22,086	99	52,586	80	161
Centre for Self-Help Development	Népal	21,377	100	22,503	100	155
Negros Women for Tomorrow Foundation	Philippines	21,337	99	76,203	99	80
The Bridge Foundation /Opportunity Microfinance India Ltd.	Inde	21,078	98	21,078	98	150
Jatiyo Kallyan Sangstha	Bangladesh	21,031	97	37,555	96	17, 89
Palli Mongol Karmosuchi	Bangladesh	20,950	100	83,795	99.9	89
Al Falah Aam Unnayan Sangstha	Bangladesh	20,900	99	26,391	99	17, 89
Srizony Bangladesh	Bangladesh	20,184	100	44,479	99	17
VisionFund Cambodia Ltd	Cambodge	19,399	80	53,885	85	33
Mitra Bisnis Keluarga Ventura - "Family Business Partners"	Indonésie	19,364	100	64,548	100	54, 113
TYM Fund (Tao Yeu May Fund), Vietnam Women's Union	Vietnam	18,738	100	26,768	100	164
MAMATA	Bangladesh	18,710	92	19,303	90	62
Capital Aid Fund for Employment of the Poor - Ho Chi Minh City	Vietnam	18,590	75	74,360	75	98
Welfare Services Ernakulam	Inde	18,500	100	27,978	97	13
Annesha Foundation	Bangladesh	17,710	99	29,433	99	17
Janodaya Trust	Inde	17,640	100	18,000	98	39
Peoples Bank of Caraga, Inc.	Philippines	17,498	89	31,183	90.34	172
Shangathita Gramunyan Karnasuchi	Bangladesh	16,887	81	19,790	76	21
Dak Diye Jai	Bangladesh	16,859	95	24,084	95	125
Association for Realisation of Basic Needs	Bangladesh	16,800	97	21,107	95	22
Sahara Nepal Saving and Credit Co-Operative Society Ltd.	Népal	16,500	100	23,459	92.27	155
Heifer Project International China	République Populaire de Chine	16,300	38	18,340	55	181
Network of Entrepreneurship & Economic Development	Inde	16,000	80	18,500	80	135, 141
Joypurhat Rural Development Movement	Bangladesh	15,650	90	28,312	88	17, 89
Sabalambay Unnayan Samity	Bangladesh	15,604	100	21,674	99	17
Development Action for Mobilization and Emancipation	Pakistan	14,682	100	32,627	100	77
Somaj O Jati Gathan	Bangladesh	14,372	52	25,442	47	89
Carsa Foundation	Bangladesh	14,189	98	17,312	93.18	89
Bangladesh Rural Integrated Development for Grub-Street Economy	Bangladesh	13,617	99	13,617	99	89
Village Education Resource Center	Bangladesh	13,400	98	28,852	98	86
Sindh Agricultural and Forestry Workers Coordinating Organiz	Pakistan	13,393	48	16,742	44	121

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérifié par
Nowabanki Gonomukhi Foundation	Bangladesh	13,288	98	39,760	96	17, 89
Unnayan	Bangladesh	12,876	97	12,876	98	6
Samastha Lanka Praja Sanwardana Mandalaya	Sri Lanka	12,546	81	17,889	PR ¹⁶	40
Hagdan Sa Pag-Uswag Foundation	Philippines	11,780	98	12,914	91	19
Proyas Manobik Unnayan Society	Bangladesh	11,446	100	11,446	100	89
Shariatpur Development Society	Bangladesh	11,314	100	31,885	100	64
Rural Self Reliance Fund	Népal	11,253	80	11,253	80	127
Liberation Movement for Women	Inde	11,000	100	23,000	100	14
Development Support Team	Inde	10,929	100	24,952	100	43, 85
Peermade Development Society	Inde	10,450	90	34,200	92	76
Dian Mandiri Foundation	Indonésie	10,440	90	23,109	90	70
National Educational and Social Development Organization	Népal	10,211	99	10,211	99	165
Development Initiative for Social Advancement	Bangladesh	10,123	100	12,265	97.23	17
Aspada Paribesh Unnayan Foundation	Bangladesh	9,975	99.8	33,250	99.8	89
SETU	Bangladesh	9,794	100	56,116	99.96	89
Pally Bikash Kendra	Bangladesh	9,790	100	39,161	100	17
Village Financial Services Private Limited	Inde	9,516	100	31,719	100	141
Grameen Manobic Unnayan Sangstha	Bangladesh	9,350	92.34	11,092	90.06	17, 89
Moris Rasik Timor	Timor Oriental	9,349	100	10,189	PR	134
Ananyo Samaj Kallyan Sangostha	Bangladesh	8,989	100	31,986	99	89
Grameen Jano Unnayan Sangstha	Bangladesh	8,984	100	10,287	100	6
National Development Program	Bangladesh	8,875	100	23,549	100	17
Women Cooperative Society Ltd	Népal	8,834	100	8,834	100	56, 154
Akhuwat	Pakistan	8,665	25	10,194	30	7
Nav Bharat Jagriti Kendra	Inde	8,540	95	10,676	83	84, 132
Council of Professional Social Workers	Inde	8,531	100	8,531	100	141
Ensure Development Activities for Vulnerable Underprivileged Rural People	Bangladesh	8,220	100	9,133	100	34
Vayalar Memorial Youth Club	Inde	8,000	100	8,000	100	95
Kerala Rural Development Society	Inde	7,702	97	7,994	97	135
Samannita Unnayan Seba Sangathan	Bangladesh	7,500	98	7,984	PR	89
Association for Rural Advancement in Bangladesh	Bangladesh	7,500	99	13,156	98	169
Social Upliftment Society	Bangladesh	7,300	100	18,229	100	17, 89
Community Women Development Centre	Népal	7,244	100	7,244	100	155
Ghashful, MCH FP & FW Association	Bangladesh	7,230	98	24,099	98	125
PROGRESS (Akti Samaj Unnayan Mulak Sangstha)	Bangladesh	7,066	100	20,053	100	89
Sarvodaya Trust	Inde	7,000	90	13,000	90	135
Grameen Development Services	Inde	7,000	100	8,000	100	26

¹⁶ Pas rapporté

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérifié par
Assoc. for Renovation of Community Health Education Services	Bangladesh	6,834	99	6,834	99	89
Christian Children's Fund Sri Lanka	Sri Lanka	6,780	88	6,780	88	108
Yayasan Bina Swadaya	Indonésie	6,759	90	27,036	85	163
Alternative Development Initiative	Bangladesh	6,500	94	16,947	PR	17
MOUSUMI	Bangladesh	6,459	100	10,412	99.86	17, 89
Bangladesh Association for Social Advancement	Bangladesh	6,454	99.98	32,269	99.98	17, 89
Centre for Action Research-Barind	Bangladesh	6,450	20	29,119	5	89
Quy Khuyen Khich Tu Lap (Fund for the Encouragement of Self-Reliance)	Vietnam	6,052	88.05	11,992	87.01	119
Palli Progoti Shahayak Samity	Bangladesh	6,000	96	53,422	97	89
Concern for Environmental Development and Research	Bangladesh	5,960	95	7,449	95	17, 89
People's Institute for Operational Research Training and Development	Inde	5,950	100	8,500	100	14
World Concern Bangladesh	Bangladesh	5,846	80.79	12,372	77.01	17
Karmojibi Kallyan Sangstha	Bangladesh	5,800	95	6,720	97	89
South Asia Partnership-Bangladesh	Bangladesh	5,791	100	22,592	97	88
AGRAGATI	Bangladesh	5,623	100	5,623	100	89
Growing Opportunity Finance	Inde	5,552	100	13,880	100	37
MANUSHI	Népal	5,279	100	5,279	100	155
Bikalpa Unnayan Karmashuchi	Bangladesh	5,050	85	10,500	100	17
BASTOB-Initiative for People's Self-Development	Bangladesh	5,000	93	6,267	95	115
Sheva Nari O Shishu Kallyan Kendra	Bangladesh	5,000	100	14,239	100	17, 63
Council for Socio Economic Benevolent Action	Inde	5,000	70	5,000	70	146, 91
Sarhad Rural Support Programme	Pakistan	5,000	80	10,000	60	90
BASTOB-Initiative for People's Self-Development	Bangladesh	5,000	93	6,267	95	138
Council for Socio Economic Benevolent Action	Inde	5,000	70	5,000	70	91
Self-Help and Rehabilitation Programme	Bangladesh	4,794	97	10,082	96	89
Rural Organisation for Voluntary Activities	Bangladesh	4,721	100	5,437	100	89
Society for Development Initiatives	Bangladesh	4,686	99	41,661	95	6, 34
Community Support Concern	Pakistan	4,657	100	15,523	100	7
Centre for Rural Health and Social Education	Inde	4,550	84	11,600	85	5
Bangladesh Development Society	Bangladesh	4,512	90	22,629	91	17, 89
Dhaka Ahsania Mission	Bangladesh	4,379	100	26,161	97.93	17, 89
Rural Community Development Society	Pakistan	4,216	56	8,574	55	77
Community Development Society	Inde	4,200	92	4,900	80	51, 153
Sagarika Samaj Unnayan Sangstha	Bangladesh	4,000	90	16,065	90	89
Bangladesh Environment Development Organisation	Bangladesh	3,822	98	9,556	98	89
Environment Council Bangladesh	Bangladesh	3,787	100	10,272	100	34, 89
Samadhan	Bangladesh	3,604	90	6,553	90	89
BRAC Sri Lanka	Sri Lanka	3,454	100	34,537	100	20, 26

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérifié par
HOPE Foundation	Inde	3,450	100	5,443	100	9
Poribar Unnayan Songstha	Bangladesh	3,172	100	12,473	93.27	89
Shataphool Bangladesh	Bangladesh	3,165	100	3,924	100	89
Banaful Social Welfare Organization	Bangladesh	3,069	76	6,138	PR	17
Association for Rural Development for Poor Areas in Sichuan	République Populaire de Chine	3,000	65	5,000	60	181
Muslim Aid UK - Bangladesh Field Office	Bangladesh	3,000	100	27,473	99.98	17
Swayamsree Micro Credit Services	Inde	3,000	99	24,085	99	135
Binh Minh Community Development Consulting Company	Vietnam	2,848	97	4,068	97	44, 179
Good Earth, The	Bangladesh	2,839	96	3,154	95	17, 89
Progoti Samajkallyan Sangstha	Bangladesh	2,820	100	2,820	100	89
Dian Bhuana Lestari Foundation	Indonésie	2,759	100	9,267	71	67, 70
Ad Jesum Development Foundation, Inc.	Philippines	2,677	85	13,386	88	19
Ningxia Yanchi County Ass. for the Advancement of Women	République Populaire de Chine	2,665	99	2,906	99	58
Planned Social Concern	Inde	2,535	100	2,535	100	30, 120
NOWZUWAN	Bangladesh	2,512	100	3,945	100	17, 89
Jinnah Welfare Society	Pakistan	2,500	75	4,942	80	73, 77

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

Microcredit Organization EKI	Bosnie Herzégovine	21,934	PR	41,222	41	175
Opportunity Albania	Albanie	7,942	35	13,308	24.76	93
Microenterprise Development Fund KAMURJ	Arménie	7,500	64	10,861	58	42, 68

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

CREDIAMIGO - Programa de Microcrédito do Banco do Nordeste do Brasil	Brésil	283,454	64.7	299,975	64	178
Patrimonio Hoy	Mexique	175,000	80	184,500	80	27
Caja de Compensación Familiar de Antioquia	Colombie	96,555	39	117,750	39	124
Fonkoze - Fondasyon Kole Zepòl	Haïti	25,000	100	49,959	99	157
Fundación Diaconia FRIF	Bolivie	16,704	70	35,589	63	65, 106
Ecofuturo S.A. Fondo Financiero Privado	Bolivie	13,950	52	21,463	52	133
Organización de Desarrollo Empresarial Femenino	Honduras	13,441	74	22,401	67	147
Corporación Viviendas Hogar de Cristo	Equateur	12,546	99	23,012	99	92
Sociedad Cooperativa de Ahorra y Crédito AMC de RL	El Salvador	10,341	62	14,799	62	111
Movimiento Manuela Ramos	Pérou	7,560	100	13,402	100	144
UMF Arariwa	Pérou	7,500	90	12,726	75	78
Asociación de Familia y Medio Ambiente	Honduras	7,361	45	14,722	70	171

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérifié par
Asociación Benefica PRISMA	Pérou	7,170	68.75	19,919	68.75	144
Fundación Para la Promoción Y Desarrollo De Chontales	Nicaragua	5,701	45	19,003	54	16
Pro Mujer - Perú	Pérou	4,767	95	39,731	95	144
Cooperativa de Ahorro y Crédito Desarrollo de los Pueblos	Equateur	4,605	39	13,057	45	105
Equipo de Educación y Autogestión Social	Pérou	4,500	84	5,663	84	144
Santa Fe de Guanajuato A.C.	Mexique	3,984	90	11,384	90	71, 101
Oportunidad Latinoamerica Colombia	Colombie	3,600	90	7,200	80	130
ADRA Perú	Pérou	2,637	100	8,781	100	144

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Banque Tunisienne de Solidarite	Tunisie	362,000	78	380,000	80	48
Microfinance Investment Support Facility for Afghanistan	Afghanistan	216,781	68	365,145	68	174
BRAC Afghanistan	Afghanistan	137,016	92	143,097	89	50
LEAD Foundation (Egyptian Foundation for Enterprise Dev.)	Egypte	98,250	93.4	106,321	86.9	160, 182
Alexandria Business Association - Small and Micro Enterprise	Egypte	62,788	64.12	70,957	58.4	182
Microfund for Women	Jordanie	29,223	100	34,713	85	2
Jordan Micro Credit Company / Tamweelcom	Jordanie	26,357	96	31,407	95	2
ENDA Inter-Arabe	Tunisie	12,750	80	63,794	80	87
Development and Employment Fund / Reyada	Jordanie	12,000	80	16,262	60	2, 10
Microfinance Agency for Development and Rehabilitation of Afghan community	Afghanistan	10,887	43	14,222	44	97
OXUS Afghanistan	Afghanistan	9,372	70	11,026	53.6	15
Turkey Grameen Microcredit Project	Turquie	7,397	100	7,397	100	49
UNRWA Microfinance and Microenterprise Programme-Palestine	Israël	3,900	10	715	17	24
Port Sudan Association for Small Enterprise Development	Soudan	2,940	80	4,200	67	1, 81

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Amhara Credit and Savings Institution	Ethiopie	611,064	50	643,226	50	167
Dedebit Credit and Saving Institution Share Company	Ethiopie	423,830	38	423,830	PR	99
Oromia Credit & Saving Share Company	Ethiopie	255,887	26.88	255,887	26.88	176
Kafo Jiginew	Mali	239,511	26.61	239,511	26.61	41
Omo Microfinance Institution S.C.	Ethiopie	115,465	38.3	120,277	36	11
Gambia Social Development Fund	La Gambie	76,500	80	102,000	74	122
Lift Above Poverty Organization	Nigeria	65,490	97.6	130,979	98	167
Institution Nigerienne De Microfinance ASUSU-CIIGABA	Niger	63,000	95	73,546	87.34	3
Crédit Rural De Guinée Société Anonyme	Guinée	58,745	43	78,326	42	159
CARE International Au Niger	Niger	50,869	100	50,869	100	114
Sinapi Aba Trust	Ghana	50,622	95	56,879	94	52, 67
Federation des ONG du Senegal	Sénégal	47,586	70	63,250	75	149

Institutions	Pays	Clients les plus pauvres au 31 déc. 2007	% de femmes parmi les clients les plus pauvres	Total des clients en cours au 31 déc. 2007	% de femmes	Vérifié par
BRAC Uganda	Ouganda	36,452	100	36,452	100	110, 109
Pamoja Women Development Programme	Kenya	32,000	100	40,000	100	118
Jamii Bora	Kenya	31,537	65	48,518	65	148, 177
Small Enterprise Foundation, The	Afrique du Sud	30,063	100	45,740	99	28
Concern Universal Microfinance Operations	Malawi	20,603	82	20,603	82	128
PEACE Microfinancing Institution Poverty Eradication and Community Empowerment	Ethiopie	19,374	75	19,471	75	11
Grassroots Health Organization of Nigeria	Nigeria	14,600	92	15,700	99	104
Self Reliance Economic Advancement Programme	Nigeria	14,044	91	14,044	91	123
Union des Clubs d'Epargne et de Credit Du Mayo-Kebbi	Tchad	13,813	24	15,348	24	46
Opportunity International Bank of Malawi	Malawi	12,119	70	17,313	55	100
Association des Caisses de Financement a la Base	Bénin	9,570	89	13,884	82	173
Caurie - Micro Finance	Sénégal	8,843	100	14,738	100	166
Union des COOPECS Umutanguha	Rwanda	8,500	80	11,511	60	61
PEARL Microfinance Limited	Ouganda	8,120	60	18,674	57	109
Kraban Support Foundation	Ghana	7,000	98	7,500	98	52
Micro Credit For Development And Transformation Cooperative Savings And Credit Society Ltd	Ouganda	4,217	100	4,217	100	47, 109

Annexe II : Liste des vérificateurs

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
1	Abachi, Norbert	Oxfam Novib	Pays Bas
2	Abdel-Baki, Ranya	Sanabel	Egypte
3	Abdouramane, Djermakoye	ANIP	Pays Bas
4	Abed, Fazel	BRAC	Bangladesh
5	Abraham, Samuel Smiles	The Bridge Foundation	Inde
6	Ahmed, Quazi Mesbahuddin	PKSF	Bangladesh
7	Ahmed, Syed Mohsin	PMN	Pakistan
8	Alam, Md. Jahangir	Implementation, Monitoring & Evaluation Division (IMED)	Bangladesh
9	Alexander, T.M.	Sa-Dhan	Inde
10	Al-Wadi, Md. Yazid	Talal Abu-Ghazaleh	Jordanie
11	Amha, Wolday	AEMFI	Ethiopie
12	Anthony, Emil	Consultant	Sri Lanka
13	Antony, Romance	Kerala Social Services Forum	Inde
14	Arokiasamy, A.	People's Multipurpose Development Society (PMD)	Inde
15	Ati, Madhuvan	MISFA	Afghanistan
16	Aviles, Sergio	BCIE	Honduras
17	Awal, Md. Abdul	CDF	Bangladesh
18	Banjade, Jay	Save the Children USA	États-Unis
19	Barrun, Jessica	People's Credit & Finance Corporation	Philippines
20	Bartocha, David	GTZ	Sri Lanka
21	Barua, Suhrid Kumar	S. K. Barua & Co.	Bangladesh
22	Barua, Dipal Chandra	Grameen Bank	Bangladesh
23	Bedson, Jamie	The Banking with the Poor Network	Singapour
24	Besch, Kris	Sanabel	Egypte
25	Bista, Mukunda Bahadur	Centre for Self-help Development (CSD)	Népal
26	Bode, Rixt	Oxfam Novib	Pays Bas
27	Budinich, Valeria	Ashoka	États-Unis
28	Calvin, Barbara	Vulindlela Development Finance Consultants	Afrique du Sud
29	Cameron, Derek	Canadian Cooperative Association	Canada
30	Carpenter, Sean	Project Concern International	États-Unis
31	Chadha, Maneesha	ABN AMRO	Inde
32	Chakraborty, Dilip Kumar	PKSF	Bangladesh
33	Chinnery, Suzi	World Vision Australia	Australie
34	Chowdhury, Shafiqul Haque	ASA	Bangladesh
35	Dahal, Rudra Nath	Plan Nepal Rautahat Program	Népal
36	Dam, Tran Van	Vietnam Bank for Agriculture and Rural Development	Vietnam
37	Daniels, Mark	Opportunity International	Australie
38	Das, Rakesh	Indian Gameen Services	Inde
39	Das, Vijaya Lakshmi	FWWB	Inde
40	de Mel, J. Henry	Lanka Development Trainers & Consultants	Sri Lanka

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
41	Destrait, Freddy	SOS Faim Belgique	Belgique
42	d'Huart, Patrick	INCOFIN	Belgique
43	Divekar, Gopal	Oxfam Australia	Inde
44	Doan, Tuan	Save the Children	États-Unis
45	D'Souza, Judith	International Fund for Agricultural Development (IFAD)	Inde
46	du Parc, Bénigne	PlaNet Finance	France
47	Elberger, Ben	Kiva Microfunds	États-Unis
48	Ennar, Mourad	IOM	Tunisie
49	Erelcin, Ahmet	HSBC Turkey	Turquie
50	Fakiri, Katrin	MISFA	Afghanistan
51	Fernandes, J.P.	YMCA Nagpur	Inde
52	Fosu, Clara	GHAMFIN	Ghana
53	Gajurel, Meghraj	RMDC	Népal
54	Gandhi, Sanjay	Micro Credit Ratings International Limited	Inde
55	Garcia, Edgardo	Microfinance Council of the Philippines Inc.	Philippines
56	Ghimire, Tej Hari	CMF	Népal
57	Gopal, Uma	Citibank NA	Inde
58	Gubom, Qi	College of Humanities and Development, China Agricultural University	République Populaire de Chine
59	Gupta, Madhulika	Citi India	Inde
60	Haberberger, Marie-Luise	GTZ India	Inde
61	Habyalimana, Straton	SNV Netherlands Development Organisation	Rwanda
62	Halder, Sumon Kumar	Anukul Foundation	Bangladesh
63	Haque, Enamul	ASA	Bangladesh
64	Hasan, Didarul	Oxfam GB	Royaume Uni
65	Haug, Jørgen	Misión Alianza de Noruega	Norvège
66	Hazra, Balai Krishna	RDCD	Bangladesh
67	Head, Timothy	Opportunity International	États-Unis
68	Henriksen, Jo	Kolibri Kapital	Norvège
69	Hien, Ngo Minh	Vietnam Microfinance and Communities Development Institution	Vietnam
70	Honeyman, Paul	Opportunity International Network	Thaïlande
71	Hurtado Cárdenas, Fernando	Sistema Estatal de Financiamiento al Desarrollo del Estado de Guanajuato (SEFIDE)	Mexique
72	Iqbal, Ziauddin	PKSF	Bangladesh
73	Isa, Qazi Azmat	The World Bank- Pakistan	Pakistan
74	Islam, Saiful	Women's World Bank	Bangladesh
75	Ismawan, Bambang	GEMA PKM Indonesia	Indonésie
76	Iyer, GSR	NABARD	Inde
77	Jamal, Ahmed	PPAF	Pakistan
78	Jimenez, Ana	COPEME	Pérou
79	Jose, Tony	ICICI Bank Ltd.	Inde
80	Joyas, Lalaine	Microfinance Council of the Philippines Inc.	Philippines
81	Kaaria, Joshua	INAFI Africa	Kenya

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
82	Kabeer, Naila	University of Sussex	Royaume Uni
83	Kader, Fazul	PKSF	Bangladesh
84	Kalyanasundaram, M.	INAFI India	Inde
85	Kanitkar, Ajit	The Ford Foundation	Inde
86	Khaled, Md. Hasan	PKSF	Bangladesh
87	Khaled, Mohamed Ali	Microserve	États-Unis
88	Khan, Abdul Hai	Grameen Trust	Bangladesh
89	Khan, Mosharraf Hossain	PKSF	Bangladesh
90	Khan, Sarmad	Rural Support Programmes Network	Pakistan
91	Khanda, Santosh Kumar	FORD Foundation	Inde
92	Koenig, Ricardo	Club Rotario Guayaquil	Equateur
93	Kospiri, Alma	USAID Albania	Albanie
94	Kumar, M. Udai	Share Microfin Limited	Inde
95	Kumar, Vineeth	Law Quarters, Vanchiyoor, Trivandrum	Inde
96	Lacson, Gil	Women's World Banking	États-Unis
97	Lampe, Dale	MISFA	Afghanistan
98	Latifee, H.I.	Grameen Trust	Bangladesh
99	Legac, François	SOSFAIM	Luxembourg
100	Luboyeski, Victor	Chemonics	Malawi
101	Macias Chávez, Fernando Javier de Guadalupe	FONAES	Mexique
102	Macleod, Kurt	Asia Region Pact Inc.	Cambodge
103	Madhavi, P.	Access Development Services	Inde
104	Magashi, Aminu G.	Community Health Research Initiative	Nigeria
105	Marcial, Verónica	Red Financiera Rural	Equateur
106	Marconi, Reynaldo	FINRURAL	Bolivie
107	Mason, Peter	Credit Union Foundation Australia	Australie
108	Matsuura, Koji	Child Fund Japan	Japon
109	Mayanja, Paul	Strømme Foundation East Africa Limited	Ouganda
110	Minnaar, Jacco	Triodos	Pays Bas
111	Montano, Franklin	ASOMI	El Salvador
112	Mony, Bun	Sathapana Limited	Cambodge
113	Moore, Richard	California State University	États-Unis
114	Moussa, Reki	ASUSU-CIIGABA	Niger
115	Mowla, A.K.M. Golam	PKSF	Bangladesh
116	Murthy, G.K. Anantha	NABARD	Inde
117	Nagarajan, G.	Integrated Rural Development Trust	Inde
118	Ngarachu, Judy	OikoCredit	Kenya
119	Nguyen, Nhien	Bureau of Foreign Affairs of Hue City	Vietnam
120	Niranjan, Daksha	FWWB	Inde
121	Nizamani, Muhammad Ali	Sindh Microfinance Network	Pakistan
122	Njie, Abdou A.B	Sahel Invest Management International	La Gambie
123	Nnoli - Edozien, Ndid	Growing Business Foundation	Nigeria

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
124	Norato, Rocío Alarcón	Embassy of Spain	Colombie
125	Nuruzzaman, A.K.M.	PKSF	Bangladesh
126	Ohri, Chandni	Grameen Foundation	États-Unis
127	Pant, Harihar Dev	Nirdhan Utthan Development Bank Ltd.	Népal
128	Phiri, Christopher Maulidi	DFID Malawi	Malawi
129	Pikhholz, Lynn	Shorebank Advisory Services	États-Unis
130	Pinilla Hernández, Humberto	Secretaría Distrital de Desarrollo Económico	Colombie
131	Pinto, Albin	The Bridge Foundation	Inde
132	Prabhakara, S.	Sa-Dhan	Inde
133	Prado, Fernando	Asociación de Entidades Financieras Especializadas en Microfinanzas	Bolivie
134	Pramudya, Panca	HIVOS	Indonésie
135	Prem, Sadashiv	NABARD	Inde
136	Premakumar, P.A.	NABARD	Inde
137	Rahman, Atiur	CDF	Bangladesh
138	Rahman, Mahabubur	Anukul Foundation	Bangladesh
139	Raj, P. Joseph Victor	Holistic Approach for People's Empowerment (HOPE)	Inde
140	Ramana, S.S.Radha	SIDBI	Inde
141	Rathna, K.	Access Development Services	Inde
142	Reddy, A. Damodhar	Novok, Kurnool	Inde
143	Rempel, Theresa	Mercy Corps	États-Unis
144	Ríos Henckell, Carlos	COPEME	Pérou
145	Robinson, Marguerite	Harvard University	États-Unis
146	Sahoo, Rajkishor	VORD	Inde
147	Sanchez, Raul	Red Katalysis	Honduras
148	Sannesmoen, Johannes	Strømme Foundation	Norvège
149	Sarr, Mbaye	Cabinet SARR SARL	Sénégal
150	Satyamurti	All India Association For Micro Enterprise Development	Inde
151	Shah, Lalit	FWWB	Inde
152	Shahabuddin, Quazi	Bangladesh Institute of Development Studies	Bangladesh
153	Shende, Vilas Manohar	Mure Memorial Hospital	Inde
154	Shrestha, Keshar Bahadur	Swablamban Bikas Bank	Népal
155	Shrestha, Shankar Man	RMDC	Népal
156	Siddiqui, Saqib	PPAF	Pakistan
157	Simanowitz, Anton	Imp-Act Consortium	Royaume Uni
158	Sinha, Frances	EDA/M-CRIL	Inde
159	Sow, Ahmadou	APIM-Guinée	Guinée
160	Spingler, Michael	Chemonics	Egypte
161	Srinivas, B.	ABN AMRO Bank N.V.	Inde
162	Stanley, F. Joseph	Skills for Progress (SKIP)	Inde
163	Sumarta, Harya	GEMA PKM Indonesia	Indonésie
164	Teumer, Joerg	Savings Banks Foundation for International Cooperation	Allemagne
165	Thapa, Pritha	RMDC	Népal

Nombre	Nom du vérificateur	Institution	Pays
166	Tine, Abbé Ambroise	Caritas Senegal	Sénégal
167	Tolat, Malini	Grameen Foundation	États-Unis
168	Tong, Hout leng	Hattha Kaksekar Limited	Cambodge
169	Uddin, Jashim	PKSF	Bangladesh
170	Uddin, M. Farid	CDF	Bangladesh
171	Urquia, Julio Cesar	Banco Popular Coveló	Honduras
172	Valdez, Ginalyn N.	Peoples Credit & Finance Corporation	Philippines
173	Van de Voorde, Herman	PADSA/DANIDA	Bénin
174	Verma, Niraj	The World Bank	Afghanistan
175	Vujosevic, Andrea	World Vision, MEER	Bosnie Herzégovine
176	Waithaka, Darius	INAFI	Kenya
177	Wardell, Richard	Unitus	États-Unis
178	Wittlinger, Bettina	ACCION International	Brésil
179	Wolf, Katharine	Entrepreneur de Monde	Vietnam
180	Wright, Graham A. N.	MicroSave India	Inde
181	Xiaoshan, Du	Rural Development Institute	République Populaire de Chine
182	Zayat, Rizkallah G.	USAID Egypt	Egypte

Annexe III : Liste des institutions ayant soumis un plan d'action institutionnel en 2008

Conseil des promoteurs

CEEWA-Ouganda, Ouganda
FinMark Trust, Afrique du Sud
Fonkoze Development Fund, États-Unis
Fundamental Human Rights & Rural Development Association, Pakistan
Humcreativity Point Venture, Nigeria
Micro Insurance Associates Agency Philippines, Inc., Philippines
Oxfam Novib, Pays-Bas
RESULTS Australie, Australie
Sierra Leone Multipurpose Investment Company, Sierra Leone
Start with 10, États-Unis
World Savings Banks Institute, Belgique

Conseil des banques et des institutions financières commerciales

BancoEstado Microempresas Sociedad Anónima, Chili
Bharatheeya Mahila Bank, Inde
Khoson Credit Union, Ukraine
MicroCredit Enterprises, États-Unis
SNS Asset Management, Pays-Bas

Conseil des sociétés commerciales

Barefoot Power Pty. Ltd., Australie
Grameen Capital India, Inde
International Business Machines, États-Unis

Conseil des agences gouvernementales nationales

Banco Hondureño para la Producción y la Vivienda, Honduras
Japan Bank for International Cooperation, Japon
Pakistan Poverty Alleviation Fund, Pakistan
Palli Karma Sahayak Foundation (PKSF), Bangladesh
Rural Microfinance Development Centre Ltd., Népal

Conseil des bailleurs de fonds

Arab Gulf Program for United Nations Dev. Org., Arabie Saoudite

Conseil des institutions d'enseignement

Asian Institute of Technology, Thaïlande
Ecole Supérieure de Commerce de Bourgogne (ESC Dijon), France
Graduate College of Aviation, Sierra Leone
Indian School of Microfinance for Women, Inde
Ofata College, Kenya
Point Loma Nazarene University's Microfinance Club, États-Unis
Southern Illinois University, School of Social Work, États-Unis

University of Bologna, Italie
University of Technology, Sydney, Australie
Women's Development Research Centre (KANITA), Malaisie

Conseil des fondations et des philanthropes

Feed the Hunger, États-Unis
Femmes Philanthropes, Togo
Hong Leong Foundation, Malaisie
Linked Foundation, États-Unis
Mulchand and Parpati Thadhani Foundation, États-Unis
Rabobank Foundation, Pays-Bas
Strømme Foundation Bangladesh, Bangladesh

Conseil des sympathisants individuels

Bhavesh Sharma, États-Unis
Brian McConnell, États-Unis
Brooke Estin, Thaïlande
Ciplis Gema Qoriah, Indonésie
Collins Ngwakwe, Nigeria
Daniel Onw Eazu Ajunam, Nigeria
Delima Kiswanti, Indonésie
Elizabeth Wanlund, États-Unis
Felicia Montgomery, États-Unis
Gorakshanath Bhange, Inde
Jessica Lee Massie, États-Unis
Khageshwor Adhikari, Népal
Kunto Binawan, Indonésie
Maren Duvendack, Royaume Uni
Mark McNickle, États-Unis
Michelle Gomperts, États-Unis
Muhammad Aswary Pulungan, Indonésie
Rhonda Longmore, États-Unis
Prof. Sali P.S, Inde
Roland Palencia, États-Unis
Sanaz Sigaroudi, Canada
Srinivasa Seshasai Babu Yella, Inde

Conseil des institutions financières internationales

Cresud Spa, Italie
La Banque mondiale - CGAP, États-Unis

Conseil des ONG

African Underprivileged Children's Foundation, Nigeria

Aide d'Urgence Humanitaire en Afrique, Côte d'Ivoire
 Akwapim Mountains Women Forum, Ghana
 Alternative for Rural Movement, Inde
 Appui aux Initiatives de Développement, République Démocratique du Congo
 Appui Solidaire Pour le Renforcement de L'aide au Dév., Cameroun
 Association Camerounaise pour le Développement Humain, Cameroun
 Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire Urbaine, Côte d'Ivoire
 Association des Jeunes pour le Développement, Sénégal
 Christian Fellowship and Care Foundation, Nigeria
 Commonwealth People's Association of Uganda, Ouganda
 DEFESDRA, République Démocratique du Congo
 Diamond Development Initiatives, Nigeria
 Espoir de la Famille, Bénin
 FECANAR Global Consult Ltd., Nigeria
 Gema Rosari Credit Union, Indonésie
 Gems of Hope, Canada
 Global Poverty Eradication Centre, Ghana
 I CODEPS, Ghana
 India Counselling and Care Center, Inde
 Jana Utthan Pratisthan, Népal
 Kenya Youth Education & Community Development Program, États-Unis
 Kids Care Foundation, Pakistan
 Kiva MicroFunds, États-Unis
 M&B Kind Concern Comfort and Help Line Rural Development Society, Inde
 Mamta Samajik Sanstha, Inde
 Maritime Life Precious Foundation, Ghana
 Matha Socio Educational Society, Inde
 Mayuri Tailoring Embroidery Fabric Painting Training Association, Inde
 ONG La Grace Divine Eternelle, Côte d'Ivoire
 PATHIKRIT, Bangladesh
 PlaNet Finance, France
 Polli Dustha Kallyan Sangstha, Bangladesh
 Reach India, Inde
 Rescue High Council, République Démocratique du Congo
 Rural Education and Development Project, Inde
 Rural Society Welfare Centre (RSWC), Népal
 Samrudhi Micro Fin Society, Inde
 Social Advancement through Unity, Bangladesh
 Steward Gods Grace Welfare Society, Inde
 The Association for Micro Small Business Advancement, Indonésie
 The Hong Kong Institute of Microfinance, République Populaire de Chine
 The Norwegian Mission Alliance, Vietnam
 UMEC, Côte d'Ivoire

Unidad para el Desarrollo del Sur (UNISUR), Pérou
 Women in Neighborhood, Nigeria
 Youth Development Association – Cameroun, Cameroun
 Youth Empowerment Society, Pakistan
 Youth Ministry, Inde

Conseil des opérateurs

3A Enterprises, Guinée
 A Self-Help Assistance Program, États-Unis
 Abiodunadebayo Welfare Foundation, Nigeria
 Accedde, S.A. de C.V., SOFOM, E.N.R., Mexique
 Access Development Services, Inde
 Acción de Servicio y Desarrollo para la Micro Empresa, Pérou
 Aceh Grameen Credit Program, Indonésie
 ACONSUR, République Populaire de Chine
 Activists for Social Alternatives / Grama Vidiyal MF, Inde
 Actuar Atlántico, Colombie
 Actuar Bolívar, Colombie
 Actuar Caldas, Colombie
 Ad Jesum Development Foundation, Inc. Philippines
 Ad-din Welfare Centre – Jessore, Bangladesh
 Addis Credit and Saving Institution, Ethiopie
 ADEA - Andahuaylas, Pérou
 ADEC-ATC, Pérou
 ADMIC Nacional, A.C., Mexique
 Adra Ghana Microfinance Foundation, Ghana
 ADRA Perú, Pérou
 Agencia Adventista Para el Desarrollo y Recursos Asistenciales, Honduras
 AGRAGATI, Bangladesh
 Agricultural Development Association, Palestine
 Agricultural Science Foundation, Inde
 Aidez Small Project International, Ghana
 Akhuwat, Pakistan
 Al Falah Aam Unnayan Sangstha, Bangladesh
 Alalay Sa Kaunlaran Sa Gitnang Luzon, Inc., Philippines
 Alexandria Business Association - Small and Micro Enterprise, Egypte
 All India Association for Micro-Entreprise Development, Inde
 All India Women's Conference, Inde
 Alliance of Philippine Partners in Enterprise Development, Philippines
 Al-Mehran Rural Development & Welfare Organization, Pakistan
 Alpha Development Centre, Ouganda
 Alternativa 19 del Sur, S.A. de C.V., Mexique
 Alternativa Solidaria Chiapas, A.C., Mexique
 ALTERNATIVA, Pérou

Conseil des opérateurs (cont.)

Alternative Development Initiative, Bangladesh	Asociación Movimiento Fe y Alegría, Guatemala
AMA - Asoc. Mujeres En Acción, Pérou	Asociación para el Desarrollo de la Región Chorotega, Costa Rica
Amalgamated Community Help International, Ghana	Asociación para el Desarrollo de las Cajas Rurales, Panama
Amanah Ikhtiar Malaysia, Malaisie	Asociación para el Desarrollo Integral Comunitario de Honduras, Honduras
Ambito Productivo S.C., Mexique	Asociación para el Fomento al Desarrollo de Nicaragua, Nicaragua
Amhara Credit and Savings Institution, Ethiopie	Asociación Pro Desarrollo Económico y Social de Honduras, Honduras
Anannyo Samaj Kallyan Sangostha, Bangladesh	Asociación Solidaridad y Acción, Equateur
Angkor Mikroheranhvatho (Kampuchea) Co., Ltd., Cambodge	Asoprosanramon, Costa Rica
Annesha Foundation,	Aspada Paribesh Unnayan Foundation, Bangladesh
Ansar - VDP Unnayan Bank, Bangladesh	Assistance for Social Organization and Development, Bangladesh
Ansar Ali Foundation for Integrated Development, Bangladesh	Assoc. for Renovation of Community Health Education Services, Bangladesh
Apoyo Económico Familiar, S.A. de C.V., Mexique	Assoc. for Rural Cooperation, Development and Improvement, République Populaire de Chine
Apoyo Integral, Fundación Salvadoreña De Apoyo Integral, El Salvador	Association d'entraide Communautaire, République Démocratique du Congo
Apoyo Social Valladolid, S.A. de C.V., Mexique	Association d'entraide Professionnelle, Liban
Aram Foundation, Bangladesh	Association des Caisses de Financement à la Base, Bénin
Argentina Microfinanzas S.A., Argentine	Association for Community Development, Bangladesh
Asesoría Financiera de México, S.A. de C.V., Mexique	Association for Realisation of Basic Needs, Bangladesh
ASHROY, Bangladesh	Association for Rural Advancement in Bangladesh, Bangladesh
Asmitha Microfin Limited, Inde	Association for Rural Development for Poor Areas in Sichuan, République Populaire de Chine
ASOCBIO, Pérou	Association for Social Advancement (ASA), Bangladesh
Asociación ADRI, Costa Rica	Association of Asian Confederation of Credit Unions (ACCU), Thaïlande
Asociación Balsamo, El Salvador	Association of Cambodian Local Economic Development Agencies Bank Ltd., Cambodge
Asociación Benefica PRISMA, Pérou	Association of Development for Economic and Social Help- ADESH, Bangladesh
Asociación Civil "AVANZAR por el Desarrollo Humano", Argentine	Association of Microfinance Institutions Kenya, Kenya
Asociación Cooperativa de Ahorro y Crédito Vicentina de Responsabilidad Limitada, El Salvador	Association pour la Promotion des Groupements Agricoles, Togo
Asociación Costa Rica Grameen, Costa Rica	ATMABISWAS, Bangladesh
Asociación costarricense para organizaciones de Desarrollo, Costa Rica	AXTLA Consultoria de Negocios Administrativos y Agropecuarios, S.A. de C.V., Mexique
Asociación Credimujer, Costa Rica	Banaful Social Welfare Organization, Bangladesh
Asociación Cristiana de Jóvenes de Equateur, Equateur	Banco Amigo, S.A., Institución de Banca Múltiple, Mexique
Asociación de Consultores para el Desarrollo de la Pequeña, Mediana, y Microempresa, Nicaragua	Banco de Ahorro y Crédito, Asociación Dominicana para el Desarrollo, République Dominicaine
Asociación de Desarrollo de Rivas, ASODERI, Nicaragua	Banco de los Trabajadores de San Miguel, El Salvador
Asociación de Desarrollo Pespirense, Honduras	Banco Delta SA., Panama
Asociación de Familia y Medio Ambiente, Honduras	BANCO Hondureño del Cafe, Honduras
Asociación de Micro y Pequeños Empresarios, El Salvador	Banco Izalqueno de los Trabajadores, S.C., El Salvador
Asociación de Mujeres en Desarrollo, Guatemala	Banco Oportunidade de Moçambique, Mozambique
Asociación de Oportunidad y Desarrollo de Nicaragua, Nicaragua	Banco Procredit, Equateur
Asociación Fondo de Desarrollo Local, Nicaragua	Banco Solidario S.A., Equateur
Asociación Génesis (Fundación Génesis), El Salvador	Bandhan, Inde
Asociación Guatemalteca del Desarrollo Integral, Guatemala	
Asociación Guatemalteca para el Desarrollo, Guatemala	
Asociación Mexicana de la Transformación Rural y Urbana, A.C., Mexique	

Bandhu Kallyan Foundation, Bangladesh	Caja de Crédito de Chalchuapa, El Salvador
BANGENTE, Venezuela	Caja de Crédito de Ciudad Barrios, El Salvador
Bangladesh Association for Social Advancement, Bangladesh	Caja de Crédito de Cojutepeque, El Salvador
Bangladesh Development Society, Bangladesh	Caja de Crédito de Colon, El Salvador
Bangladesh Environment Development Organisation, Bangladesh	Caja de Crédito de Concepción Batres, El Salvador
Bangladesh Extension Education Services, Bangladesh	Caja de Crédito de Izalco, El Salvador
Bangladesh Krishi Bank, Bangladesh	Caja de Crédito de Juayua, El Salvador
Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), Bangladesh	Caja de Crédito de la Libertad, El Salvador
Bangladesh Rural Development Board (BRDB), Bangladesh	Caja de Crédito de Nueva Concepción Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada de C.V., El Salvador
Bangladesh Rural Integrated Development for Grub-Street Economy, Bangladesh	Caja de Crédito de Quezaltepeque, El Salvador
Bank of Marshall Islands, Iles Marshall	Caja de Crédito de San Agustín, Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada de C.V., El Salvador
Bank Rakyat Indonesia, Indonésie	Caja de Crédito de San Francisco Gotera, El Salvador
Banking with the Poor Network c/o The Foundation for Development Cooperation, Australie	Caja de Crédito de San Ignacio, El Salvador
BanPuebla, S.A. de C.V., SOFOM, E.N.R., Mexique	Caja de Crédito de San Martín, El Salvador
Banque Tunisienne de Solidarité, Tunisie	Caja de Crédito de San Miguel, El Salvador
Banrural Grameen Microfinanzas, Guatemala	Caja de Crédito de San Pedro Honvalco, El Salvador
BASTOB-Initiative for People's Self-Development, Bangladesh	Caja de Crédito de San Sebastián, El Salvador
Batticaloa Young Men's Christian Association, Sri Lanka	Caja de Crédito de San Vicente, Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada de C.V., El Salvador
Bayan Muna Small Enterprise Development Foundation, Philippines	Caja de Crédito de Santa Ana, El Salvador
Bharatha Swamukti Samsthe/ BSS Microfinance Private Limited, Inde	Caja de Crédito de Santa Rosa de Lima, El Salvador
Bikalpa Unnayan Karmashuchi, Bangladesh	Caja de Crédito de Santiago de Maria, El Salvador
Bina Kasih Foundation, Indonésie	Caja de Crédito de Santiago Normalco, El Salvador
Binh Minh Community Development Consulting Company, Vietnam	Caja de Crédito de Sokapango, El Salvador
BMSEDF Associates Coop., Philippines	Caja de Crédito de Sonsonate, El Salvador
BRAC Afghanistan, Afghanistan	Caja de Crédito de Suchitoto, El Salvador
BRAC Sri Lanka, Sri Lanka	Caja de Crédito de Tonacatepeque, El Salvador
BRAC Uganda, Ouganda	Caja de Crédito de Usulután, Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada de C.V., El Salvador
Brooks Microfinance Bank Ltd, Nigeria	Caja de Crédito de Zacatecoluca, Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada de C.V., El Salvador
Brotherhood of St Laurence, Australie	Caja de Crédito Rural de Chalatenango, Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada de C.V., El Salvador
BURO Bangladesh, Bangladesh	Caja de Crédito y Ahorro de San Juan Opico, Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada de C.V., El Salvador
BWDA Finance Limited – (Bullock-cart Workers Development Association Finance Ltd.), Inde	Caja Municipal de Ahorro y Crédito de Maynas, Pérou
Caisse de Microfinance de la Mungji, République du Congo	Camara de Comercio e Industrias de Choloma, Honduras
Caja de Compensacion Familiar de Antioquia, Colombie	CAPIRONA, Pérou
Caja de Crédito de Acajutla, El Salvador	Capital Aid Fund for Employment of the Poor – Ho Chi Minh City, Vietnam
Caja de Crédito de Aguilares, El Salvador	CARE International au Niger, Niger
Caja de Crédito de Ahuachapan, El Salvador	CARE International in Zimbabwe, Zimbabwe
Caja de Crédito de Armenia, El Salvador	CARITAS Bangladesh, Bangladesh
Caja de Crédito de Atiquizaya, El Salvador	
Caja de Crédito de Berlin, Sociedad Cooperativa de Responsabilidad Limitada, El Salvador	
Caja de Crédito de Candelario de la Frontera, El Salvador	

Conseil des opérateurs (cont.)

Caritas del Perú, Pérou	Club Avenir de Silveira, Togo
Carsa Foundation, Bangladesh	Coastal Association for Social Transformation Trust, Bangladesh
Casa Campesina de Cayambe, Equateur	Common Interest Foundation, Thaïlande
CASHPOR Micro Credit, Inde	Community Development Society, Inde
Catholic Relief Services (Equateur), Equateur	Community Finance Resource Centre, Vietnam
Caurie - Micro Finance, Sénégal	Community Support Concern, Pakistan
Cauvery Kalpatharu Grameen Bank, Inde	Community Women Development Centre, Népal
CCHES – Center for Charity Health Education and Social Service, Inde	Concern for Environmental Development and Research, Bangladesh
Center for Agriculture and Rural Development Mutually Reinforcing Institutions (CARD), Philippines	Concern Universal Microfinance Operations, Malawi
Center for Community Economics and Development Consultants Society, Inde	Concerned Women for Family Development, Bangladesh
Center for Community Transformation, Inc., Philippines	Conserva A.C., Mexique
Central de Promoción Rural Acayucan, A.C., Mexique	Consultaría de Servicios Rurales, Mexique
Central People's Credit Fund, Vietnam	Consultaría y Capacitación para el Desarrollo Productivo, S.V., Maurice
Centre for Action Research – Barind, Bangladesh	Consultores Agropecuarios y Forestales Asociados, S.A. de C.V., Mexique
Centre for Advanced Research and Social Action, Bangladesh	Cooperación para el Desarrollo Rural Occidental, Guatemala
Centre for Development Innovation and Practices, Bangladesh	Cooperativa Corfas de Crédito Solidario "Consolidar", Colombie
Centre for Development Strategy, Nigeria	Cooperativa de Ahorro y Crédito 29 de agosto de la PNP Ltda., Pérou
Centre for Human and Natural Resource Development, Inde	Cooperativa de Ahorro y Crédito 4 de octubre, Equateur
Centre for Mass Education in Science, Bangladesh	Cooperativa de Ahorro y Crédito Acción Rural Ltda., Equateur
Centre for Rural Health and Social Education, Inde	Cooperativa de Ahorro y Crédito Ambato, Equateur
Centre for Self-Help Development, Népal	Cooperativa de Ahorro y Crédito Cafetera, Colombie
Centro Bartolomé de las Casas, Pérou	Cooperativa de Ahorro y Crédito Chone Ltda., Equateur
Centro de Apoyo al Microempresario, Mexique	Cooperativa de Ahorro y Crédito de Unión Popular, Equateur
Centro de Desarrollo Humano, Honduras	Cooperativa de Ahorro y Crédito Desarrollo de los Pueblos, Equateur
Centro de Estudios Promoción Y Servicio Social, Panama	Cooperativa de Ahorro y Crédito Fondvida, Equateur
Centro de Gestión Local Para el Desarrollo Sostenible, Panama	Cooperativa de Ahorro y Crédito Hospicio Ltda., Bolivie
Centro de Investigación, Capacitación, Asesoría y Promoción, Pérou	Cooperativa de Ahorro y Crédito Kully Wasi, Equateur
Centro de Promoción y Empleo para el Sector Informal Urbano, Equateur	Cooperativa de Ahorro y Crédito La Merced del Vecino, Equateur
Centro de Reorientación Familiar y Comunitaria, El Salvador	Cooperativa de Ahorro y Crédito La Nacional, Equateur
Changsha Guarantee Centre of Microfinance for Re-employments, République Populaire de Chine	Cooperativa de Ahorro y Crédito Los Andes Cotarusi Aymaraes, Pérou
CHF International / AMEEN, Liban	Cooperativa de Ahorro y Crédito Luz del Valle, Equateur
Chhimek Bikas Bank Ltd., Népal	Cooperativa de Ahorro y Crédito Maquita Cushunchic Ltda., Equateur
Chifeng Zhaowuda Women's Sustainable Development Association, République Populaire de Chine	Cooperativa de Ahorro y Crédito Progreso Ltda., Equateur
Children Programming and Development Project Office of Weiyuan County Poor Area, Gansu Province, République Populaire de Chine	Cooperativa de Ahorro y Crédito SAC AIET, Equateur
China Association for Microfinance, République Populaire de Chine	Cooperativa de Ahorro y Crédito San José Ltda, Equateur
China Foundation for Poverty Alleviation, République Populaire de Chine	Cooperativa de Ahorro y Crédito San Miguel de Pallatanga, Equateur
Christian Children's Fund Sri Lanka, Sri Lanka	Cooperativa de Ahorro y Crédito Santa Ana de Nayon, Equateur
CIDES, Colombie	Cooperativa de Ahorro y Crédito Yantzaza, Equateur
	Cooperativa de Servicios Múltiples 20 de abril R.L., Nicaragua
	Cooperativa Juan Pablo 1.R.L, Panama
	Cooperativa Mujeres Unidas, Equateur
	Corporación Acción por el Tolima – Actuar Famiempresas, Colombie
	Corporación Eclof Colombia, Colombie
	Corporación Minuto de Dios Programa Contigo, Colombie

Corporación Mundial de la Mujer Medellín, Colombie	Dian Mandiri Foundation, Indonésie
Corporación para el fomento del microcrédito y las microfinanzas - FOMENTAMOS, Colombie	Don Apoyo S.A. de C.V. Sofom ENR, Mexique
Corporación Viviendas Hogar de Cristo, Equateur	Drabya Multi-Purpose Co-operative Ltd., Népal
Corporativo Integral de Microempresas Asociadas del Sureste, S.C., Mexique	Dushtha Shasthya Kendra, Bangladesh
Council for Socio Economic Benevolent Action, Inde	DWIP Unnayan Sangstha, Bangladesh
Council of Professional Social Workers, Inde	Eastern Communities Self Development Association of Nigeria, Nigeria
Country Women Association of Nigeria, Nigeria	ECLOF- Equateur, Equateur
Crac San Martín, Pérou	Eco Social Development Organisation, Bangladesh
Crac Cajamarca, Pérou	Ecofuturo S.A. Fondo Financiero Privado, Bolivie
Crac Credichavin, Pérou	Edpyme Nueva Vision S.A., Pérou
Crac Libertadores De Ayacucho, Pérou	Edpyme Confianza S.A., Pérou
CRAC Nor Perú, Pérou	Edpyme Crear Tacna, Pérou
Creamos Microfinanciera, S.C., Mexique	Edpyme Crear Trujillo, Pérou
CRECE SAFSA, S.A. de C.V., Mexique	Edpyme Credivision S.A., Pérou
Credi – Capital S.A. de C.V. SOFOM E.N.R, Mexique	Edpyme Edyficar, Pérou
CREDIAMIGO - Programa de Microcrédito do Banco do Nordeste do Brasil, Brésil	Edpyme Proempresa S.A., Pérou
Crediance S.A. de C.V. SOFOM E.N.R. , Mexique	Edpyme Pronegocios, Pérou
Credit and Development Forum (CDF), Bangladesh	Edpyme Raiz, Pérou
Crédit Communautaire d'Afrique, Cameroun	Edpyme Solidaridad, Pérou
Crédit du Sahel, S.A., Cameroun	Edpyme Crear Arequipa, Pérou
Crédit Rural de Guinée Société Anonyme, Guinée	Edpyme Efectiva, Pérou
Credit Union Bererod Gratia, Indonésie	Elim Microfinance Bank Limited, Nigeria
Daan Sa Pag – Unlad Inc., Philippines	Emprender, Bolivie
Daasgift Quality Foundation, Ghana	Emprendesarial, S.A. de C.V., Mexique
Dak Diye Jai, Bangladesh	En Comun de la Frontera, A.C., Mexique
Dakahlya Businessmen's Association for Community Development, Egypte	ENDA Inter-Arabe, Tunisie
Damandiri Foundation, Indonésie	Ensure Development Activities for Vulnerable Underprivileged Rural People, Bangladesh
Daridra Bimochon Shangstha, Bangladesh	Enterprise Support and Community Development Trust, Ouganda
Dedebit Credit and Saving Institution Share Company, Ethiopie	Environment and Social Development Organization, Bangladesh
Desarrollo Autogestionario, A.C., Mexique	Environment Council Bangladesh, Bangladesh
Deshabandu Club, Inde	Equipo de Educación y Autogestión Social, Pérou
Despacho Alfonso Amador y Asociados, S.A., Mexique	Equitas Micro Finance India Private Limited, Inde
Development Action for Mobilization and Emancipation, Pakistan	ESAF Microfinance&Investments (P) Ltd, Inde
Development and Employment Fund / Reyada, Jordanie	Esperanza Internacional, République Dominicaine
Development Initiative for Social Advancement, Bangladesh	EUREKASOLI S.A de C.V., Mexique
Development Organisation of the Rural Poor, Bangladesh	FACES, Equateur
Development Project Service Centre, Népal	Faïtière des Entités de Caisses d'Epargne et de Crédit des Associations Villageoises, Togo
Development Promotion Group, Inde	Farmers Association of Community Self-Help Investment Groups, Zimbabwe
Development Support Team, Inde	Farmers Development Union, Nigeria
Developpement international Desjardins, Canada	Farmers Friend Organization, Pakistan
Dhaka Ahsania Mission, Bangladesh	Faulu Kenya Ltd., Kenya
Dian Bhuana Lestari Foundation, Indonésie	Faulu Tanzania Limited, Tanzanie

Conseil des opérateurs (cont.)

Faulu Uganda, Ouganda	Fundación Alternativa 3, Argentine
Fédération Chrétienne des Organisations Economiques du Congo, République Démocratique du Congo	Fundación Alternativas para el Desarrollo, Equateur
Fédération des Caisses Populaires du Burkina, Burkina Faso	Fundación Amanecer, Colombie
Fédération des ONG du Sénégal, Sénégal	Fundación Cajagranada Desarrollo Solidario, Espagne
Fédération des Unions Coopératives Epargne et Crédit- FUCEC, Togo	Fundación Campo, El Salvador
FFH Alcance, A.C., Mexique	Fundación Cerrejon, Colombie
Ficrea, S.A. de C.V., Mexique	Fundación Crysol, Guatemala
FIE Gran Poder, Argentine	Fundación de Asesoría Financiera a Instituciones de Desarrollo y Servicio Social, Guatemala
Filomena Tomaira Pacsi, Pérou	Fundación de Asistencia para la Pequeña Empresa, Guatemala
FiMSA S.A., Colombie	Fundación de Ayuda Microempresarial, Equateur
Financiera América S.A. - FINAMERICA, Colombie	Fundación de Desarrollo de Mixco, Guatemala
Financiera Independencia, S.A. de C.V. SOFOM, Mexique	Fundación de Desarrollo Empresarial de la Pequeña y Mediana Empresa, Nicaragua
Financiera Mexicana para el Desarrollo Rural, S.A. de C.V. SFP, Mexique	Fundación Diaconia FRIF, Bolivie
Financiera Nicaragüense de Desarrollo S.A, Nicaragua	Fundación Dignidad Apoyo al Desarrollo de la Micro Empresa, Mexique
FINCA Jordanie, Jordanie	Fundación Ecuatoriana de Desarrollo, Equateur
FINCA México A.C., Mexique	Fundación FUNDVIS, Argentine
FINCA Perú, Pérou	Fundación Grameen (Aldeas) Argentina, Mendoza, Argentine
Fomento e Impulso del Sur, S.A. de C.V., Mexique	Fundación Hidalguense, A.C., Mexique
Fondation Banque Populaire pour le Microcrédit, Maroc	Fundación Horizontes de Amistad, Honduras
FONDEP Salaf Albaraka, Maroc	Fundación Internacional para la Asistencia Comunitaria Guatemalteca, Guatemala
Fondo de Desarrollo Comunal, Bolivie	Fundación Jose Nieborowski, Nicaragua
Fondo de Desarrollo Microempresarial, Equateur	Fundación Leon 2000, Nicaragua
Fondo de Desarrollo Regional, Pérou	Fundación Marco, Equateur
Fondo de Inversion Social - Empresa Social S.A., Argentine	Fundación Microfinanciera Hermandad de Honduras, OPDF, Honduras
Fondo de Microproyectos Costarricenses Sociedad, Costa Rica	Fundación Mundial de la Mujer Bucaramanga, Colombie
Fondo Ecuatoriano Populorum Progressivo, Equateur	Fundación Mundo Mujer – Popayan, Colombie
Fondo Financiero Privado Fortaleza FFP, Bolivie	Fundación para Alternativas de Desarrollo, Bolivie
Fondo Jalisco de Fomento Empresarial, Mexique	Fundación para el Auto Desarrollo de la Micro y Pequeña Empresa, El Salvador
Fondo para el Desarrollo Social de la Ciudad de Mexico, FOND, Mexique	Fundación para el Desarrollo de la Microempresa Fundación MICROS, Guatemala
Fonkoze - Fondasyon Kole Zepòl, Haïti	Fundación para el Desarrollo de la Microempresa, Nicaragua
Forjadores de Negocios, S.A. de C.V., Mexique	Fundación para el Desarrollo de la Vivienda Social y Urbana (FUNDEVI), Honduras
Forum for Rural Women Ardency Development, Népal	Fundación para el Desarrollo de Nueva Segovia, Nicaragua
FORUS Bank, Russie	Fundación para el Desarrollo Integral de Programas Socioeconómicos, Guatemala
FOVIDA, Pérou	Fundación para el Desarrollo Integral Esplor, Equateur
Freedom from Hunger Ghana / Development Action Association, Ghana	Fundación para el Desarrollo Microempresarial D-MIRO Misión Alianza – Equateur, Equateur
Freedom from Hunger, États-Unis	Fundación para el Desarrollo Socio-económico Rural, Nicaragua
Friends Development Organization, Pakistan	
Friends of Women's World Banking, Inde	
Friendship Bridge – Guatemala, Guatemala	
Fundación 4i-2000, Nicaragua	
Fundación Adelante Honduras, Honduras	
Fundación Agrocapital, Bolivie	

Fundación para la Integración Productiva Sustentable, A.C., Mexique	Heifer Project International China, République Populaire de Chine
Fundación Para la Promoción Y Desarrollo De Chontales, Nicaragua	Hilful Fuzul Samaj Kallyan Sangstha, Bangladesh
Fundación Producir, Colombie	Holistic Approach for People's Empowerment, Inde
Fundación Realidad A.C., Mexique	Holy Cross Social Service Centre, Hazaribag, Inde
Fundación Salvadoreña Para el Desarrollo, El Salvador	HOPE Foundation, Inde
Fundación San Isidro, Colombie	HOPE, Bangladesh
Fundación Vida y Futuro, Colombie	Hunger Solution, Inde
FUNDES Colombie, Colombie	IDESI Lambayeque, Pérou
Funding the Poor Cooperative - Chinese Academy of Social Science, République Populaire de Chine	Incubadora de Microempresas Productivas, Bolivie
FUNHDE, Honduras	Ingenio Castilla, Colombie
FUNSALPRODESE, El Salvador	Inicjatywa Mikro, Pologne
Gambia Social Development Fund, La Gambie	Initiative des Masses Paysannes IMAP, Togo
Gasha Micro-Financing S.C., Ethiopie	Initiatives Pentecôtistes d'Évangélisation et de Développement, Togo
General Labor Union of Nanyang City, Henan Province, République Populaire de Chine	Inner City Development Cooperative, Philippines
Ghashful, MCH FP & FW Association, Bangladesh	Innovative Microfinance for Poverty Alleviation and Community Transformation, Inde
GIC Protalocam, Cameroun	INPET, Pérou
Giving for Living International, États-Unis	Institución para el Desarrollo Económico, Panama
Gono Unnayan Prochesta, Bangladesh	Institute of Rural Development, Bangladesh
Good Earth, Bangladesh	Institution Nigérienne de Microfinance ASUSU-CIIGABA, Niger
Gospel Crusade and Social Welfare Service Activities Society, Inde	Instituto de Desarrollo regional Cesar Cesar Vallejo, Pérou
Gram Unnayan Karma, Bangladesh	Instituto de Desarrollo Urbano - CENCA, Pérou
Gram Utthan, Inde	Instituto Hondureño de Estudios y Desarrollo Integral de la Comunidad, Honduras
Grama Siri, Inde	Integrated Development Foundation, Bangladesh
Grameen Bank, Bangladesh	Integrated Rural Development Society, Indonésie
Grameen Development Services, Inde	International Network of Alternative Financial Institutions, Costa Rica
Grameen Foundation, États-Unis	International Network of Alternative Financial Institutions, Sénégal
Grameen Jano Unnayan Sangstha, Bangladesh	Islami Bank Bangladesh Limited, Bangladesh
Grameen Koota, Inde	Jagorani Chakra Foundation, Bangladesh
Grameen Manobic Unnayan Sangstha, Bangladesh	Jamii Bora, Kenya
Grameen Trust Chiapas A.C., Mexique	Janodaya Trust, Inde
Grameen Trust India (Liaison of Grameen Trust, Bangladesh), Inde	Jatiyo Kallyan Sangstha, Bangladesh
Grameen Trust, Bangladesh	Jeevan Bikas Samaj, Népal
Grandissons Ensembles - Tokola Elongo, République Démocratique du Congo	Jingyuan County Urban and Rural Development Assosiation, République Populaire de Chine
Grassroots Health Organization of Nigeria, Nigeria	Jinnah Welfare Society, Pakistan
Growing Opportunity Finance, Inde	Jinzhong Rural Poverty Reduction Development Association, République Populaire de Chine
Grupo Consultivo para el Desarrollo Alternativo, Pérou	Jishishan County Rural Development Assosiation, Gansu Province, République Populaire de Chine
Guidance Society for Labor, Orphans & Women, Inde	Jitegemee Trust Ltd., Kenya
Guinan county LPAC project office of Qinghai province, République Populaire de Chine	Jordan Micro Credit Company / Tamweelcom, Jordanie
Hagdan Sa Pag-Uswag Foundation, Philippines	Joshhna Organisation, Inde
HEED Bangladesh (Health Education and Economic Development Bangladesh), Bangladesh	

Conseil des opérateurs (cont.)

- Joypurhat Rural Development Movement, Bangladesh
 Juntos Progresando, S.A. de C.V. SOFOM, E.N.R., Mexique
 Kabalikat Para Sa Maunlad Na Buhay, Inc., Philippines
 Kafo Jiginew, Mali
 Karmojibi Kallyan Sangstha, Bangladesh
 Karnataka Regional Organisation for Social Service, Inde
 Karwan Community Development Organization, Pakistan
 Kashf Foundation, Pakistan
 Kaunlaran Sa Kabuahuan Microcredit Corporation, Philippines
 Kazama Grameen Inc., Philippines
 Kerala Rural Development Society, Inde
 Khushali Development Organization, Pakistan
 Khushhali Bank, Pakistan
 Konoklota Mahila Urban Co-Op Bank LTD, Inde
 Kosovo Grameen Mission Arcobaleno Microcredit Fund, Kosovo
 Kotalipara Development Society, Inde
 Kraban Support Foundation, Ghana
 Krushi (NGO-MFI), Karimnagar, Andhra Pradesh, Inde
 Lamjung Federation of Savings and Credit Cooperatives Ltd., Népal
 LEAD Foundation (Egyptian Foundation for Enterprise Development), Egypte
 Liberation Movement for Women, Inde
 Lift Above Poverty Organization (LAPO), Nigeria
 LOLC Micro Finance Company Ltd., Sri Lanka
 L'Union des Mutuelles du Partenariat pour la Mobilisation de l'Épargne et du
 Crédit au Sénégal, Sénégal
 Mahasemam Trust, Inde
 Mahila Arthik Vikas Mahamandal Ltd, Inde
 Makhzoumi Foundation, Liban
 MAMATA, Bangladesh
 Manabik Shahajya Sangstha, Bangladesh
 Manidham Grameen Savings cum Credit Services, Inde
 Manila Community Services, Inc., Philippines
 MANUSHI, Népal
 Marava Community based training and Empowerment Centre, Iles Salomon
 Marvi Rural Development Organization, Pakistan
 MASUM, Inde
 MC2 Network/ADAF (Réseau MC2), Cameroun
 McLevy Institute of Development Services, Inde
 Melghat Development Society, Inde
 Mercy Corps International, États-Unis
 Micro Credit for Development and Transformation Cooperative Savings and
 Credit Society Ltd., Ouganda
 Microbancos Rurales, Mexique
 MicroCred Nanchong, République Populaire de Chine
 Microcredit Organization EKI, Bosnie-Herzégovine
 Microcrédito Para El Desarrollo Mide Cusco, Pérou
 Microempresas de Antioquia, Colombie
 Microenterprise Development Fund KAMURJ, Arménie
 Microfinance Agency for Development and Rehabilitation of Afghan com-
 munity, Afghanistan
 Microfinance Center for Central and Eastern Europe and the Near East,
 Pologne
 Microfinance Investment Support Facility for Afghanistan, Afghanistan
 Microfinance Pasifika Network, Australie
 Microfinanciera Prisma de Honduras S.A., Honduras
 Microfund for Women, Jordanie
 Milamdec Foundation, Inc., Philippines
 Minority Self Empowerment Foundation, Bangladesh
 Mitra Bisnis Keluarga Ventura – “Family Business Partners”, Indonésie
 Mitra Dhu'afa Foundation, Indonésie
 Mitra Usaha Foundation, Indonésie
 Mohila Bohumukhi Shikkha Kendra, Bangladesh
 Moris Rasik Timor, Timor Oriental
 Mountain-River-Lake Dev. Committee of Jiangxi Province, République
 Populaire de Chine
 MOUSUMI, Bangladesh
 Movimiento Manuela Ramos, Pérou
 Muslim Aid UK – Bangladesh Field Office, Bangladesh
 Muthamil Education and Rural Development Society, Inde
 Mutuelle d'Epargne et de Crédit Pemarim, République Démocratique du
 Congo
 Nabolok Parishad, Bangladesh
 NACEC-R, Cameroun
 Nachala Cooperative, Bulgarie
 Nari Bikas Sangh, Népal
 Naria Unnayan Samity, Bangladesh
 Narowal Rural Development Program, Pakistan
 National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), Inde
 National Bank of Cambodia, Cambodge
 National Confederation of Co-operatives, Philippines
 National Development Program, Bangladesh
 National Development Society, Bangladesh
 National Educational and Social Development Organization, Népal
 National Microfinance Bank – Watani, Jordanie
 National Microfinance Foundation, Yemen
 National Rural Support Programme, Pakistan
 Nav Bharat Jagriti Kendra, Inde

Negros Women for Tomorrow Foundation, Philippines	Patronato para el Desarrollo de las Comunidades de Morazan, El Salvador
Nerude Laghubitta Bikas Bank Ltd., Népal	PEACE Microfinancing Institution Poverty Eradication and Community Empowerment, Ethiopie
Network of Entrepreneurship & Economic Development, Inde	PEARL Microfinance Limited, Ouganda
Nigerian Agricultural Cooperative and Rural Development Bank, Nigeria	Peermade Development Society, Inde
Ningxia Yanchi County Ass. for the Advancement of Women, République Populaire de Chine	Pemberdayaan Perempuan dan transformasi social wilayah Pasoendan, Indonésie
Nirantara Community Services, Inde	People's Association for Rural Development, Inde
Nirdhan Utthan Bank Limited, Népal	Peoples Bank of Caraga, Inc., Philippines
Nissi Global (Private) Limited, Zimbabwe	People's Institute for Operational Research Training and Development, Inde
North Malabar Gramin Bank, Inde	People's Multipurpose Development Society, Inde
Nowabenki Gonomukhi Foundation, Bangladesh	People's Organisation for Rural Health Education and Economic Development, Inde
NOWZUWAN, Bangladesh	People's Organization for Social Transformation, Philippines
Nsoatreman Rural Bank, Ghana	People's Oriented Program Implementation, Bangladesh
Nung Ikono Ufok Pioneer Fishing MCPS Limited, Nigeria	People's Rural Education Movement, Inde
Omo Microfinance Institution S.C., Ethiopie	Perhimpunan untuk Studi dan Pengembangan Ekonomi dan Sosial, Indonésie
ONG A.C.M., Togo	Perkumpulan Sada Ahmo, Indonésie
Oportunidad Latinoamérica Colombia, Colombie	Plan Chine, République Populaire de Chine
Opportunity Bank Montenegro, Montenegro	Plan International – Asia Regional Office, Thaïlande
Opportunity Bank Serbia, Serbie	Planned Social Concern, Inde
Opportunity Fund for Developing Countries, États-Unis	Poribar Unnayan Songstha, Bangladesh
Opportunity International Bank of Malawi, Malawi	Port Sudan Association for Small Enterprise Development, Soudan
Opportunity International China, République Populaire de Chine	PRIDE Microfinance Limited (Ouganda), Ouganda
Opportunity International Savings and Loans Limited, Ghana	Pro Mujer – Mexique, Mexique
Opportunity International, États-Unis	Pro Mujer – Nicaragua, Nicaragua
Opportunity Microcredit Romania, Roumanie	Pro Mujer – Pérou, Pérou
Opportunity Microfinance Bank, Philippines	Pro Mujer, Bolivie
Organización de Desarrollo Empresarial Femenino, Honduras	Prodipan, Bangladesh
Oribcing Womens Coop. Savings and Credit, Ouganda	Professional Assistance for Development Action, Inde
Oromia Credit & Saving Share Company, Ethiopie	Progoti Samajkallyan Sangstha, Bangladesh
OXUS Development Network, France	Programa Presidencial Unidades de Desarrollo Comunitario, Honduras
P.T. Bank Tabungan Negara, Indonésie	Programme Mata Masu Dubara (Women in the move), Niger
Pabna Protishsruti, Inde	PROGRESS (Akti Samaj Unnayan Mulak Sangstha), Bangladesh
Pact Myanmar Microfinance, Myanmar	Projet d'Appui au Développement des Microentreprises, Bénin
PADAKHEP Manabik Unnayan Kendra, Bangladesh	Proshika Manobik Unnayan Kendra, Bangladesh
PAGE Development Centre, Bangladesh	Proyas Manobik Unnayan Society, Bangladesh
PAHAL, Inde	Proyecto e Iniciativas Locales para el Autodesarrollo Regional de Honduras, Honduras
Palli Daridro Bimochon Foundation, Bangladesh	Punjab Rural Support Programme – Lahore, Pakistan
Palli Mongol Karmosuchi, Bangladesh	Pusat Pengembangan Sumberdaya Wanita, Indonésie
Palli Progoti Shahayak Samity, Bangladesh	Quy Khuyen Khich Tu Lap (Fund for the Encouragement of Self-Reliance), Vietnam
Pallirarma Shahayak Sangstha, Bangladesh	
Pally Bikash Kendra, Bangladesh	
Pamoja Women Development Programme, Kenya	
Pashchimanchal Grameen Bikas Bank, Népal	
Patrimonio Hoy, Mexique	

Conseil des opérateurs (cont.)

Racimo Estrategico para el Desarrollo Rural - Red Rural Sondondo, Pérou	Sanabel - Microfinance Network for the Arab Countries, Egypte
Rajarata Development Bank, Sri Lanka	Sanghamithra Rural Finance Services, Inde
RAMANI, Inde	Sangkalpa Trust, Bangladesh
Rangpur Dinajpur Rural Service Bangladesh, Bangladesh	Santa Fe de Guanajuato A.C., Mexique
Rangtay Sa Pagrang-ay, Inc., Philippines	Sarhad Rural Support Programme, Pakistan
Red de Instituciones de Microfinanzas de Honduras (REDMICROH), Honduras	Sarvodaya Economic Enterprises Development Services, Sri Lanka
Red Financiera Rural, Equateur	Sarvodaya Trust, Inde
Red Vanguardia, S.A. de C.V., Mexique	Satkhira Unnayan Sangstha, Bangladesh
Regione Toscana, Italie	Save the Children Federation, États-Unis
Réseau des Caisses d'Épargne et de Crédit des Femmes de Dakar, Sénégal	Save the Poor, Pakistan
Réseau des Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit autogérées (RECAVEC), Sénégal	SEDES, Pérou
Resource Development Foundation, Bangladesh	Sef International Uco Llc, Arménie
Resource Integration Centre, Bangladesh	Self Help Development Savings and Credit Company, Zimbabwe
Ruhunu UNESCO Association, Sri Lanka	Self Reliance Economic Advancement Programme, Nigeria
Rural Bank of Pres. M. A. Roxas Zn Inc., Philippines	Self-Help and Rehabilitation Programme, Bangladesh
Rural Community Development Society, Pakistan	SEPAR - HUANCAYO, Pérou
Rural Development Assosiation of Guanling Autonomous County, Guizhou Province, République Populaire de Chine	Service Center for Promotion of Women's Employment in Kunming City, République Populaire de Chine
Rural Development Assosiation of Xingren County, Guizhou Province, République Populaire de Chine	Servicios de Microsol, S.C., Mexique
Rural Finance Project (Rural Finance and Community Initiatives Project), La Gambie	Servicios Integrales a Empresas del Sureste, S.C., Mexique
Rural Friends for Development Consultation, Nigeria	SETARA Female Cooperative, Indonésie
Rural Loan Mutual-aid Cooperative in Puyang City, République Populaire de Chine	SETU, Bangladesh
Rural Organisation for Voluntary Activities, Bangladesh	Sewa Lanka Community Financial Services Ltd, Sri Lanka
Rural Reconstruction Foundation, Bangladesh	Shah Sandhu Finance Co. Pvt. Ltd. (Mimo Finance), Inde
Rural Self Reliance Fund, Népal	Shakti Foundation for Disadvantaged Women, Bangladesh
Rwenzori Rural Micro-finance Alliance, Ouganda	Shangathita Gramunyan Karnasuchi, Bangladesh
Saadhana Microfin Society, Inde	Share Microfin Limited, Inde
Sabalambay Unnayan Samity, Bangladesh	Shariatpur Development Society, Bangladesh
Sabaragamuwa Development Bank, Sri Lanka	Shataphool Bangladesh, Bangladesh
Sagarika Samaj Unnayan Sangstha, Bangladesh	Sheva Nari O Shishu Kallyan Kendra, Bangladesh
Sahara Nepal Saving and Credit Co-Operative Society Ltd., Népal	Shri Kshethra Dharmasthala Rural Development Project, Inde
Sajida Foundation, Bangladesh	Shri Mahila Sewa Sahakari Bank, Ltd., Inde
Salone Microfinance Trust, Sierra Leone	Sinapi Aba Trust, Ghana
Samadhan, Bangladesh	Sindh Agricultural and Forestry Workers Coordinating Organization, Pakistan
Samaj Kallyan Sangstha (SKS), Bangladesh	Sindh Rural Support Organization, Pakistan
Samaj Paribartan Kendra, Bangladesh	Small Enterprise Development Agency, Tanzanie
Samannita Unnayan Seba Sangathan, Bangladesh	Small Enterprise Foundation, Afrique du Sud
Samastha Lanka Praja Sanwardana Mandalaya, Sri Lanka	Small Farmers Development Foundation, Bangladesh
Samurdhi Authority of Sri Lanka, Sri Lanka	Social Forum for Sustainable Development Nepal, Népal
	Social Solidarity Bank, Corée du Sud
	Social Upliftment Society, Bangladesh
	Sociedad Cooperativa de Ahorra y Crédito AMC de RL, El Salvador
	Society for Development Initiatives, Bangladesh
	Society for Elimination of Rural Poverty, Inde

Society for Health, Education and Poverty, Hungry Eradicate Through Rural Development, Inde	Triple A Research and Consultancy, Népal
Society for Social Service, Bangladesh	TSPI Development Corporation, Philippines
Solfi Soluciones Financieras, Mexique	Turkey Grameen Microcredit Project, Turquie
SOLIDARIDAD, Pérou	TYM Fund (Tao Yeu May Fund), Vietnam Women's Union, Vietnam
Soluciones de Microfinanzas, S.A., Panama	UCPB – CIIF Finance and Development Corporation, Philippines
Soluciones Reales del Norte, S.A. de C.V., Mexique	Ujivan Financial Services Pvt. Ltd., Inde
Somaj O Jati Gathan, Bangladesh	UMF Arariwa, Pérou
Soon Valley Development Program, Pakistan	UNDP Project Office of Huangyuan County (Huangyuan County Rural Development Association), République Populaire de Chine
SOS Women – Coopérative Féminine d'Épargne et de Crédit, Cameroun	Unimex Financiera, S.A. de C.V., SOFOM, E.N.R., Mexique
South Asia Partnership-Bangladesh, Bangladesh	Union des Clubs d'épargne et de crédit du Mayo-Kebbi, Tchad
South Malabar Gramin Bank, Inde	Union des COOPECs Umutanguha, Rwanda
South Pacific Business Development Foundation, Les Samoa Occidentales	Union Régionale des Coopératives d'épargne et de crédit du Bam, Burkina Faso
Spandana Sphoorty Innovative Financial Services Limited, Inde	United Development Initiatives for Programmed Actions, Bangladesh
Sreema Mahila Samity, Inde	Unitus Equity Fund, États-Unis
Sri Mayapur Vikas Sangha, Inde	Unitus, Global Catalyst for Microfinance, États-Unis
Srizony Bangladesh, Bangladesh	Unnayan, Bangladesh
Star MicroFin Service Society, Inde	UNRWA Microfinance and Microenterprise Programme – Jordanie, Israël
State Ministry of National Family Planning Coordinating Board, Indonésie	UNRWA Microfinance and Microenterprise Programme – Palestine, Israël
Step Ahead MED – Youth With A Mission Relief and Development, Thaïlande	UNRWA Microfinance and Microenterprise Programme – Syrie, Israël
Sunflower Project – Projet Tournesol, République Démocratique du Congo	Uplift India Association, Inde
Sungi Development Foundation, Pakistan	Urwego Opportunity Bank of Rwanda S.A, Rwanda
Susila Dharma Indonesia, Indonésie	Uttara Development Program Society, Bangladesh
Swabalamban Laghubitta Bikas Bank Ltd (SB Bank), Népal	Utthan Shoudh Sansthan, Inde
Swabi Women Welfare Society, Pakistan	VANWODS Microfinance Inc, Vanuatu
Swanirvar Bangladesh, Bangladesh	Vayalar Memorial Youth Club, Inde
Swayam Krishi Sangam Microfinance Pvt. Ltd. (SKS), Inde	Vietnam Bank for Social Policies (Vietnam Bank for the Poor) , Vietnam
Swayamsree Micro Credit Services, Inde	Village Education Resource Center, Bangladesh
Swaziland Development Finance Corporation, Fincorp (Formerly Enterprise Trust Fund), Swaziland	Village Vision, Inde
Swisscontact (Fundación Suiza de Cooperacion para el Desarrollo Tecnico), Equateur	VisionFund Cambodia Ltd, Cambodge
Talanta Finance Ltd., Ouganda	VisionFund Mongolia CBF, Mongolie
Talete King Panyulung Kampampangan Inc., Philippines	Voluntary Association for Rural Development, Bangladesh
Tanzania Postal Bank, Tanzanie	Wahana Kria Putri Foundation, Indonésie
Te Creemos, S.A. de C.V. SFP, Mexique	Wau Microbank Limited, Papouasie Nouvelle Guinée
Thardeep Rural Development Program, Pakistan	Wayamba Development Bank, Sri Lanka
The Bridge Foundation /Opportunity Microfinance India Ltd., Inde	Welfare Association of Village Environment, WAVE Foundation, Bangladesh
The Christian Enterprise Trust of Zambia, Zambie	Welfare Services Ernakulam, Inde
The Community Microfinance, Kenya	Wisdom Micro Financing Institution (S.C.), Ethiopie
The First Microfinance Bank Ltd., Pakistan	Women and Associations for Gain both Economic and Social, Togo
The Kotwali Thana Central Co-operative Association Ltd., Bangladesh	Women and Youth Development Association, Ghana
The Society for Development of Human Abilities and Env., Inde	Women Cooperative Society Ltd, Népal
Thengamara Mohila Sabuj Sangha, Bangladesh	Women Development Center of Nepal, Népal
	Women Social Organization - Pakistan, Pakistan

Conseil des opérateurs (cont.)

Women's Union of Tien Giang Province, Vietnam
Women's Development business Microfinance, Afrique du Sud
Working Women's Forum, Inde
World Concern Bangladesh, Bangladesh
World Relief Honduras, Honduras
World Vision China, République Populaire de Chine
World Vision International, États-Unis
WSDS-Initiative, Inde
XacBank Ltd., Mongolie
Yayasan Bina Swadaya, Indonésie
Yayasan Indonesia Sejahtera, Indonésie
Yayasan Peningkatan dan Pengembangan Sumber Daya Ummat, Indonésie
Yayasan Pokmas Mandiri, Indonésie
Yayasan Usaha Maju, Malaisie
Yehu Microfinance Trust, Kenya
Yilong County Rural Development Assosiation, République Populaire de Chine
Young Pioneers Society Gojra, Pakistan
Zakoura Microcredit Foundation, Maroc
Zimbabwe Association of Microfinance Institutions, Zimbabwe

Conseil des institutions religieuses

Centre Missionnaire Bethesda, République Démocratique du Congo
Church of Christ Social Welfare Association, Inde
Five Talents International, États-Unis
Rajiv Gandhi Memorial Development and Welfare Society, Inde
Sierra Leone Africa America Assistance Foundation, Inc., États-Unis

Conseil des agences des Nations Unies

Bureau international du travail (BIT), Suisse

Nous sommes reconnaissant aux donateurs et sponsors de la Campagne du Sommet du Microcrédit pour leur soutien généreux

Sponsors:



Johnson & Johnson



Or:	Bill & Melinda Gates Foundation Qualcomm Wireless Reach Initiative
Argent:	Citi Foundation J.P. Morgan Stephen and Elizabeth Funk
Bronze:	Australian Agency for International Development (AusAID) Cranes Software International FINCA International Grameen Foundation LDS Employment Services MicroCredit Enterprises National Bank of Agriculture and Rural Development (NABARD) Richard & Lois Gunther Family Foundation Small Industries Development Bank of India (SIDBI) Temenos Unitus World Savings Banks Institute
Entrepreneur:	Guerrant Foundation Muse Elementary
Amis:	Glenn and Judy Hudgens Peter C. Cornell Trust Susan Cornell Wilkes The Harvey M. Meyerhoff Fund, Inc.

La Campagne du Sommet du Microcrédit
750 First Street, NE, Suite 1040
Washington, DC, 20002
États Unis

téléphone | +1.202.637.9600
fax | +1.202.637.3566
www.microcreditsummit.org
info@microcreditsummit.org



Les objectifs pour l'année 2015

S'assurer que 175 millions des familles les plus pauvres de la terre reçoivent des prêts qui leur permettront d'exercer une activité indépendante ainsi que d'autres services financiers et commerciaux, et ;

S'assurer que 100 millions des familles les plus pauvres au monde passent de moins de 1 \$US par jour.

ISBN: 978-0-9801540-2-3



9 780980 154023